

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
DOCTRINE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT PUBLIC

ÉTUDE SUR LA LÉGISLATION SCOLAIRE DE LA FRANCE

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 20 décembre 1912 à 1 heure et demie

PAR

ÉMILE BARRET

<i>Président</i>	:	M. F. LARNAUDE	
<i>Suffragants</i>	{	MM. BERTHELEMY JÈZE	} <i>Professeurs</i>



PARIS
IMPRIMERIE M.-R. LEROY
185, RUE DE VANVES

1912

LA
DOCTRINE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE
EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT PUBLIC

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

DOCTRINE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT PUBLIC

ÉTUDE SUR LA LÉGISLATION SCOLAIRE DE LA FRANCE

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 20 décembre 1912 à 1 heure et demie

PAR

ÉMILE BARRET



Président : M. F. LARNAUDE

Suffragants { MM^{rs} BERTHELEMY
JÈZE }

Professeurs



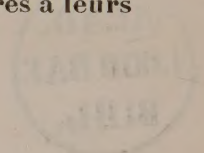
PARIS

IMPRIMERIE M.-R. LEROY

185, RUE DE VANVES

—
1912

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le problème de l'enseignement met en jeu une foule de questions dont la solution commande celle qu'on lui donnera à lui-même. Le droit de la Famille, le droit de l'Etat, le droit de l'Individu, le droit de l'Eglise varient, s'affirment ou disparaissent, selon qu'on adopte telle ou telle opinion sur leur origine, leur nature, leur fin. Nous avons donc voulu commencer par définir les thèses en présence.

En France, l'Eglise catholique est l'inspiratrice et le soutien de la grande majorité des écoles libres. Nous avons donc recherché, dans notre premier chapitre, les principes de droit naturel qu'elle enseigne. Ensuite nous en avons déduit, avec les théologiens, sa conception du droit d'enseigner. Les prérogatives respectives des parties en présence : Enfant, Famille, Eglise, Etat, découlent, comme autant de corollaires, des fondements de la sociologie chrétienne.

Nous nous sommes efforcés de dégager parallèlement l'idéal social de notre droit public moderne. La tâche était plus difficile, car notre droit n'a pas l'unité cohérente du catholicisme. Il est composé d'éléments fort divers et garde, plus ou moins profonde, la marque de chaque époque de notre histoire. Il en résulte que, si l'on veut faire la synthèse philosophique de l'Etat moderne, on se heurte, parfois, à des contradictions. Pendant l'Ancien Régime, la Société a accepté l'influence religieuse. L'organisation civile de la famille porte encore des traces de la doctrine chrétienne qui tourne toutes les règles de cette institution vers sa fin essentielle : la per-

pétuation de la race. La morale religieuse décrète, dans ce but, la monogamie et l'indissolubilité du mariage. La législation du divorce est venue porter atteinte à cette conception. Elle relève d'un autre principe : le droit suprême de l'individu au bonheur. L'Eglise, qui assure le bonheur éternel à qui respecte sa loi, peut, en effet, demander des sacrifices momentanés. L'Etat « laïque », en supprimant la notion d'une Divinité supérieure a rendu à chacun la maîtrise absolue de sa destinée et déchainé le plus anarchique des individualismes. Au surplus, comme il s'interdit toute considération dépassant les limites de cette vie, c'est dans ces limites qu'il doit donner ou laisser prendre à chacun sa part de jouissance.

C'est donc une évolution philosophique de l'Etat qui a précédé et causé l'évolution législative. La question scolaire est une de celles qui ont de plus subi l'influence de ce changement. Nous avons consacré tout un chapitre à l'histoire des idées et de la législation sur l'enseignement depuis la fin du XVIII^e siècle.

La lutte des doctrines se poursuit autour de l'école. Nous avons voulu montrer que la proclamation de la neutralité scolaire n'a rien changé à cet égard.

C'est, du reste, une vérité de bon sens qu'en morale comme en histoire il est impossible de formuler un enseignement sans principes, des jugements sans critérium. Principes et critères sont essentiellement confessionnels. La morale d'un spiritualiste ne peut logiquement être celle d'un matérialiste et les appréciations historiques d'un conservateur ne peuvent s'identifier avec celles d'un anarchiste. Le professeur est naturellement incliné à former les enfants selon ses convictions personnelles, sous peine de ne pas les former du tout et d'abandonner complètement toute tentative d'éducation.

Si l'on veut obtenir la loyauté de l'enseignement et le respect des consciences par l'école, force est donc de donner à chaque confession le libre choix de ses instituteurs. Mais, alors, se présente un problème d'ordre financier auquel nous avons consacré notre dernier chapitre. L'école neutre, gratuite, est entretenue par l'argent de l'impôt. Ceux qui n'en veulent pas sont obligés d'y subvenir comme les autres. Ils doivent, par un nouveau sacrifice en faveur de l'école libre, acheter la liberté que leur garantit la loi. En résumé, ils paient deux fois l'instruction que ceux qui envoient leurs enfants à l'école neutre paient seulement une fois : chez le percepteur. Cette dépense, inutile pour eux, leur est d'autant plus pénible qu'elle sert, parfois, à salarier des maîtres hostiles à leurs idées.

Pour que la neutralité véritable, dont se réclame l'Etat, soit satisfaite, en même temps que la stricte équité, il faut que les contributions de tous servent également à tous. L'Etat n'a pas à se faire juge des opinions et à donner une prime aux tenants du laïcisme avec l'argent de leurs adversaires. Le libéralisme l'oblige à se préoccuper seulement de répandre l'instruction profane, sans tenir compte des idées, religieuses de ceux qui la donnent. Toutes les écoles présentant des garanties suffisantes de valeur pédagogique, de moralité et d'hygiène sont, au même titre, des écoles légales.

Du moment qu'il n'y a pas de doctrine d'Etat, l'école publique privilégiée n'a pas de raison d'être. Les fonds publics destinés à favoriser l'instruction doivent être répartis entre les écoles des diverses confessions, proportionnellement aux services qu'elles rendent. C'est la solution qui a été et semble devoir être adoptée, de plus en plus, par plusieurs législations étrangères. Nous avons examiné les réformes qui ont été déjà réalisées en ce sens en Hollande et en Angleterre, ainsi

que les raisons qui entraîneront prochainement une modification analogue dans la loi scolaire belge. Dans l'état actuel des opinions, le système de la répartition proportionnelle du budget scolaire nous paraît le seul capable de réaliser un libéralisme pratique.

Cependant, il se peut que l'opinion des « laïcistes » extrêmes l'emporte. La laïcité de l'Etat ne consiste pas, pour ces derniers, dans sa neutralité religieuse, dans sa non-confessionnalité. C'est la guerre déclarée à tout ce qui est confessionnel; c'est une sorte de religion d'Etat à rebours.

Si ce parti triomphe, les catholiques soutiendront résolument une lutte ouverte contre ses projets. L'Eglise accepte loyalement la Monarchie, les Oligarchies ou la République; mais à chaque gouvernement elle demande le respect du dépôt dont elle a la garde. Elle prêche la soumission aux pouvoirs établis; mais elle souffre la persécution plutôt que d'abdiquer devant l'injustice.

CHAPITRE I

APERÇU DE LA DOCTRINE CATHOLIQUE SUR L'ÉTAT, L'ÉGLISE, LA FAMILLE, L'INDIVIDU ET LEURS RAPPORTS

La conception catholique de la société se trouve contenue tout entière dans ce petit article du catéchisme :

D. — *Pourquoi Dieu nous a-t-il créé et mis au monde?*

R. — *Pour le connaître, l'aimer, le servir et, par ce moyen, obtenir la vie éternelle.*

Les idées sur l'Existence de Dieu, sur l'Origine de l'Homme, sa Nature et sa Destinée commandent la doctrine sociale de l'Eglise.

Dieu a créé l'homme intelligent et libre pour la poursuite du Souverain Bien et ce Souverain Bien, fixé en raison de la nature humaine, trouve son expression morale dans le Décalogue.

Il l'a créé sociable pour qu'il atteigne sa fin par le moyen des divers groupements qui l'encadrent : Famille, Profession, Patrie, Société Humaine.

Pour remédier à sa faute originelle, il lui accorde par l'intermédiaire de son Eglise, société parfaite et souveraine en son domaine, la lumière de sa révélation, la grâce de ses sacrements et la force de sa discipline.

Tel est le plan divin dont toutes les sociétés humaines doivent tenir compte pour se conformer au but qui leur a été assigné par le Créateur. Elles différeront entre elles en raison

des contingences; mais toutes seront jugées par l'Eglise relativement à ce critérium.

THÉORIE DE LA SOCIÉTÉ

a) *Nature* (1).

Tout être rentre dans une espèce. Mais la coexistence d'individus de même nature dans un même espace ne suffit pas à faire une société. Disons-nous d'un tas de blé, d'un troupeau d'animaux qu'ils constituent une société? Non, certes. Cependant il est certaines réunions d'animaux auxquelles on attribue parfois le caractère social. On parle de la « société » des abeilles, de celle des fourmis. C'est qu'alors un plan général, un ordre providentiel s'est ajouté à la simple juxtaposition des unités. Nous prêtons aux abeilles et aux fourmis des rapports intellectuels et moraux. Laissons de côté le problème de l'instinct. Il est, cependant, bien certain que nous considérons la fourmilière et la ruche comme socialement organisées parce qu'elles semblent avoir une loi adaptée aux qualités de l'espèce et tournée vers sa fin naturelle, des chefs qui dirigent et des sujets qui obéissent.

Passons à la société humaine et recherchons le lien moral sur lequel est fondé cet ordre qui caractérise toute société et la distingue du simple agrégat.

L'homme est un être intelligent. Le lien social ne peut donc être ni l'espace ni le temps puisque l'intelligence ne peut être bornée ni par l'un ni par l'autre. Il doit être en rapport avec les deux facultés essentielles de la nature intelligente : l'entendement, qui ne peut être soumis que par le Vrai, et la volonté, qui ne peut l'être que par le Bien.

(1) Cf. Taparelli d'Azeglio, S. J., *Essai théorique de droit naturel basé sur les faits*, 2^e édit., t. I, liv. II, ch. 1.

Il y aura donc « société » toutes les fois que les êtres, guidés par une même vérité, tendront vers un même bien. Il ne suffira pas que des volontés isolées se dirigent parallèlement vers le même but, sans jamais se rencontrer. Il faudra une connaissance commune de ce but, une volonté commune de le réaliser et des efforts communs, destinés au succès commun.

Cette union des efforts sera nécessaire tant que la collectivité n'aura pas réalisé sa fin. Elle devra donc être perpétuelle puisque l'humanité, qui tend, en ce monde, au Souverain Bien, ne doit le posséder que dans l'autre. De plus, le même but ne pouvant être obtenu que par les mêmes moyens, l'union des efforts suppose l'unité de méthode. Or, les sociétés humaines, n'étant pas composées de purs esprits, ont besoin de moyens extérieurs pour communiquer et agir. Il en résulte, pour elles, la nécessité d'une union matérielle et physique. Leurs conditions vitales se réduiront donc à quatre : l'unité de fin, l'accord des intelligences, l'union des volontés et la coordination des moyens.

b) *Origine de la société* (1).

Esquisse de deux doctrines.

Deux théories principales ont prétendu expliquer l'origine de la société, en dehors de la doctrine catholique.

La première est celle de J.-J. Rousseau qui place cette origine dans un libre contrat : le contrat social, qui a lié mutuellement les hommes indépendants selon l'état de nature.

L'hypothèse d'un contrat social, historiquement indémontrable, est aujourd'hui presque universellement abandonnée.

Un état basé sur un pareil principe serait à la fois fragile

(1) Cf. 1^o Taparelli, *op. cit.*, liv. II, ch. II; 2^o Mgr d'Hulst, *Conférences à Notre-Dame*, 1895, ch. 1^{er}.

et tyrannique. Il serait fragile : car cet accord, né de la volonté d'une génération, ne pourrait s'étendre aux générations à venir ; il pourrait, d'autre part, être rompu par la majorité de la génération présente. Il serait tyrannique : car ceux qui auraient souverainement déterminé les conditions sociales, pourraient, de même, les modifier. La volonté de la majorité n'aurait à tenir compte ni des intérêts, ni des sentiments de la minorité.

La seconde théorie est née de l'Evolutionnisme. D'après elle, l'Humanité primitive vivait à l'état sauvage. La sélection naturelle a soumis les plus faibles et les moins adroits aux plus forts et aux plus rusés. L'habitude et l'hérédité aidant, cette hiérarchie, basée sur une supériorité de fait, a pris un caractère moral. Le sentiment de la solidarité sociale s'est fait jour. Le nombre des individus parvenus à la conscience de leur force et de leur rôle n'a cessé de grandir. Enfin le pouvoir est, naturellement, passé des mains d'un seul dans celles de la foule : et c'est le dernier terme de l'Evolution.

Cette doctrine a, d'abord, le grand tort de donner comme des vérités scientifiques des hypothèses qui sont loin d'être démontrées : la sauvagerie primitive de l'Humanité et l'acquisition tardive du sens moral.

De plus, elle ne répond pas à la question posée qui est celle-ci : « *Pourquoi suis-je obligé d'obéir à l'Autorité ?* » Elle explique, tout au plus, par une supposition, *comment* l'Humanité s'est pliée au servilisme devant la force. En détruisant, à l'origine, la notion d'obligation morale, pour ne laisser subsister que celles de la crainte et de l'intérêt, en proclamant que le développement harmonieux de la société est résultat du libre jeu des penchants, elle permet toute révolte et toute licence et fait de la moralité une question de succès.

Doctrine catholique.

Pour le catholique, le principe des rapports sociaux est la volonté du créateur qui lui ordonne d'aimer ses semblables. La nature humaine, en effet, a été faite de telle sorte que la vie en société lui est doublement nécessaire pour réaliser sa fin. Elle lui est, d'abord, nécessaire physiquement : l'homme reçoit la vie de la société fondamentale, la famille ; il en reçoit aussi la nourriture et les soins indispensables pour se développer. Elle lui est aussi indispensable moralement : car la croissance morale et intellectuelle, le langage, les sciences, les arts et l'industrie sont des biens essentiellement sociaux.

Il n'est pas jusqu'à nos passions qui ne nous fassent une nécessité de la vie sociale. L'enfant n'a pas d'obligations, mais sa faiblesse l'attache à autrui. Devenu homme, il acquiert des devoirs. Veut-il s'en libérer ? Ses penchants désordonnés : l'amour, l'ambition, l'avarice, le lient plus étroitement à la collectivité.

Sully Prudhomme a exprimé cette nécessité providentielle de la vie sociale en des vers qu'on ne pourra trop redire :

Le laboureur m'a dit en songe : « Fais ton pain.
Je ne te nourris plus. Gratte la terre et sème. »
Le tisserand m'a dit : « Fais tes habits toi-même. »
Et le maçon m'a dit : « Prends la truelle en main. »

Et seul, abandonné de tout le genre humain,
Dont je traînais partout l'implacable anathème,
Quand j'implorais du ciel une pitié suprême,
Je trouvais des lions, debout sur mon chemin.

J'ouvris les yeux, doutant si l'aube était réelle.
De hardis compagnons sifflaient sur leur échelle.
Les métiers bourdonnaient. Les champs étaient semés.

Je connus mon bonheur et qu'au monde où nous sommes
Nul ne peut se vanter de se passer des hommes.
Et, depuis ce jour-là, je les ai tous aimés.

Mais l'argument de la solidarité n'est valable qu'à une condition : il faut que l'idée de Dieu soit à sa base. Si Dieu n'existe pas, si l'autre vie n'est qu'un leurre et la liberté humaine un mot, si nous ne sommes que les produits éphémères de l'éternelle évolution de la matière, il ne peut plus être question de morale sociale.

Déterminés par notre intérêt, nous agissons conformément à l'intérêt social tant qu'il sera solidaire du nôtre. Mais, du jour où cette solidarité ne sera plus parfaite, du jour où nous aurons avantage à frauder ou à briser la règle sociale, nous serons autorisés à le faire en toute logique.

L'aspiration fondamentale de l'homme est la marche au bonheur. Si l'on n'a d'espoir qu'en cette vie, cette marche dégénère en une ruée furieuse.

Ce qui fait l'excellence sociale du spiritualisme, c'est qu'il pose, comme condition au bonheur éternel, l'observance de la justice ici-bas.

c) *L'autorité.*

1^o *Nécessité et origine (1).*

Nous avons admis que l'homme ne peut naître et se développer, triompher des éléments et se les asservir qu'à la condition de vivre en société. La première de toutes les sociétés est la famille, régie par l'autorité paternelle. A mesure que la famille se multiplie, que les générations s'additionnent, il se forme des groupes nouveaux entre lesquels il est nécessaire qu'une autorité supérieure maintienne l'harmonie. Il faut coordonner les efforts des différents composants sociaux vers le but commun : « Une société, dit Léon XIII (2), ne peut subsister ni même se concevoir, s'il ne s'y rencontre un

(1) Cf. Taparelli, *op. cit.*, t. II, ch. v. — Mgr d'Hulst, *Conférences*, 1895, ch. 1^{er}.

(2) Léon XIII, *Encycl. Diuturnum*.

modérateur pour fondre en une seule les volontés éparses et les faire converger vers un but commun; Dieu a donc voulu qu'il y eût dans la société civile une autorité commandant à la multitude. »

La volonté de Dieu est la source de l'Autorité. C'est Dieu qui a créé et conditionné le plan social de telle sorte que l'Autorité lui est nécessaire. Le cardinal Gerdil (1) éclaire par un exemple l'antériorité de l'Autorité à la volonté humaine et démontre qu'elle n'a pas une origine contractuelle, mais naturelle. Supposez, dit-il, des naufragés rapprochés par le hasard dans une île déserte. En l'absence de tout contrat, de tout assentiment de la volonté individuelle, ils ont le droit d'empêcher l'un d'eux de nuire à la collectivité. Ils ont le droit de le contraindre à coopérer au salut général. Ils ont autorité sur lui.

Cette autorité n'est pas la simple addition des droits individuels pas plus que la machine n'est la juxtaposition de différentes pièces. Dans un cas comme dans l'autre, une volonté supérieure a conçu le plan et donné le pouvoir de l'exécuter. Tous les hommes étant égaux par nature, nul homme n'a en soi le droit d'enchaîner la volonté de ses semblables. Et ce qu'un homme n'a pas le droit de faire, dix, cent, mille ne peuvent le faire davantage. Si je ne suis pas lié à la foule par un principe supérieur, qui m'obligera à me soumettre à sa volonté? La vérité? Mais elle ne se détermine pas par le nombre. La force? Mais elle n'a jamais fondé le droit.

La question change si le Pouvoir émane de la volonté de mon Créateur. « Nous ne refuserons pas à Dieu le droit de nous commander. Le voilà, le vrai Maître! On ne s'abaisse pas en le servant; non, car servir Dieu c'est servir le vrai,

(1) Cité par Taparelli, *op. cit.*, liv. II, ch. v.

c'est se conformer au Bien, c'est mettre dans sa vie l'Ordre et la Beauté. Une telle obéissance ne courbe pas l'homme, elle le relève; elle révèle en lui la divine ressemblance; elle fait de lui, dans ses actes les plus humbles, l'allié et le coopérateur du Tout-Puissant. Me soumettre à un homme parce qu'il est fort serait m'avilir; me soumettre à lui parce qu'il représente Dieu, c'est proclamer que je suis de race royale et que nul n'est au-dessus de moi que le Très-Haut (1). »

Saint Thomas d'Aquin, dans son *De regimine Principum*, établit l'origine divine de l'Autorité par une série de syllogismes :

« Cyrus, roi des Perses, dit ceci : « Le Seigneur Dieu du ciel m'a donné tous les royaumes du monde. » Cette parole indique manifestement que de Dieu provient tout domaine comme du maître suprême : c'est ce qui se démontre en trois manières, comme l'enseigne Aristote, en tant que Dieu est, en tant qu'il est moteur et en tant qu'il est la fin. A raison de son être, puisqu'il faut que tout être se réduise au premier être, comme au principe de toute existence et de même que toute chaleur revient à celle du feu, comme le montre Aristote au II^e de ses livres métaphysiques. De la manière donc que tout être dépend du premier, de cette sorte aussi le domaine, parce que celui-ci se fonde sur l'être et d'autant plus sur un être plus noble qu'il est établi sur des hommes égaux en nature. D'où il suit que le souverain n'a nulle raison de s'enorgueillir, mais plutôt de gouverner son peuple avec humanité, comme le dit Sénèque dans sa lettre à Lucilius... Dans le même rapport donc où se trouve le créé et l'incrée, qui est Dieu, est la force de tout être créé envers la force incréée qui est également Dieu, parce que tout ce qui est en Dieu est Dieu : or,

(1) Mgr d'Hulst, *op. cit.*, p. 25.

« tout être créé tire son origine de l'être incréé : donc la force créée de l'incrée. C'est aussi ce qui se présuppose dans le domaine où il n'y a pas de puissance infinie. Donc tout domaine sera dépendant de la force incréée et celle-ci est Dieu, comme on l'a dit (1). »

« Tout ce qui se meut est mû par quelque autre et, en ce qui meut ou ce qui est mis en mouvement, il n'y a pas de progression à l'infini. Il faut donc en venir à une cause première, motrice, mais immobile elle-même qui est Dieu ou la cause première. Or, parmi tous les hommes qui rentrent le plus dans l'ordre de mouvement se trouvent les rois, les princes, tous ceux qui président, soit en gouvernant, soit en jugeant, soit en défendant, et ainsi de suite dans les divers actes qui concernent le soin du gouvernement... Si donc les rois et les autres maîtres participent si fort à l'ordre du mouvement, ils ne sauraient l'accomplir si ce n'est par l'influence et la vertu du premier mouvant, qui est Dieu, comme il a été prouvé (2). »

« Mais la même chose appert encore par rapport à la fin. Si c'est, en effet, le propre de l'homme d'agir pour un but, à raison de son intelligence qui a déterminé une fin en toute action, chaque nature agira d'autant plus vers un but qu'elle sera plus intelligente. Puis donc que Dieu est la plus haute intelligence et un pur acte d'entendement, son action renferme davantage un but... Il s'ensuit donc que plus une chose possède une fin excellente, plus elle participe à l'action divine. Or, tel est le gouvernement d'une communauté quelconque, politique, royaume, ou de condition quelconque, parce que comme elle atteint un but fort élevé, ainsi que le dit Aristote dans sa *Morale* et au VIII^e livre de sa *Politique*, en elle est pré-

(1) Saint Thomas, *De regimine principum*, liv. III, ch. 1, p. 147 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 150- et 151.

supposée l'action divine et le gouvernement des souverains est soumis à sa force (1). »

C'est la doctrine universelle de l'Eglise, doctrine que saint Bonaventure (2) tire de l'Evangile où Jésus dit à Pilate : « Tu n'aurais sur moi aucun pouvoir s'il ne t'avait été donné d'en haut (3). » Dès l'origine, les Apôtres l'avaient proclamée dans leurs épîtres : « Que tout homme soit soumis aux autorités supérieures, car il n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu. Toutes celles qui existent ont été instituées par Dieu ; c'est pourquoi celui qui s'oppose à l'Autorité résiste à l'ordre de Dieu lui-même. » « Subditi estote, non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam (4). »

2^o Désignation des détenteurs de l'Autorité.

Comment l'Autorité vient-elle de Dieu ? Est-ce par une investiture directe ? Parfois, oui. Il en est ainsi pour l'autorité paternelle et pour l'autorité religieuse. Dans la société civile, Dieu laisse aux causes secondes le soin de déterminer la forme de l'Autorité, le sujet en qui elle réside, le mode de sa transmission. « C'est ici que reparaissent, cette fois dans leur véritable rôle, ces facteurs secondaires auxquels des philosophes superficiels demandaient vainement, tout à l'heure, ce qu'ils ne peuvent pas donner : la raison dernière du droit de commander. La force conquérante, la puissance pacificatrice, le développement historique du peuple, la volonté du plus grand nombre, le pacte constitutionnel : tous ces faits contingents qui ne suffisent pas à expliquer pourquoi un pouvoir est nécessaire, pourquoi l'obéissance est obligatoire,

(1) Saint Thomas, *op. cit.*, p. 155 et 156.

(2) Saint Bonaventure, *Expositio in Lib. Sentent.*, II, disc. XLIV, art. 2, q. 1.

(3) Saint Jean, XIX, 11.

(4) Saint Paul aux Romains, XIII.

suffisent parfaitement, chacun à son rang, à motiver la désignation des chefs, à définir les limites de leur autorité, à en mesurer la durée, à en assurer après eux la continuité. Le pouvoir civil offre ainsi un mélange d'absolu et de relatif : il tient de Dieu son principe, il reçoit des événements humains les modalités qui le spécifient (1). »

Au xvi^e siècle, Suarez (2) et Bellarmin, luttant contre les princes protestants qui prétendaient tenir leur autorité immédiatement de Dieu et se donner comme ses représentants directs, furent amenés à préciser ce point de doctrine. Ils établirent que le pouvoir civil vient de Dieu par l'intermédiaire du corps social. La nation ne peut conserver elle-même l'autorité. Elle a le devoir de la confier à un gouvernement qui peut être monarchique, aristocratique, populaire ou mixte. Ce gouvernement, légitimement constitué, ne doit pas être considéré comme un simple mandataire du peuple, révocable *ad nutum*. Il possède, au contraire, réellement l'autorité qui, par l'intermédiaire du peuple, a été mise entre ses mains. Il ne la possède pas, toutefois, sans condition : il a le devoir de s'en servir pour le bien commun et de ne pas la faire dégénérer en tyrannie. L'inexécution de la condition entraîne la révocation de la donation primitive.

Le pape Pie X a, récemment, confirmé cette doctrine dans son Encyclique sur *le Sillon*. Il cite, en effet, l'encyclique *Diuturnum* du grand pape Léon XIII : « Il importe de le remarquer ici, ceux qui président au gouvernement de la chose publique peuvent bien, en certains cas, être élus par la volonté et le jugement de la multitude, sans répugnance ni opposition avec la doctrine catholique. Mais si ce choix dési-

(1) Mgr d'Hulst, *op. cit.*, p. 27.

(2) Cf. Suarez, *Defensio fidei catholicæ adversus Anglicanæ sectæ errores*, Vivès Paris, 1859, t. XXIV, p. 202 et suiv.

gne le gouvernant, il ne lui confère pas l'autorité de gouverner, il ne délègue pas le pouvoir, il désigne la personne qui en sera investie (1). »

Léon XIII spécifie, en effet, ce que nous savons déjà : que l'autorité vient de Dieu; et Pie X cite encore ce passage de son prédécesseur : « Des modernes, en grand nombre, marchant sur les traces de ceux qui, au siècle dernier, se donnèrent le nom de philosophes, déclarent que toute puissance vient du peuple, qu'en conséquence ceux qui exercent le pouvoir dans la société ne l'exercent pas comme leur autorité propre, mais comme une autorité à eux déléguée par le peuple et sous la condition qu'elle puisse être révoquée par la volonté du peuple de qui ils la tiennent. Tout contraire est le sentiment des catholiques qui font dériver le droit de commander de Dieu, comme de son principe naturel et nécessaire (2). »

Ce qui est condamnable et ce que Pie X reprochait au *Sillon*, c'est l'idée que le peuple ne se contente pas de désigner le détenteur de l'Autorité, mais prétende lui conférer une simple délégation révocable à son gré : « Le *Sillon*, dit Pie X (3), place *primordialement* l'autorité publique dans le peuple de qui elle dérive ensuite aux gouvernants, de telle sorte cependant qu'elle continue à résider en lui. » Et il montre clairement le grand intérêt de distinguer la désignation des détenteurs du pouvoir de la simple délégation précaire qui laisse l'autorité diffuse dans le corps social : « Au reste, ajoute-t-il, si le peuple demeure le détenteur du pouvoir, que devient l'autorité? Une ombre, un mythe; il n'y a pas de loi proprement dite, il n'y a plus d'obéissance (4). »

(1) Léon XIII, *ibid.*

(2) Pie X lettre sur le *Sillon*.

(3) Pie X, *ibid.*

(4) Léon XIII, *Diuturnum*.

d) *Rôle de l'Etat.*

Le christianisme conçoit l'autorité comme un service public qui doit aider l'homme à réaliser sa fin, non comme une exploitation qui doit en tirer le maximum de profit pour les gouvernants. Il règle l'autorité, comme il règle l'obéissance, et ne laisse rien à l'arbitraire de la force.

D'après les Césariens, l'autorité peut tout, qu'elle soit monarchique ou populaire. Pour les chrétiens, le Pouvoir, selon la parole de saint Paul, est « le ministre de Dieu pour le Bien (1) ». Il ne peut imposer le mal moral; il ne peut violer dans l'individu un droit naturel; il ne peut détourner la force publique au service d'intérêts particuliers.

Ces devoirs de l'Etat ne sont compréhensibles que parce qu'il n'est pas le Suprême Souverain. Au-dessus de lui se trouvent Dieu et sa loi morale. L'Etat ne peut être comptable de ses actes vis-à-vis des citoyens qu'en vertu de cette règle immuable et vivante du Juste et de l'Injuste. « Relisez l'histoire de la Passion du Sauveur. Ce jour-là un peuple entier était debout pour acclamer l'œuvre de haine tramée par la perfidie des pharisiens, exécutée par la lâcheté de Pilate. Les amis de Jésus se cachaient et nulle voix ne s'élevait pour le défendre. En vain le gouverneur romain cherchait à le sauver; tous les rôles étaient renversés. Le sanhédrin, asile ordinaire des revendications d'Israël, excitait contre un fils de David le dominateur étranger; la multitude, jusque-là impatiente du joug des Romains, criait: « Nous n'avons pas d'autre roi que César. » Pilate hésitait entre deux frayeurs. Enfin la peur de se compromettre l'emporte, dans son âme avilie, sur la peur de commettre un crime. Il livre Jésus au caprice sanglant de la

(1) Saint Paul aux Romains, XIII, 4.

foule : « *Jesum vero tradidit voluntati eorum.* » (Luc, xxiii, 25.) Remarquez bien ces paroles de l'Évangéliste : « *voluntati eorum.* » La voilà donc à l'œuvre, cette volonté générale qui, selon les modernes docteurs, crée le droit et décide de l'honneur. Pilate s'abrite derrière le peuple; le peuple obéit aux princes des prêtres; ceux-ci se justifient par la raison d'État. Admettez-vous toutes ces excuses? Non, vous les condamnez; mais au nom de quel principe, si ce n'est pas au nom de la Justice absolue (1)? »

Quels sont donc ces devoirs de l'État? Ce sont d'abord ses devoirs] envers Dieu : « Si la nature et la raison, dit Léon XIII (2), impose à chacun de nous le devoir d'honorer Dieu d'un culte religieux, parce que nous sommes sous sa puissance et parce que, sortis de lui, nous devons retourner à lui, la même loi oblige la communauté politique, car les hommes réunis en société ne sont pas moins dans la dépendance de Dieu que s'ils vivent isolés; et la société n'est pas moins redevable que les individus à ce Dieu dont le dessein l'a formée, dont le vouloir la conserve, dont la magnificence lui assure tous les biens dont elle jouit. »

Il ne s'agit ici que de la religion naturelle. Nous examinerons les devoirs de la société envers la Religion révélée, en étudiant les rapports de l'Eglise et de l'État.

À l'égard des citoyens, l'État doit respecter la loi constitutionnelle, garantir les droits et les libertés, favoriser le développement de la civilisation. Saint Thomas d'Aquin (3) résume sa mission dans un triple devoir : instituer le bien social, conserver le bien social, augmenter le bien social.

Enfin, à l'égard des autres États existent aussi pour lui

(1) Mgr d'Hulst, *op. cit.*, p. 67.

(2) Léon XIII, *Encycl. sur la constitution chrétienne des États.*

(3) Cf. Zeiller, *L'idée de l'État dans saint Thomas*, Alcan, p. 52 et suiv.

des obligations. Une société politique doit observer la morale dans ses rapports internationaux.

En face de ses devoirs l'Etat a des droits : le droit de conservation, le droit de commandement. Nous en examinerons le fondement et les limites en précisant les rapports de l'Individu et du Pouvoir.

THÉORIE DE LA FAMILLE

La famille est le développement régulier du mariage et le mariage a pour but la perpétuation de l'espèce. En étudiant la famille, nous étudierons, par là-même, l'individu, non l'individu abstrait et irréal, l'*homo politicus* — mais l'individu vivant, dans le milieu où il naît, se développe et se multiplie.

« Le premier phénomène humain, écrit l'abbé Sertillanges (1), c'est la génération et la génération est l'acte propre de la famille. D'après la Bible, c'est une famille qui a commencé l'humanité : ce n'est pas un enfant et encore bien moins un Etat. Or, quand je cherche à me représenter la famille, je m'en donne une définition qui va peut-être vous sembler un peu étrange, mais que vous approuverez, car elle enferme une vérité dont je me propose de faire avec vous grand usage. La famille, c'est l'homme au complet. Concevons bien ce que veut signifier cette formule. L'homme, c'est l'unité de l'espèce humaine; seulement l'unité pleine, comprenant tout ce qui peut, au regard d'un esprit réfléchi, servir à intégrer véritablement l'idée de l'homme; ce qui, multiplié, suffit à intégrer le corps social. Or, est-ce l'individu, homme ou femme, adulte ou enfant, qui peut remplir ces conditions? Manifestement, non. Ni intellectuellement, ni moralement, pas plus que physiologiquement, l'individu n'est l'homme. « Ils seront

(1) Sertillanges, *La Famille et l'État*, Paris, Gabalda, p. 11 et suiv.

deux dans une même chair, » a dit la Bible : ils seront deux aussi dans la synthèse de l'intelligence et de la conscience complètes. La fonction d'homme requiert un double organe. L'homme et la femme forment une unité fonctionnelle et cette fonction tendant à la fécondité, ce n'est plus seulement homme et femme : c'est père et mère qu'il faut dire. Leur fruit y est inclus d'avance. Quand il éclôt, l'unité fonctionnelle s'ouvre tout naturellement pour lui faire place. Elle s'ouvre, dis-je, mais ce n'est pas pour se diviser : c'est pour serrer plus fort ses attaches. » La conclusion de ce raisonnement est que la liberté de la famille vis-à-vis de l'Etat se confond avec la liberté individuelle et que, par exemple, une société qui se pique d'accorder la liberté religieuse aux citoyens mentira à ses principes si elle leur interdit de faire élever religieusement leurs enfants.

Mais, avant d'aborder les rapports de l'individu et de l'Etat, étudions le statut interne de la famille chrétienne (1). Le mariage est libre à son origine : personne n'est contraint de se marier et la virginité est même spécialement honorée. Mais, une fois contracté, il devient indissoluble, car il a pour but la procréation et l'éducation matérielle et morale des enfants. Cette œuvre nécessite une union monogame, seule garantie de la dignité et de l'unité du foyer, et une union perpétuelle, car toute la vie des parents doit y être consacrée. Si l'on permettait le divorce au nom du « droit au bonheur », la logique du principe conduirait fatalement à admettre l'union libre, le néo-malthusianisme, l'avortement et l'infanticide qui sont les autres stades de la décadence familiale.

Dans son organisation, la famille est une société inégale

(1) Cf. Taparelli, *op. cit.*, De la société conjugale. — Abbé J. Crozat, *Des droits et des devoirs de la famille et de l'Etat*, Paris, 1883, couronné par l'Institut.

dont le père est le chef. L'homme et la femme sont égaux par nature et spirituellement indépendants l'un de l'autre; mais, dans la société familiale, la femme doit être subordonnée à son mari. Cette situation est conforme à toute la tradition religieuse de l'Ancien et du Nouveau Testament : « Tu seras sous le pouvoir de l'homme et il te commandera (1). » « Le chef de la femme, c'est l'homme (2). » « Que les femmes soient donc soumises à leurs maris comme au Seigneur (3). » La tendresse de l'épouse et de la mère tempère l'autorité maritale et paternelle.

L'autorité paternelle a sa source dans ce fait que les parents ont donné l'existence à l'enfant. Ils ont le devoir de veiller à sa croissance matérielle et à sa formation morale — et nul ne pourrait avantageusement les suppléer. Ils ont donc le droit d'en prendre les moyens.

Le père doit donc implanter dans l'âme de son enfant, au moment où il ne peut se gouverner par lui-même, les idées et les convictions de nature à l'armer pour la vie. Si ce père est chrétien, il a le devoir de faire de son fils un chrétien.

L'enfant a un devoir perpétuel de reconnaissance et de secours à l'égard de ses parents. Tant qu'il reste à la maison paternelle, il doit obéir afin de ne pas compromettre la paix de la famille. Lorsque le fils, parvenu à l'âge d'homme, est capable de fonder à son tour un foyer, ce devoir d'obéissance se transforme en un simple devoir de respect (4).

(1) Genèse, III, 16.

(2) Saint Paul aux Corinthiens, XI.

(3) Saint Paul aux Éphésiens, V, 24. — Cf. aussi Bossuet, *Politique sacrée*, liv. II, art. 1, p. III.

(4) Taparelli, *Droit naturel*, liv. II, ch. II, art. 1556-1557.

RAPPORTS DE L'INDIVIDU ET DE L'ÉTAT

La société est faite pour l'individu. L'individu doit se régir en vue de sa destinée. Telles sont les deux idées qui dominent les rapports de l'Individu et de l'Etat.

L'homme a une double fin : spirituelle et temporelle. La société n'a qu'une fin temporelle. La partie est faite pour le tout, mais à condition qu'ils soient homogènes. L'homme doit donc sacrifier à la société temporelle ses intérêts temporels, mais non sa destinée spirituelle. Cette doctrine peut se résumer dans cette formule : Périssent un homme plutôt que la société, mais périssent la société plutôt qu'une âme ! »

Remarquons, en passant, qu'il est illogique d'admettre à la fois les Droits de l'Homme et l'absolue souveraineté de l'Etat, car « la conscience individuelle et ses droits ne peuvent être envisagés comme sacrés que s'ils représentent une loi supérieure, et cette loi n'a de consistance, d'autorité et d'efficacité que si elle est divine (1). »

L'individu aura donc le droit d'exiger de l'Etat le respect de ses droits naturels. Cela ne veut pas dire que le pouvoir civil ne puisse légiférer sur un droit naturel : sans supprimer la propriété, il peut en régler l'exercice ; sans porter atteinte à l'autorité paternelle, il peut en préciser les effets ; il peut, même, se substituer à elle, quand son détenteur est devenu indigne et mérite la déchéance. Mais, dans tous ces actes, il doit respecter le plan divin dont l'Eglise a la garde.

« Il ne faut pas, dit Léon XIII, que l'individu ni la famille soient absorbés par l'Etat : il est juste que l'un et l'autre gardent la faculté d'agir librement, tout autant que cela peut

(1) Léon XIII, Encyclique *Rerum novarum*.

se faire sans préjudice du bien commun et sans dommage pour personne (1). » L'Etat a donc un droit d'intervention dans les relations familiales et professionnelles : « Les limites, dit encore Léon XIII (2), seront déterminées par la cause même qui met en mouvement l'action du pouvoir : celle-ci ne doit pas aller au delà de ce qui est nécessaire pour guérir les maux et écarter les périls. »

Si l'Etat doit respecter les droits naturels des citoyens, ces derniers doivent respecter les droits de l'Etat. Le premier d'entre eux est le droit d'exister conformément à sa constitution sociale et politique. Les citoyens chrétiens doivent respecter le pouvoir établi. Le Christ a formulé pour la première fois la doctrine. Les Juifs lui demandaient perfidement à qui l'on devait payer l'impôt. Ils comptaient l'obliger à prendre parti pour l'une des influences qui se disputaient le gouvernement de la Palestine. Le Christ résolut la question par le fait. Il fit apporter une des pièces de monnaie qui servaient à payer l'impôt. « Et Jésus leur dit : « De qui est cette image et cette inscription? — De César, » lui dirent-ils. Alors Jésus leur répondit : « Rendez donc à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu (3). » César, dont les Juifs acceptaient la monnaie, exerçait donc, en fait, la souveraineté sur la Palestine et Notre-Seigneur, après l'avoir fait constater aux intéressés, proclamait, à la fois, la distinction des deux pouvoirs et le respect dû au pouvoir établi.

La doctrine fut fidèlement conservée par les Apôtres et c'est sous Néron, alors qu'il y avait de l'héroïsme et, même, quelque apparence de paradoxe à le faire, que saint Paul dans

(1) Sertillanges, *La Politique chrétienne*, p. 54.

(2) *Ibid.*

(3) Saint Mathieu, ch. xxii, 17 à 22.

son épître aux Romains (1) affirmait que l'on devait, en conscience, obéissance à l'Autorité constituée.

L'Eglise admet toutes les formes de gouvernement pourvu qu'elles ne soient pas contraires au plan social voulu par Dieu. Elle laisse à ses fidèles le droit d'avoir des préférences théoriques pour la République, la Monarchie ou l'Aristocratie. Mais elle les oblige à respecter la forme du gouvernement établi, même si les dépositaires du pouvoir en abusent contre elle. Ce point de la doctrine catholique a été précisé définitivement par le pape Léon XIII dans son encyclique au clergé de France du 16 février 1892 : « Inutile de rappeler que tous les individus sont tenus d'accepter ces gouvernements et de ne rien tenter pour les renverser ou pour en changer la forme. De là vient que l'Eglise, gardienne de la plus vraie et de la plus haute notion de la souveraineté politique, puisqu'elle la fait dériver de Dieu, a toujours réprouvé les doctrines et toujours condamné les hommes rebelles à l'autorité légitime. Et cela dans le temps où les dépositaires du Pouvoir en abusaient contre elle, se privant par là du plus puissant appui donné à leur autorité et du moyen le plus efficace pour obtenir du peuple obéissance à leurs lois. On ne saurait trop méditer sur ce sujet les célèbres prescriptions que le Prince des Apôtres, au milieu des persécutions, donnait aux premiers chrétiens : « Honorez tout le monde; aimez la fraternité; craignez Dieu; rendez honneur au Roi (2). » Et celle de saint Paul (3) : « Je vous conjure donc avant toutes choses, ayez soin qu'il se fasse au milieu de vous des obsécrationes, des oraisons, des demandes, des actions de grâces, pour tous les hommes, pour les rois et pour tous ceux qui sont élevés en dignité,

(1) Ch. XIII.

(2) 1^{re} épître de saint Pierre, ch. II, vers. 17.

(3) Saint Paul, 1^{re} épître à Timothée, ch. II, v. 1.

afin que nous menions une vie tranquille, en toute piété et chasteté : car cela est bon et agréable devant Dieu, notre Sauveur. »

Lorsqu'il survient une révolution, un bouleversement politique où sombre le régime établi, la nation a le devoir de sortir de cet état d'anarchie en instituant un nouveau pouvoir. « Celui-ci, dit Léon XIII, continue d'être immuable et digne de respect ; car, envisagé dans sa nature, il est constitué et s'impose pour pourvoir au bien commun, but suprême qui donne son origine à la société humaine. En d'autres termes, dans toute hypothèse, le pouvoir civil considéré comme tel est de Dieu : « car il n'y a point de pouvoir si ce n'est de Dieu. » (Romains, XIII, 1.)

Mais, dira-t-on, que faire si ce pouvoir est délibérément antichrétien ? Ici, il faut distinguer entre le régime constitutionnel — irresponsable de ces tendances et qu'il faut accepter — et la législation — qu'il faut travailler à réformer si elle est mauvaise. « C'est, dit Léon XIII, ce que le grand évêque d'Hippone, saint Augustin, mettait en parfaite lumière dans ce raisonnement plein d'éloquence : « Quelquefois les puissances de la terre sont bonnes et craignent Dieu ; d'autres fois elles ne le craignent pas. Julien était un empereur infidèle à Dieu, un apostat, un pervers, un idolâtre. Les soldats chrétiens servirent cet empereur infidèle. Mais, dès qu'il s'agissait de la cause de Jésus-Christ, ils ne reconnaissaient que celui qui est dans le ciel. Julien leur prescrivait-il d'honorer les idoles et de les encenser ? Ils mettaient Dieu au-dessus du prince. Mais leur disait-il : Formez vos rangs pour marcher contre telle nation ennemie ! A l'instant, ils obéissaient. Ils distinguaient le Maître éternel, du maître temporel, et, cependant, en vue du Maître éternel, ils se soumettaient même à un tel maître temporel (1). »

(1) *In Psalm. CXXIV*, n° 7, fin

Lorsque l'Etat violente la conscience du citoyen chrétien, ce dernier a donc le devoir de lui résister sur ce point précis. Il ne désobéit que pour se soumettre à une autorité supérieure fondement de l'autorité temporelle et à laquelle cette dernière ne saurait valablement déroger. Mais cette résistance n'est pas la révolte : c'est l'abstention passive sur une matière déterminée, qui ne délie pas du devoir général d'obéissance.

Voici ce que disait, au ^{xiii}^e siècle, un des premiers scolastiques, Pierre Lombard, le Maître des Sentences : « Dictum est supra quod potestas peccandi vel nocendi non est homini vel diabolo; nisi a Deo. Apostolus autem dicit (Rom. ^{xiii}) quod qui potestati resistit Dei ordinationi resistit (1)... Sciendum est Apostolum ibi loqui de seculari potestate, scilicet rege et principe, et hujusmodi quibus non est resistendum in his quæ jubet Deus eis exhiberi, scilicet in tributis et hujusmodi. Si vero princeps aliquis vel diabolus aliquid jusserit vel suaserit contra Deum, tunc resistendum est (2)... » Et, comme Léon XIII, c'est sur saint Augustin que Pierre Lombard appuie son opinion. Jean de Salisbury, secrétaire de saint Thomas Becket, plus tard évêque de Chartres, affirme la même idée avec encore plus de vigueur. Il touche même à une nouvelle question : est-ce que la passivité, l'abstention est, *dans tous les cas*, la seule forme de résistance permise ?

Bossuet et les partisans du droit divin ont soutenu l'affirmative : « Les sujets n'ont à opposer, disaient-ils, à la violence des princes que des remontrances respectueuses, sans mutineries et sans murmures, et des prières pour leur conversion. » Il faut voir dans cette doctrine, unanimement abandonnée par les théologiens, un effet de l'influence exercée par la Monarchie absolue sur l'Eglise de France. Les scolas-

(1) *Liber Sententiarum*, II, q. XLIV, ^oart. 1 (Patr. lat., t. CX).

(2) *Ibid.*, art. 3. §1

tiques, avec Jean de Salisbury, Alexandre de Halès, saint Thomas et saint Bonaventure, soutiennent le contraire : « S'il appartient au droit d'une multitude de se pourvoir elle-même en ce qui concerne la royauté, dit saint Thomas (1), il n'est pas injuste que le roi établi par elle puisse être détruit par elle ou que son pouvoir reçoive un frein, s'il abuse tyranniquement du pouvoir royal. Une telle multitude ne doit pas être regardée comme agissant sans fidélité, lorsqu'elle destitue le tyran, quand même elle se serait assujettie à lui à perpétuité, parce qu'il a mérité ce traitement en ne se conduisant pas avec fidélité dans le gouvernement de la multitude comme l'exige le devoir d'un roi et qu'un pacte contraire ne lui est pas réservé par ses sujets. »

Mais le pouvoir vient de Dieu; comment peut-il être ôté par les citoyens? A cela saint Bonaventure répond : « Sans doute, le pouvoir ne saurait être enlevé à celui qui en est investi si Dieu le donnait absolument, *simpliciter*, et sans conditions. Mais s'il ne le donne que pour un temps, il permet qu'il soit enlevé. Or il en est ainsi lorsque l'ordre de la justice l'exige. Dieu a donné la vie au criminel et cependant le magistrat le lui ôte sans injustice; selon le droit, celui-là mérite de perdre la souveraineté qui abuse de la souveraineté (2). »

Ce droit de révolution n'est pas laissé au bon plaisir du peuple. Il faut que la situation de l'Etat soit jugée désespérée — comme celle des malades que l'on opère au péril de leur vie, car c'est leur dernière chance de salut. Les citoyens chrétiens doivent faire preuve de patience. « Un jour, dit saint Thomas (3), à Syracuse tout le monde désirait la mort de Denis. Une vieille femme priait incessamment les dieux de faire

(1) Saint Thomas, *De regimine principum*, liv. I, ch. vi.

(2) Saint Bonaventure, *Expositio in Lib. Sentent.*, II, dist. XLIV, art. 2, q. 1.

(3) Saint Thomas, *De regimine*, liv. I, ch. vi.

survivre à elle-même et de sauvegarder le tyran. Celui-ci, sachant cela, lui demanda pourquoi elle le faisait. Elle lui répondit : « Quand j'étais jeune fille, nous souhaitions la mort d'un cruel tyran. On l'assassina ; mais un plus cruel lui succéda. Je regardais la fin de sa domination comme un grand bienfait. Nous avons commencé à en avoir un troisième en toi-même, plus insupportable encore. Si donc tu nous es enlevé, il en viendra un pire à ta place. » La plus grande prudence est donc nécessaire.

Qui jugera la situation désespérée ? C'est, dit le P. Sertillanges (1), l'unanimité morale : c'est-à-dire les grands corps de la nation, ses unités les plus considérables, la partie la plus saine et la plus éclairée de la population. Tout cela est très difficile à déterminer. Ajoutons que, parfois, lorsque les papes ont délié les peuples de leur serment de fidélité, ils ont appliqué ce principe. Ils n'agissaient pas, alors, comme suzerains temporels des souverains, mais comme docteurs de la foi et de la morale, jugeant un cas de conscience et déclarant que mieux valait, pour la sauvegarde de l'ordre, la révolte que l'obéissance au désordre.

Mais, encore une fois, cette solution est réservée aux cas désespérés et l'esprit du christianisme le porte naturellement à la persuasion.

Le principe que l'Eglise donne aux rapports entre l'Etat et les citoyens, c'est l'existence d'une autorité supérieure dont les décisions brisent l'arbitraire du pouvoir et l'anarchie des individus. Elle l'a proclamé dans tous les siècles, devant les foules anonymes et tyranniques comme devant les monarques absolus. C'est devant Louis XIV que Bossuet, auquel on ne peut reprocher d'avoir été un révolté, citait ce

(1) Sertillanges, *La Politique chrétienne*, p. 105 et suiv.

passage de l'Ecriture : « Ecoutez, ô rois; instruisez-vous, juges de la terre; prêtez l'oreille, vous qui contenez les multitudes et vous complaisez aux rassemblements des nations. La puissance vous a été donnée de Dieu. La force vous vient du Très-Haut. C'est lui qui interrogera vos œuvres et sondera vos pensées. Quand vous étiez les ministres de sa souveraineté, vous n'avez pas jugé selon l'équité, vous n'avez pas respecté la justice, vous avez fait peu de cas de l'autorité de Dieu. Terrible et soudaine sera son apparition; dur et impitoyable le jugement qu'il réserve aux chefs. Aux petits, il accorde la pitié; mais les puissants seront puissamment tourmentés. Le Seigneur ne fera point acception de personne, aucune grandeur ne lui imposera; car le faible et le fort sont pareillement son ouvrage et il prend le même soin de l'un et de l'autre. Mais les superbes doivent s'attendre aux pires châtiements (1). »

L'ÉGLISE

La Puissance suprême a un représentant sur la terre : c'est l'Eglise. L'Eglise doit son origine à la volonté de Dieu. N.-S. Jésus-Christ est venu apporter au monde la Révélation. Il a institué une société pour en garder et en développer le dépôt. Il lui a donné pour programme cette parole : « Allez et enseignez toutes les nations. » C'est pour atteindre le but fixé par Dieu, avec le secours de sa protection, que le catholicisme prétend à la direction morale et religieuse de l'Humanité entière.

Rien n'est plus faux que cette parole de Mirabeau, devenue la devise du laïcisme contemporain : « La religion ne saurait être un rapport social; elle est un rapport de l'homme privé avec l'Etre infini. »

(1) Sap. vi.

L'objet de la religion est essentiellement social. Elle nous enseigne l'origine et la destinée de l'homme, ses devoirs envers lui-même, envers ses semblables et les fait découler de ses devoirs envers Dieu. Toute vie morale nécessite une autorité et un ordre : dans la société familiale, comme dans la société politique, l'absence d'autorité produit l'anarchie. Il en est de même dans la société religieuse qui est comme le résumé de toutes les autres. Le protestantisme, pour avoir rompu avec la chaire de Pierre, s'est divisé et transformé à l'infini. De nos jours, les incroyants sentent vivement, par ses effets sociaux, l'absence de cette autorité « religieuse » et s'efforcent d'y suppléer par l'institution d'une « morale laïque ».

L'organisation interne de l'Eglise est en harmonie avec son origine. En elle, l'Autorité et la Vérité procèdent par délégation ou par définition d'En-Haut. Le pape et les évêques enseignent et commandent au nom de Jésus-Christ ; les curés, au nom des évêques. Les fidèles n'ont aucun droit de commandement et cette situation est logique, car ils n'auraient aucune compétence pour traiter de choses supra-naturelles et que nous tenons de la seule bienveillance divine.

Cette société religieuse, ainsi constituée, prétend ne s'occuper que du point de vue moral et religieux et s'en occuper partout, dans tous les temps et dans tous les peuples. Le catholicisme diffère doublement des religions antiques qui étaient césariennes — et confondaient les deux pouvoirs — et nationales — s'arrêtant aux frontières de la cité.

Dans l'exercice de son action l'Eglise veut une pleine indépendance. Dès sa naissance, elle a affirmé cette prétention en face du cléricalisme païen de César, *Pontifex maximus*. Saint Maurice, le chef de la légion thébaine, écrivait à Maximien Hercule : « Auguste empereur, nous sommes des

soldats; mais, nous le confessons librement, nous sommes aussi les serviteurs de Dieu. A toi, nous devons le service militaire; à Lui, nous devons l'intégrité de nos âmes. Nous avons reçu de toi la solde guerrière; nous avons reçu de Dieu le don d'une immortelle vie. Nous ne pouvons t'obéir jusqu'à renier notre Créateur. Si tu n'exiges rien de nous qui offense sa loi, nous te servirons fidèlement, comme nous l'avons fait jusqu'à ce jour. Mais, s'il en devait être autrement, nous lui obéirions plutôt qu'à toi. » L'histoire ecclésiastique tout entière établit la fidélité de l'Eglise à cette doctrine, au prix des luttes les plus pénibles et des plus grands sacrifices. Lacordaire, dans une de ses conférences à Notre-Dame, a exprimé avec une force saisissante l'intransigeance catholique sur ces principes.

Quoi de plus logique que l'attitude de l'Eglise? Ou sa foi est vraie, ou elle est fausse; ou sa morale est bonne, ou elle est pernicieuse. Du moment où elle tient l'une pour vraie et l'autre pour bonne, elle ne peut admettre les retouches ni les concessions.

Mais si l'Eglise est jalouse de son indépendance dans son domaine, elle en trace elle-même les limites. Elle ne prétend qu'à une influence religieuse et morale. Elle garantit aux peuples la liberté de choisir leur régime politique, aux pouvoirs publics la liberté de légiférer dans l'ordre temporel. Elle demande seulement aux uns et aux autres de respecter le plan social voulu par Dieu.

Elle réclame pour elle la liberté du culte, du gouvernement spirituel, de la propagande, de l'enseignement et de l'association. Elle déclare qu'un État, fondé sur les principes chrétiens, a le devoir de la protéger — ce qui est le meilleur moyen de se protéger lui-même.

RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

L'Eglise, société parfaite dans l'ordre spirituel, l'Etat, société parfaite dans l'ordre temporel, « utraque in suo ordine maxima (1) », sont faits pour être unis, car l'une et l'autre ont les mêmes sujets et doivent harmoniser leurs actions. Nous avons vu que cette union ne doit pas être une confusion. Il reste à en fixer le degré et les termes.

a) *Système du pouvoir direct.*

Le premier système théorique fut formulé au xiii^e siècle, eut pour auteur ce Jean de Salisbury que nous avons déjà rencontré. Plusieurs jurisconsultes du moyen âge furent ses partisans. Boniface VIII l'adopta à titre de théologien privé et l'appliqua même dans sa politique, mais sans jamais le définir « ex cathedra ». L'Eglise, d'après lui, a un pouvoir direct sur la société civile. Le Christ est, en effet, maître du ciel et de la terre : « Data est mihi omnis potestas in cœlo et in terra. » Or le pape est son vicaire. Donc il a, de droit divin, un pouvoir direct sur les rois et peut les détrôner à son gré.

Boniface VIII, en querelle avec Philippe le Bel, fit trois bulles dont la bulle *Unam sanctam*. Dans les considérants de cette dernière, il soutient la thèse du pouvoir direct et tire argument du texte de saint Luc (2) dans le récit de la Passion. « Que celui qui a un sac prenne en même temps sa besace et que celui qui n'en a pas vende sa tunique pour acheter un glaive. » Les apôtres répondirent : « Seigneur, il y a ici deux glaives. » Et Jésus reprit : « C'est assez. » Les deux glaives,

(1) Léon XIII, Encycl. *Immortale Dei*.

(2) Luc, xxii, 36.

pour Boniface VIII , représentent les deux pouvoirs Il paraît en conclure que l'Eglise possède, avec le pouvoir spirituel, une sorte de suzeraineté temporelle. Mais :

1^o Cela se trouve dans les considérants; or l'infailibilité n'est attachée qu'au dispositif des définitions ;

2^o Dans le dispositif, la théorie de la suzeraineté temporelle n'est pas formulée Il y a seulement ceci : « Nous déclarons, disons, définissons et prononçons qu'il est de nécessité *de salut* que toute créature humaine soit soumise au Pontife romain. » S'il s'était agi d'une sujétion temporelle et non seulement spirituelle, le Pape l'eût dit. On ne peut le sous-entendre

3^o C'est pour l'interprétation restrictive que s'est prononcé Clément V dans la bulle *Meruit* : « Nous voulons et entendons que la bulle ou décrétale *Unam sanctam* de notre prédécesseur le pape Boniface VIII, de bonne mémoire, ne porte aucun préjudice au roi et au royaume de France et que ledit roi et les habitants dudit royaume ne soient pas plus sujets à l'Eglise romaine qu'ils ne l'étaient auparavant, mais que toutes choses soient censées être *dans le même état qu'elles étaient avant* la bulle de Boniface VIII, tant à l'égard de l'Eglise qu'à l'égard du roi, ou du royaume, ou des habitants. »

4^o Le fait que Boniface VIII ait été, comme théologien, partisan du pouvoir direct n'engage pas l'Eglise. On a vu des papes thomistes proclamer par des sentences doctrinales la légitimité du Molinisme.

5^o Saint Louis a été un de nos rois les plus fermes dans la défense de leur souveraineté temporelle contre les emprises du spirituel. Or c'est Boniface VIII qui l'a canonisé.

Le système du pouvoir direct a été soutenu au moyen âge seulement. On n'en trouve pas trace dans les écrits des Pères.

Il est la conséquence de l'influence exercée à ce moment-là par la Papauté sur les nations chrétiennes. Depuis longtemps il est abandonné.

b) *Système du pouvoir indirect.*

Un grand nombre de théologiens — et non des moindres (1) — admettent le système du pouvoir indirect. L'Eglise et l'Etat tiennent tous deux leur autorité de Dieu : l'Eglise immédiatement et l'Etat médiatement, car les hommes déterminent sa forme et il ne vise qu'au bien temporel. Leurs pouvoirs sont distincts, mais non égaux : le salut éternel étant supérieur au bonheur temporel. L'Eglise a donc un droit d'intervention en matière temporelle pour sauvegarder les intérêts spirituels.

« Non est usurpatum judicium, dit saint Thomas (2), si spiritualis Prælatatus se intromittat de temporalibus. » On appelle ce pouvoir « indirect » parce qu'il n'est exercé qu'à propos et au travers des intérêts spirituels. Il ne contredit pas la distinction des deux pouvoirs : une chose peut être, dans certains cas, subordonnée à une autre sans cesser d'en être distincte. La défense de sculpter des statues obscènes ne confond pas le pouvoir du roi avec l'art du sculpteur (3). Le magistrat peut empêcher les abus d'un père de famille indigne et cela ne supprime pas la distinction entre la famille et l'Etat (4). La législation du travail qui se développe de nos jours ne détruit pas la différence entre l'industrie et les

(1) Cf. saint Thomas, *Summa*, II^a II^{ae}; quæst. x, art. 10; quæst. xii, art. 2; quæst. lx, art. 6. — Bellarmin, *De romano pontifice*, lib. V, De protestate summi pontificis in rebus temporalibus. *Adversus Barclaium* (1610)

Suarez, *De legibus*, lib. III, cap. vi, Defensio fidei catholicæ adversus anglicanæ sectæ errores (1613). — Liberatore, *Etica e diritto naturale : La Chiesa e lo Stato*.

(2) Saint Thomas, *Summa*, II^a II^{ae}, quæst. lx, art. 6, ad tertium.

(3) Bellarmin, *Adversus Barclaium*, cap. II.

(4) Liberatore, *La Chiesa e lo Stato*, cap. I, art. 3.

Pouvoirs publics. Le pouvoir indirect est une sorte d'interventionnisme de l'Eglise dans les actes de l'Etat pour l'obliger à respecter le plan social divin.

« En thèse », comme disent les théologiens, ce système se justifie parfaitement. Si Dieu a voulu nous donner la Révélation, l'Etat, sa créature au même titre que l'Individu, n'y doit pas rester indifférent. Le père de famille qui avait convié ses amis au repas de noces, dans la parabole évangélique, les punit d'avoir négligé son invitation.

Supposons une société entièrement composée de catholiques. L'Etat doit rendre hommage à Dieu en s'associant publiquement au culte prescrit par l'Eglise. Il doit protéger cette dernière : faire respecter sa doctrine, ses lois, ses institutions; respecter lui-même ses prérogatives et concilier sa législation civile avec la législation religieuse. Il n'a pas à juger en matière spirituelle, mais il doit prêter l'appui de la force publique, quand l'Eglise le réclame, pour arrêter la contagion de l'hérésie.

Encore une fois, tout ceci est parfaitement cohérent et logique. Toute société repose sur une doctrine morale. La nôtre est fondée sur le respect de certaines idées : le patriotisme, la monogamie, la propriété privée... On poursuit pénalement les hérésiarques, qu'ils soient antipatriotes comme Gustave Hervé, ou, tout simplement, bigames. Nous avons des délits de parole et d'opinion, et c'est profondément moral. Il serait injuste de punir celui qui accomplit l'acte, à ses risques et périls, et de laisser à sa quiétude le meneur qui l'a excité. De même la société chrétienne, ayant pour base le catholicisme, doit poursuivre et punir toute atteinte à cette religion. En fait, cette défense a-t-elle été pratiquée dans des conditions abusives? C'est probable, puisqu'elle a été exécutée par des hommes. Mais nos adversaires sont malvenus à s'en scandaliser.

Ce système du pouvoir indirect, ainsi exposé dans sa plénitude, appelle cependant quelques observations. Il est faux que la distinction faite par lui entre la puissance spirituelle et la temporelle soit purement formelle et platonique. « L'Eglise, dans ce système, dit Mgr d'Hulst (1), ne peut pas tout, mais seulement ce qui est nécessaire ou grandement utile au bien des âmes. Si elle dépasse cette limite, elle va à ce qui est inutile ou nuisible et son droit ne l'accompagne pas jusque-là. Or les circonstances de lieux, de temps, de mœurs, font varier à l'infini la limite de l'utile. Il n'est pas jusqu'à la résistance, d'abord coupable, des sujets, qui ne puisse élever des barrières devant lesquelles l'Eglise devra s'arrêter *en conscience*. Et c'est ainsi, par exemple, que la destruction de l'unité de croyance a pour effet de restreindre, dans des proportions qui croissent avec le temps, la légitimité de son intervention. »

Avant d'aborder l'examen de « l'hypothèse » contenue en germe dans cette première remarque, ajoutons qu'il ne faut pas confondre le droit d'intervention de l'Eglise en matière temporelle et son infaillibilité : « On n'a jamais enseigné, dit encore Mgr d'Hulst (2), que l'Eglise fût infaillible dans sa conduite, dans ses actes d'administration même purement spirituelle, bien moins encore dans l'exercice d'une juridiction indirecte sur le temporel. Elle n'est infaillible que dans sa doctrine et dans ceux de ses actes qui impliquent l'affirmation d'un principe. Ainsi, parce que l'Eglise a très souvent prétendu intervenir dans le temporel, il n'est pas permis aux catholiques de dire *qu'elle n'en a jamais le droit*, parce que ce serait incriminer la doctrine contenue dans sa conduite. Et c'est

(1) Mgr d'Hulst, *Conf. à Notre-Dame*, 1895, p. 376.

(2) *Ibid.*, p. 378.

là seulement ce que nous défend la thèse. Mais il est très permis de penser que, dans telle ou telle circonstance, l'intervention n'a été ni opportune ni bienfaisante, *ni, par conséquent, légitime*. Les abus de pouvoir sont possibles en cette matière et rien ne nous interdit de les constater. Un exemple emprunté à la juridiction spirituelle nous fera saisir cette distinction. Le pape a incontestablement le droit d'excommunier un chrétien rebelle et indigne. Lui refuser ce droit serait nier sa juridiction, ce serait commettre une hérésie. S'ensuit-il que le pape ne peut pas, ou de bonne foi ou par passion, abuser de l'excommunication contre un innocent? Nullement, et il est probable qu'au temps où les censures ecclésiastiques servaient d'armes pour trancher les différends d'ordre politique, comme, par exemple, entre le pape, souverain temporel, et les républiques de Florence et de Pise, le cas s'est rencontré quelquefois. »

Envisageons, maintenant « l'hypothèse » actuelle. Dans un pays aussi divisé que la France moderne, mettre la force publique au service de l'Eglise serait impossible : « A force d'être impolitique, une telle entreprise serait injuste, car elle irait contre le bien public qui est la raison d'être de l'autorité. En outre, elle soulèverait une réaction violente qui, déplaçant l'axe du pouvoir, ferait passer la direction des affaires aux mains des ennemis de Dieu : « L'Eglise, dit Léon XIII « dans l'encyclique *Immortale Dei*, ne condamne pas les chefs « d'Etat qui, en vue d'un grand bien à procurer ou d'un grand « mal à éviter, tolèrent que des cultes différents soient recon-
« nus dans la cité. » L'opinion doit être consultée, non comme une maîtresse qui décide ce qui est permis, mais comme un témoin qui indique ce qui peut être supporté (1). »

(1) Mgr d'Hulst, *op. cit.*, p. 139.

La liberté morale, même en thèse, est sacrée comme l'âme humaine : « Que nul ne soit contraint par la force à embrasser la foi ! Car saint Augustin a eu raison de dire : L'homme ne peut croire que de son plein gré (1). » Mais autre chose est la liberté de croire et autre chose la liberté de propagande. Dans un État chrétien, on ne peut tolérer la propagande de l'erreur. Dans un État neutre, il faut l'empêcher autant que les circonstances le permettent. L'erreur libérale ne consiste pas à aimer la liberté ; elle consiste à la dénaturer, à la considérer non comme un moyen, mais comme une fin. Notre idéal social est défini : c'est la morale de l'Évangile, celle du Décalogue et du Sermon sur la Montagne. La liberté peut lui être profitable et nous aimons la liberté dans cette mesure. Mais nous ne laisserons pas détruire notre idéal sous prétexte de ne pas toucher à la liberté. Admet-on la liberté du crime ou de l'attentat anarchiste ? Nous avons la conviction de défendre la société en défendant notre foi : « La doctrine de l'Eglise nous paraît-elle donc si terrible ? demandait Mgr d'Hulst (2) à ses auditeurs. Était-ce vraiment la peine de créer ce mot ambitieux : le droit moderne pour l'opposer au droit chrétien ? Oui, si le droit moderne a pour base la négation de toute vérité s'il prétend fonder une société sur le vide, si toute affirmation doit rester une fantaisie privée, si la puissance publique a pour premier devoir d'ignorer tout et pour seconde obligation de laisser tout faire. Oh ! alors, j'en conviens. Entre le droit moderne, ainsi entendu, et le droit chrétien, l'antagonisme est irréductible. Mais il faut ajouter aussitôt que le droit nouveau impose au pouvoir l'abdication de toute responsabilité et qu'il a pour expression le nihilisme social. »

(1) Léon XIII, *Immortale Dei*.

(2) Mgr d'Hulst, *op. cit.*, 144.

c) *Système de l'indépendance absolue.*

A l'opposé du système du pouvoir direct, des théologiens ont soutenu l'indépendance absolue des deux pouvoirs. Ils ont également déduit leur thèse de l'Ecriture et ont voulu la voir contenue dans certains passages de l'Evangile, notamment dans la parole célèbre : « Rendez à César... » et dans ce passage de saint Luc (1) : « Un homme dit à Jésus : « Maître, dites à mon frère qu'il partage avec moi la succession qui nous est échue » — et il répondit : « O homme, qui m'a établi pour vous juger et pour faire vos partages ? » Ils se réfèrent également au texte dans lequel saint Paul affirme que toute âme est sujette aux puissances. Ils objectent que si l'Eglise a un pouvoir indirect sur tout ce qui touche par un côté au spirituel, rien ne doit échapper à sa puissance.

Ils concluent que lorsque les gouvernants vont contre la loi de l'Eglise, les chefs spirituels ne peuvent que donner des avis et non notifier des décrets. Ils ne peuvent jamais déposer les princes et délier les sujets de leur serment de fidélité (2).

d) *Système du pouvoir directif.*

Une dernière théorie s'est interposée entre le système de l'indépendance absolue et celui du pouvoir indirect : c'est celle du pouvoir directif. Fénelon déclare, d'après Gerson : « Tous les hommes, princes ou autres, sont soumis au pape en tant qu'ils voudraient abuser de leur juridiction, de leur souverain domaine contre la loi divine et naturelle (3). » Mais

(1) Luc, xii, 14.

(2) Cf. Bossuet, *Defensio*, lib. I, II, III, IV; abbé Fleury, *Discours*; Mgr Affre, *Essai sur la suprématie temporelle du pape et de l'Eglise*.

(3) Fénelon, sermon *De pace et unione Græc...*, consid. 5.

cette puissance supérieure de la papauté n'est pas un droit qu'elle exercera par voie d'autorité en déposant les princes, c'est une direction spirituelle par laquelle elle influencera monarques et sujets.

Un directeur de saint-Sulpice, l'abbé Gosselin, reprit cette thèse dans son ouvrage sur « le Pouvoir du pape au moyen âge » édité en 1844. Cette puissance directive des papes n'est pas un pouvoir direct ou indirect sur le temporel. Il provient historiquement de ce fait que la chrétienté formait une communauté morale dont le pape était le chef. D'après les constitutions civiles, coutumières ou écrites, le roi devait être catholique, sinon il était déchu pour inexécution des conditions de la monarchie. Le Pape, docteur suprême, jugeait si la condition était remplie; mais ce n'était pas lui, c'était la constitution qui, en cas de négative, prononçait la déchéance royale.

*
* *

L'idée qui se dégage de ces divers systèmes, c'est que la doctrine catholique n'admet ni la sujétion de l'Etat à l'Eglise, ni la sujétion de l'Eglise à l'Etat, ni la séparation complète de ces deux pouvoirs. En principe, le catholicisme gardien de la vérité a le droit d'être traité en religion d'Etat. En fait, l'Eglise acceptera un concordat, elle acceptera la séparation, selon les circonstances, comme un moindre mal.

« L'Eglise est une mère. Voilà pourquoi elle ne dira jamais aux peuples qu'elle a enfantés à la vie morale : Vous êtes pour moi des étrangers. Voilà pourquoi elle souffrira toujours quand, oublieux de sa tendresse, ils la traiteront en étrangère. Si, alors, au lieu de lui tendre la main, ils lui jettent de loin la liberté, comme une épée nue et froide, elle la ramassera

pour combattre le mal et défendre les âmes. Mais, quelles que soient les constitutions des Etats, bien aveugles et bien frivoles seraient les politiques qui affecteraient de confondre dans un même dédain les sectes bizarres que la fantaisie de l'esprit humain enfante et cette puissance dix-neuf fois séculaire qui s'avance à travers l'histoire, les lèvres pleines de vérités, les mains pleines de bienfaits et le cœur plein d'amour (1) ! »

Les rapports de l'Eglise et de l'Etat, durant les époques où la papauté fut une des premières puissances politiques, peuvent donner lieu à bien des controverses. L'action ecclésiastique n'en a pas moins été féconde en fruits de civilisation et c'est par le témoignage impartial d'un historien protestant que je veux clore cet exposé :

« La suprématie spirituelle que s'arrogeait le pape produisit plus de bien que de mal. Dans ces siècles de ténèbres, elle eut pour effet d'unir les nations de l'Europe occidentale en une seule grande communauté. Rome et son évêque furent, pour tous les chrétiens de la communion latine, depuis la Calabre jusqu'aux Hébrides, ce que les courses d'Olympie et les oracles pythiens avaient été pour toutes les villes grecques depuis Trébizonde jusqu'à Marseille. Ainsi grandirent, sur une vaste échelle, des sentiments de mutuelle bienveillance. Les races séparées par de vastes mers ou par de hautes montagnes se reconnurent pour sœurs et adoptèrent un même code de droit public ; même dans la guerre, la cruauté du conquérant fut fréquemment tempérée par le souvenir que lui et ses ennemis vaincus étaient tous membres d'une grande fédération (2). »

(1) Mgr d'Hulst, *op. cit.*, p. 147.

(2) Macaulay, *Histoire d'Angleterre*, t. I, ch. 1.

CHAPITRE II

DOCTRINE CATHOLIQUE SUR L'ÉDUCATION

I. — LE DROIT DE L'ENFANT

Les droits de l'enfant naissent et grandissent avec lui. Dès le sein de sa mère (1), il a une âme qui renferme, en germe, ses facultés de sensibilité, d'intelligence et de volonté. Cette âme, créée par Dieu, tient de lui toutes ses prérogatives. C'est pour elle qu'a été opéré le mystère de l'Incarnation. Dès que l'enfant a reçu la vie, on lui doit le respect dans la personne de sa mère. Après sa naissance, on lui doit la nourriture et les soins physiques convenables, en attendant de développer ses facultés par des soins intellectuels et moraux.

En résumé, il a droit à l'éducation.

Le christianisme, en proclamant l'origine divine du droit de l'enfant, l'a mis au-dessus des atteintes que pourraient lui porter les individus ou les sociétés. Ces atteintes furent nombreuses dans l'antiquité; elles le redeviennent de nos jours. On sait la façon dont Lacédémone éliminait les nouveau-nés mal conformés. Cette barbarie n'était pas une exception. « Au temps des Césars et des Antonins, écrit M. Gaston Boissier (2), dans cet éclat de civilisation et d'humanité, on a trouvé tout simple qu'un père exposât son enfant devant sa porte et l'y laissât mourir de faim et de froid quand il ne lui plaisait pas de l'élever. Cet usage a pourtant duré jusqu'à Constantin sans qu'aucune conscience honnête

(1) Cf. Mercier, *Psychologie*, t. II.

(2) Gaston Boissier, *La fin du paganisme*, t. I.

se soit soulevée d'indignation et Sénèque lui-même n'en paraît pas étonné. »

De nos jours, l'avortement et l'infanticide sont, au dire des voyageurs et des missionnaires, des pratiques permises en d'immenses régions de la Chine. Et même, il faut le reconnaître courageusement, les crimes contre la vie de l'enfant sont devenus si fréquents dans certains milieux de notre orgueilleuse société, qu'il se trouve déjà des hommes pour tenter la justification doctrinale.

Qu'il s'agisse d'éviter la conception, d'empêcher la naissance ou de supprimer l'enfant, ces attentats d'une gravité croissante dérivent du même principe formulé par M. Novicow (1) : « Le lien sexuel est contracté *uniquement* pour le bonheur des époux. » Encore le mot « époux » évoque-t-il une idée de régularité et de perpétuité qui n'est pas dans la pensée de l'auteur.

Le néo-malthusianisme n'est plus une pratique qui se cache, c'est une doctrine qui s'affiche. En 1903, Paul Robin, qui dirigea l'orphelinat laïque et mixte de Cempuis, fonda la *Ligue de la Régénération humaine*. Au mois de mars 1904, l'*Action* célébrait l'initiative de son « éminent ami Paul Robin qui eut le mérite de recevoir les injures de toute la cléricaille, alors qu'il était directeur de l'orphelinat laïque de Cempuis où il sut montrer ses qualités de novateur hardi et puissant. » Ce journal déclarait : « La besogne est ardue, mais l'œuvre est généreuse et la tentative mérite d'être signalée (2). » Il est de notoriété publique que certaines organisations révolutionnaires ont pris à tâche de répandre ces idées. En d'autres milieux, des écrivains, des médecins, des

(1) Novicow, *L'affranchissement de la femme*, Paris, Alcan, 1903, p. 145.

(2) Cité par M. Paul Bureau, p. 109 : *La crise morale des temps nouveaux*, préface de M. Alfred Croiset, Bloud, 1909.

hommes politiques s'en sont constitués les champions. Plusieurs de ces derniers, dans une lettre publique du 24 mai 1911, ont reproché à M. le sénateur Bérenger son action contre le néo-malthusianisme (1).

L'avortement qui a ses pratiquants — en nombre effrayant, comme en témoigne le Dr Lacassagne, professeur à la Faculté de Médecine de Lyon — a aussi ses doctrinaires avoués. Nous citerons la docteresse Madeleine Pelletier (2), le docteur Jean Darricarrère (3). Il est à remarquer que ce dernier figure parmi les signataires de l'affiche néo-malthusienne adressée à M. Bérenger. Ce monsieur tient apparemment à tirer des idées toutes leurs conséquences, plus logique que ceux de ses co-signataires qui, partis du même principe, s'arrêtent en chemin. Son livre porte en épigraphe cette pensée : « Chaque jour qui s'en va emporte un préjugé et détruit une idée reçue. — L. Lafferre. » En pareille place, l'affirmation du haut dignitaire de la Maçonnerie a sa pleine signification. Il est exact, en effet, que chaque nouveau progrès de sa doctrine détruit une idée reçue — souvent même, une idée essen-

(1) Ce sont : MM. Henry Bauer; Léon de Bercy; Brioux; Paul Brulat; Armand Charpentier; Clément-Janin; Manuel Devaldès; René Emery; Eugène Fournière; Anatole France; Léon Frapié; Édouard Gauche; Gustave Guittou; G. Hardy; Fernand Kolney; A. Laisant; Albert Lantoine; Eug. Lericolais; Maurice Magre; Victor Margueritte; Alfred Naquet; Xavier Privas; Pierre Quillard; Paul Reboux; Salomon Reinach; Daniel Riche; P.-N. Roinard; Laurent Tailhade; Paul Vigné d'Octon, hommes de lettres;

M^{mes} Sylvie Camille-Flammarion; Marie Huot; Georges Maldague; Nelly-Roussel; Séverine, femmes de lettres;

MM. Callamand; Jean Darricarrère; A. Jouquan; Klotz-Forest; Louis Lapicque; E. Legrain; Sicard de Plauzolles, docteurs en médecine;

MM. Fernand Izouard; Lévy-Oulmann, avocats;

MM. Brizon; Jean Colly; Victor Dejeante; Émile Dumas; Lauche; J.-B. Lavaud; Dr Meslier, Albert Willm, députés.

(2) Dr Madeleine Pelletier, *L'émancipation sexuelle de la femme*, chez Giard et Brière : 1 franc.

(3) Dr Jean Darricarrère, *Le droit à l'avortement*, Albin Michel, Paris.

tielle à la vie sociale. C'est ici que l'on peut juger l'arbre à ses fruits, car l'on retrouve, dans leurs résultats, l'antagonisme initial des doctrines. Nous avons repris par sa base l'exposé de la sociologie catholique pour montrer comment le plan divin harmonise les droits de la personne humaine et ceux des deux sociétés, religieuse et civile. Nous constatons ici la même force de logique au sein de la doctrine matérialiste. Les maîtres ont nié la Loi divine et fait de la jouissance individuelle le seul but raisonnable de l'existence. Les disciples viennent maintenant détruire « cette idée » : le respect de la vie humaine.

Il conviendrait qu'ils missent plus de réserve à venir nous prêcher le respect des droits de l'enfant (1).

(1) Il va sans dire que nous n'accusons pas tous les matérialistes d'être, en fait, des néo-malthusiens. Nous pensons seulement que leur doctrine, restreignant l'avenir de l'homme à la vie terrestre, fortifie singulièrement l'argumentation de ceux qui rejettent les sacrifices et les charges imposées par la paternité.

II. — LE DROIT DE LA FAMILLE.

En étudiant la constitution de la famille dans le chapitre précédent, nous avons vu que la véritable unité sociale est cette trinité : père, mère, enfant. Auguste Comte se rencontrait sur ce point avec la doctrine catholique quand il écrivait : « La société se compose de familles et non d'individus (1). » Cette unité sociale a le droit de se développer selon sa règle propre, qui est que les parents achèvent par l'éducation ce qu'ils ont commencé par la procréation : la perpétuation de la race. Si on enlève la formation de l'enfant à la famille, on porte atteinte, du même coup, à la liberté individuelle.

D'ailleurs, la famille est la cellule primitive d'où est sortie la société. Dans la Bible, l'histoire des premiers hommes est l'histoire d'une famille et l'on s'accorde de plus en plus à admettre l'origine patriarcale du droit public (2). La famille, étant antérieure à la société, ne saurait tenir d'elle le droit d'exister. Ce n'est pas l'Etat qui concède le droit d'avoir des enfants; ce n'est pas lui qui noue les liens du sang, ni ceux de l'affection. C'est la Nature de l'homme créée par Dieu, et l'Etat ne saurait détruire ce qui n'a pas besoin de son autorisation pour se constituer.

Les parents sont les auteurs de l'enfant. « Les fils, dit saint Thomas, sont naturellement quelque chose de leur

(1) Auguste Comte, *Système de philosophie positive*, t. I, p. 122.

(2) Funck-Brentano.

père (1). » « Ils sont, déclare Léon XIII, une extension de sa personne (2). » Et l'abbé Bricout formule à son tour cet enseignement de la théologie catholique en rappelant qu'il est corroboré pour les notions scientifiques sur l'hérédité : « C'est le sang des parents qui coule dans ses veines (de l'enfant) et qui y charrie leur santé, peut-être leurs maladies et leurs vices; ce sont aussi leurs instincts, leurs sentiments et jusqu'à leurs idées qui sont en germe dans son âme (3). » Or, « Autorité » dérive d' « auteur », non seulement étymologiquement, mais encore juridiquement. C'est un effet de la loi universelle que l'effet dépend de la cause. Les parents auront donc droit sur l'enfant dans la mesure où ils sont ses auteurs, et cela même limite leur pouvoir. Comme ils ne sont que des causes secondes et que Dieu est le seul véritable Auteur, il sera aussi la véritable Autorité et les parents n'auront pas le droit de donner à l'enfant une éducation selon leur caprice, mais conforme à sa destinée fixée par le Créateur.

La théologie catholique nous enseigne quel est ce droit d'éducation contracté par les parents à l'égard de ceux auxquels ils ont donné la vie.

« *Educatio*, dit le P. Tanqueray (4), est *progressiva et harmonica evolutio facultatum*, quâ *infantes* pedetentim et *ordinate in vivos perfectos transformantur*. » Cette éducation est un des trois devoirs des parents envers leurs enfants : « *Parentes, cum vices Dei gerunt quoad suos natos, eos speciali amore prosequi tenentur, eisque educationem impertiri corporalem et spiritualem, necnon quâdam providentiâ ad finem eos di-*

(1) Saint Thomas, *Summa*, II^a II^e, quæst. x, art. 12.

(2) Léon XIII, *Encyc. Rerum novarum*.

(3) Abbé Bricout, *Nos droits en matière d'enseignement. Revue du Clergé français*, n° du 15 février 1903, p. 564.

(4) Tanqueray, *Synopsis theologiæ moralis et pastoralis*, t. III, p. 450.

rigere (1). » Cette éducation est donc corporelle et spirituelle. L'éducation spirituelle doit elle-même remplir trois conditions. Elle doit être : *virile, pratique*, c'est-à-dire adaptée au caractère et à la situation de l'enfant, et *chrétienne*. « Christiana præsertim sit educatio, quâ videlicet efformentur adolescentæ qui religionem amplectantur eique adhærant, non solum quando sub parentum magistrorumve tutelâ versantur, sed etiam quando jam proprio Marte agunt et longe a familia vitam ducunt. Ad quod requiritur ut ex intimâ et rationabili persuasione credant, fidemque operibus manifestare non erubescant; hodie siquidem, cum ubique fides catholica impugnetur, necesse est ut catholici juvenes pro fide viriliter pugnare parati sint, tanquam milites Christi. » Et le R. P. Tanquerey autorise son enseignement de celui du catéchisme romain (2) : « Parentum propria officia sunt, atque munera, ut sanctissimis disciplinis ac moribus filios imbuant iisque optima dent vivendi præcepta, ut ad religionem instructi et parati, Deum sancte inviolateque venerentur. »

Les parents ayant le devoir strict de faire donner l'éducation nécessaire à leurs enfants doivent en avoir le droit. « Qu'est-ce qu'un droit, dit le P. Sertillanges (3), si ce n'est un large laissé devant nous pas pour que nos devoirs s'accomplissent et que par eux notre destinée naturelle se réalise? »

D'ailleurs, ce droit d'éducation qui appartient incontestablement aux parents, nul ne saurait l'exercer mieux qu'eux. De tous les êtres, c'est l'homme qui a besoin de la formation la plus longue, la plus complète et la plus délicate. Si chaque génération devait faire table rase de toutes les conquêtes des

(1) Tanquerey, *op. cit.*, p. 448, n. 950.

(2) Catéch. Rom. in quart. Decalogi præcept., n. 13.

(3) Sertillanges, *La Famille et l'État*, p. 9.

générations précédentes, la civilisation ne serait bientôt qu'un souvenir. Selon la forte expression de Le Play, la naissance d'êtres systématiquement séparés de leurs devanciers équivaldrait à une invasion de barbares. Il n'est pas besoin d'être grand sociologue pour comprendre que la tradition est une des principales conditions du progrès et que le présent et l'avenir sont solidaires du passé. Nous avons vu, en étudiant la constitution de la famille, que son but essentiel est la perpétuation de l'espèce. L'Eglise a condamné la polygamie simultanée ou successive pour établir le milieu familial le plus favorable à cette formation intégrale des enfants. Elle a voulu que rien ne vint entraver ou gêner cet amour paternel qui est l'inspirateur des meilleures qualités éducatrices, si bien que saint Thomas a fait cette énergique comparaison disant que l'enfant est dans sa famille «... sicut in quodam spiritualis utero (1). »

L'Etat n'est qu'une abstraction et ne saurait avoir pour ses pupilles l'amour clairvoyant que portent un père et une mère à « la chair de leur chair ». Il aurait, du reste, trop d'enfants, selon le mot de M. Clemenceau (2), pour être un bon père de famille. Même lorsqu'ils sont indispensables, ses soins ont toujours quelque chose d'artificiel et d'imparfait. « Arracher les enfants aux parents, dit le P. Sertillanges (3), sous prétexte de faire mieux que ne ferait leur tutelle, c'est amputer un membre en se disant qu'on le remplacera par le membre articulé d'un bon orthopédiste. » Et que les politiciens ne viennent pas soutenir que les conditions de la vie moderne sont devenues si compliquées que les parents n'ont

(1) Saint Thomas, *Summa*, II^a II^{ae}, quæst. x, art. 12.

(2) Clemenceau, discours du 30 octobre 1902 au Sénat.

(3) Sertillanges, *La Famille et l'Etat*, p. 19

plus la compétence nécessaire pour y préparer leurs enfants. Ceux qui veulent ainsi frapper d'incapacité le père de famille dans ses droits domestiques sont les mêmes qui ne savent pas trouver de limites à ses prérogatives de citoyen. Electeur, il choisit ceux qui dirigeront la politique intérieure, décideront de la paix ou de la guerre, établiront les systèmes financiers et... les programmes des Universités. Il donne l'investiture du pouvoir et la retire à son gré. Tous acceptent son contrôle souverain et nul ne songe à mettre en doute sa compétence universelle... : si on lui refuse le droit d'élever ses enfants !

[Il serait d'autant plus inadmissible de décréter cette destitution du père de famille qu'il est étroitement solidaire de son enfant, au regard même de la société. Il ne s'agit pas simplement ici des dispositions légales sur la responsabilité civile des parents, mais du jugement public dont relèvent les familles. Comme on fait la ruine ou la prospérité matérielle des siens, on fait aussi leur situation morale, selon sa conduite. Le souci de l'opinion cesse d'être une faiblesse lorsqu'il se hausse jusqu'à la fierté d'une « maison ». L'honneur du nom et la solidarité du sang ont toujours suscité les nobles actions et les grands sacrifices. Ils ont fait naître les aristocraties véritables qui s'appellent les élites et créé la noblesse réelle qui est celle des sentiments. A celle-là, tous ont le droit de prétendre : les fils des laboureurs, comme les fils de rois. Oserait-on interdire à ces humbles aristocrates d'inculquer à leur lignée la foi qui fit la force et la clarté de leur vie ? Oserait-on briser les liens de la tradition ; exposer ces parents à subir l'éloignement, l'ingratitude et les désordres de ces enfants ? Oserait-on les leur enlever pour leur insuffler une âme étrangère et continuer impitoyablement à leur en imputer la conduite ?

Reconnaissons donc, avec l'Eglise, les liens étroits qui rattachent l'enfant à la famille au sein de laquelle il recevra l'éducation morale, aussi naturellement qu'il y a reçu la vie, jusqu'à ce qu'il puisse voler de ses propres ailes et faire usage de son libre arbitre.

Bien entendu, nous n'avons pas la prétention de soutenir que le foyer domestique devra être légalement celui de toutes les sciences et que les parents devront, tour à tour, enseigner la littérature, l'histoire ou la physique. Ils n'en auraient, la plupart du temps, ni le temps ni les moyens. Mais nous soutenons qu'ils doivent avoir la maîtrise de l'éducation morale et intellectuelle et que l'éducateur ou l'instituteur qui assumeront cette tâche ne peuvent être que leurs représentants et leurs délégués.

III. — LE DROIT DE L'ÉGLISE.

Objet.

Il importe d'abord de déterminer avec précision quels sont les enfants sur lesquels l'Eglise exerce un droit d'enseignement. C'est ici le lieu de nous rappeler les distinctions que nous avons faites, au chapitre précédent, entre la religion naturelle et la religion positive.

Supposons que Dieu ne soit pas venu apporter à l'homme le don gratuit de la Révélation. Son âme, même déchue par suite de la faute originelle, eût gardé la raison capable de connaître Dieu comme créateur et de comprendre ses devoirs envers lui comme envers ses semblables. L'Eglise n'existant pas, l'autorité paternelle eût été la seule chargée de la formation morale de l'enfant.

La vie surnaturelle que l'homme acquiert en entrant dans l'Eglise par le baptême est une seconde existence qui vient se surajouter à la première et s'harmoniser avec elle. Le baptême est une seconde naissance et l'Eglise une seconde mère. C'est à ce point de vue qu'il faut se placer si l'on veut comprendre la nature du droit exercé par l'Eglise sur ses enfants.

Ce droit ne peut donc porter que sur des baptisés. Les infidèles, n'ayant pas reçu la vie de la grâce, sont en dehors de la famille et de la société religieuse. Ils restent libres de ne pas recevoir le baptême et n'ont de comptes à rendre qu'à leur conscience. L'Eglise a le devoir de les évangéliser et d'essayer de les persuader. Elle n'a pas le droit de les convertir de force

— ce qui serait une piètre conversion — ni de leur arracher l'âme de leurs enfants. « Scot et son école, dit le P. Monsabré (1), ont enseigné qu'on pouvait baptiser les enfants de juifs et des infidèles malgré leurs parents. Les raisons qu'ils en donnent sont plus subtiles que solides et ne sauraient prévaloir contre la coutume de l'Eglise : « C'est cette coutume, dit saint Thomas (2), qui doit nous servir de règle parce qu'elle est pour tout chrétien la suprême autorité. Si le baptême forcé eût été conforme à la raison, les saints évêques qui vécurent dans la familiarité des princes, comme saint Sylvestre près de Constantin, saint Ambroise près de Théodose, n'eussent pas manqué de le demander et de le pratiquer. Mais l'intérêt de la foi et le droit naturel s'y opposent. »

En fait, l'Eglise ne considère pas comme ses sujets ceux qui, baptisés, l'ont été dans les sectes schismatiques ou hérétiques. Le décret *Ne temere* de la Sacrée Congrégation du Concile, publié le 2 août 1907 et modifiant la législation canonique du mariage, en a donné un récent exemple : « Nous croyons utile, y est-il dit, de rappeler que les dispositions du décret *s'appliquent à ceux qui ont été baptisés dans l'Eglise catholique et à tous ceux qui y sont entrés par conversion du schisme et de l'hérésie*, qu'ils contractent mariage entre eux ou avec des non-catholiques, baptisés ou non. Au contraire, les *non-catholiques, baptisés ou non, peuvent se marier valablement entre eux sans observer ces règles.* »

Cela n'est qu'exceptionnel et nous ne devons pas oublier que les enfants des infidèles doivent être amenés à la foi par la persuasion, non par la contrainte : « ... *sunt inducendi ad fidem non coactione, sed persuasione* (3). »

(1) Monsabré, *Carême*, 1883, 6^e édit., p. 315.

(2) Saint Thomas, *Summa*, II^a II^{ae}, quæst. x, art. 1.

3) Saint Thomas, *Summa*, I^a II^{ae}, quæst. x, art. 12.

Motifs.

La première raison du droit de l'Eglise sur l'éducation des enfants catholiques est donc sa paternité spirituelle. « Entendez-vous, Messieurs, s'écriait le P. Monsabré prêchant à Notre-Dame de Paris (1), ce tout petit être que l'Eglise baptise est un fils de Dieu. Nous ne pouvons pas l'appeler, comme le Verbe divin, un fils de nature, mais un fils de bienveillance et d'adoption. Toutefois les adoptions humaines ne sont qu'une imparfaite image de cette adoption divine. Elles donnent un nom, des titres et des droits, sans pouvoir rien changer dans la personne de l'enfant qu'on adopte. Son sang demeure imprégné des vices de ses générateurs et ses appétits de la bassesse de leurs instincts. C'est en vain que ses adoptants voudraient lui communiquer quelque chose de leur noble nature, ils ne le peuvent pas. Dans l'adoption surnaturelle, au contraire, Dieu opère à la manière d'un générateur et va jusqu'à l'intime de notre être. Il nous justifie, dit saint Augustin, c'est-à-dire détruit en notre âme déchu le vice de notre génération naturelle : la mort du péché, et par le même acte il nous déifie : « Deus qui justificat, ipse deificat (2). » S'il ne nous passe pas son être divin en sa plénitude, il nous donne quelque chose d'approchant et du même genre. Il nous fait, selon l'expression de saint Thomas, « communiquer à sa propre nature, par une certaine participation de ressemblance avec lui, et il n'y a que lui qui puisse faire cela : « Necesse est quod solus Deus deificet communicando consortium suæ naturæ per quamdam similitudinis participationem (3). » Saint Jean disait bien : « Quel amour le Père a pour

(1) Monsabré, *Exposition du dogme catholique*, Carême 1883, 65^e conférence.

(2) *In Psal. XLIX.*

(3) *Summa*, I^a II^{ae}, quæst. cxi, art. 1.

nous, puisqu'il veut qu'on nous appelle ses fils et que nous le soyons en effet ! *Ut filii Dei nominemur et simus.* » Dieu a donné au baptisé « un organisme en rapport avec sa nouvelle vie. Cet organisme, c'est le mystérieux plexus des vertus infuses, habitudes divines qui inclinent l'âme humaine aux actes surnaturels qu'elle pourrait produire par sa propre énergie, contre-balancent les forces de la concupiscence et préviennent sa domination ».

Ces vertus, auxquelles fait allusion le P. Monsabré, sont la foi, l'espérance et la charité. La confirmation y ajoute le don du Saint-Esprit.

L'Eglise ayant donné au nouveau baptisé une vie spirituelle nouvelle est, proprement, sa mère et possède, au point de vue surnaturel, les mêmes droits d'éducation que les parents au point de vue naturel. Dans les deux cas, la source du droit est la filiation.

En d'autres termes, « l'Eglise est, de par Dieu, l'éducatrice religieuse de l'humanité (1) ». Dieu lui a ordonné « d'aller et d'enseigner toutes les nations ». Elle ne doit pas se contenter d'appeler par le baptême les enfants à la vie spirituelle ; elle doit leur donner, aussi, une formation suffisante pour qu'ils se conduisent selon leur devoir : « *ut catholici juvenes pro fide viriliter pugnare parati sint, tanquam milites Christi.* »

Analyse.

Quelles seront donc l'étendue et les limites du droit de l'Eglise en matière d'enseignement ? Nous allons appliquer ici la théorie du pouvoir direct et du pouvoir indirect que nous avons précédemment exposée.

(1) Paul Vignié. *Le droit naturel et le droit chrétien dans l'éducation*, p. 74. Lethiellieux.

L'Eglise a un pouvoir direct sur les questions religieuses et morales. Elle a reçu pour mission spéciale de les enseigner. Son rôle est de maintenir et de continuer au cours des siècles l'œuvre de la Révélation. Elle ne saurait y manquer. L'instruction religieuse et morale relève donc de son autorité souveraine.

Il ne faut pas croire cependant que le rôle des parents est nul. Le droit naturel les oblige déjà à se consacrer à la formation de la conscience de leurs enfants. L'Eglise ne les prive pas de cette mission; elle leur en confie, au contraire, une seconde : celle d'être, dans l'ordre surnaturel, ses délégués quasi obligatoires (1). Ils transmettront à leurs enfants, sous la direction de l'Eglise, les principes qu'elle leur a enseignés à eux-mêmes.

Ce droit d'enseignement direct en matière spirituelle, que l'Eglise ne peut abandonner sans renier elle-même sa mission, se complète forcément par un droit indirect de contrôle en matière temporelle. Il serait dérisoire de réserver l'enseignement des vérités religieuses, si l'on permettait à quiconque de les battre en brèche à propos d'Histoire, de Sciences naturelles ou de Sociologie. Les sciences profanes sont incontestablement du domaine des laïques et ils ont le droit de les traiter à leur gré — à condition de ne pas attaquer ni contredire la doctrine catholique.

Que l'on ne crie pas à l'intransigeance, quand il ne s'agit que de stricte logique. L'Eglise, pas plus que tout homme de bon sens, ne peut, à la fois, enseigner une proposition et admettre la proposition contraire. Et si elle doit condamner l'erreur religieuse, elle ne doit pas s'arrêter devant l'étiquette qui la dissimule. En matière spirituelle, le pavillon ne couvre

(1) Cf. Vigié, professeur de théologie au grand séminaire de Poitiers, *op. cit.*, p. 78.

pas la marchandise. Les personnes seules ont droit à la tolérance; les idées fausses n'y ont aucun droit.

Si nous matérialisons la question en nous demandant si l'Eglise peut ouvrir des écoles, nous devons faire des distinctions analogues.

Quand il s'agit de la formation de ses clercs, l'Eglise a un droit exclusif et pleinement indépendant. L'erreur contraire a été condamnée par deux fois dans le *Syllabus* : « Non pertinet unice ad ecclesiasticam jurisdictionis potestatem proprio ac nativo jure dirigere theologicarum rerum doctrinam (1). » Et encore : « In ipsis clericorum seminariis methodus studiorum adhibenda civili auctoritate subjiçitur (2). »

Cela résulte de ce que l'Eglise est, en son domaine, une société parfaite et que nul n'a qualité pour la commander, ni la contrôler.

Rien n'est, du reste, plus compréhensible : de même que l'Etat forme, à son gré, en des écoles spéciales, les officiers dont il a besoin, de même l'Eglise doit former les prêtres qu'elle dirigera ses fidèles.

S'il s'agit d'écoles destinées aux laïcs, il ne faut plus considérer le caractère des élèves, mais les matières étudiées par eux. Sur les questions religieuses, l'Eglise a seule, comme nous venons de le voir, un droit direct d'enseignement. Sur les questions profanes, elle a seule un droit indirect de contrôle. Elle partage avec l'Etat, les associations et les individus le droit de les enseigner.

Pendant de longs siècles l'instruction eût été nulle si elle n'avait pas été répandue par les écoles ecclésiastiques. Aux temps où les classes populaires n'étaient pas une force électo-

(1) *Syllabus*, 33^e proposition.

(2) *Syllabus*, 46^e proposit. — Ne pas oublier que la proposition reproduite est la proposition condamnée.

rale, l'Eglise s'occupait déjà de les éclairer et de les élever (1). Au XVIII^e siècle, encore, saint Jean Baptiste de la Salle fondait son démocratique Institut des Frères, alors que des aristocrates comme Voltaire réclamaient pour les petites gens un aiguillon et du foin (2).

(1) Cf. « Ce qu'a fait l'Eglise pour l'Instruction du peuple » : 0 fr. 20. Éditions du « Petit Démocrate », Limoges.

(2) « Il est à propos que le peuple soit guidé et non pas qu'il soit instruit, il n'est pas digne de l'être... il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir comme moi une terre et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis : ce n'est pas le manœuvre qu'il faut instruire, c'est le bon bourgeois, l'habitant des villes. » Lettre de Voltaire à Damilaville, 1776.

« A l'égard de ce peuple, il sera toujours sot et barbare ; ce sont des bœufs auxquels il faut un joug, un aiguillon et du foin. » Lettre à Tabureau, 1769.

IV. — LE DROIT DE L'ÉTAT.

Raisons de ce droit.

Nous reconnaissons des droits à l'Etat en matière d'enseignement d'abord parce que la société joue, elle aussi, le rôle d'une mère vis-à-vis de l'enfant : « Parce que, dit l'abbé Bricout (1), elle est fautive de tout point la notion abstraite et à priori de l'homme isolé et qui n'est redevable de rien aux générations passées et au milieu dans lequel il apparaît; parce que l'enfant est un individu, sans doute, mais un individu dans un tout, un membre dans un organisme. Il s'ensuit que les associés avec lesquels, par sa naissance même, il est nécessairement en rapport, ont des droits sur lui. »

Il est évident que le jeune Français qui vient au monde à l'aurore du ^{xx}e siècle est solidaire de quinze siècles d'histoire française. Son intelligence s'éveillera à la clarté de l'esprit français; son cœur s'échauffera au contact de la générosité française. Il balbutiera ses premiers mots dans la langue qu'ont affinée nos écrivains. Il lira les pages où revit le passé héroïque de notre race. Plus tard, si la guerre éclate, la Patrie pourra lui demander le sacrifice de sa vie. Elle a donc, dès à présent, le droit de veiller à ce que de mauvais maîtres ne viennent pas corrompre l'âme de son enfant. Il ne faut pas que l'on prépare dans les écoles la révolte d'une tourbe d'insurgés pour le jour où le pays aura besoin d'une légion de soldats.

(1. Abbé Bricout, *op. cit.*, *Revue du Clergé français*, p. 572.

Nous pensons que l'Etat a le droit et le devoir de maintenir l'intégrité de son patrimoine moral. Dans un Etat chrétien, ce patrimoine serait beaucoup plus considérable et cohérent, car il comprendrait les principes indispensables pour assurer la stabilité sociale autrement que par des moyens de fortune. Si nous avons pris comme exemple l'idée de Patrie, c'est qu'elle est une des rares qui groupent encore, sinon l'unanimité, du moins la très grande majorité de nos concitoyens.

L'Etat a aussi des droits en matière d'enseignement parce qu'il a des devoirs envers l'enfant. Nous savons que sa mission est de protéger et d'améliorer l'ordre social. « Outre le devoir de perfectionnement matériel imposé à la société, dit le P. Taparelli, elle a encore en vertu de la loi d'humanité... l'obligation de remédier à la négligence honteuse et dénaturée de tant de parents qui, oubliant le premier de leurs devoirs, celui de l'éducation de leurs enfants, les habituent à l'oisiveté, à la misère et au crime. Il est du devoir d'un père de procurer à ses enfants un genre de vie adapté à leur position; il est du devoir de l'autorité supérieure de remédier aux errements de l'autorité subordonnée; il est du devoir de l'autorité civile de veiller à ce que chaque enfant reçoive une éducation convenable quand se développeront en lui les premiers germes de la raison et de la force. Que si le père n'y pourvoit pas, il ne sera jamais permis, il est vrai, à l'autorité civile de prendre la direction de la famille; mais elle n'en a pas moins l'obligation comme tenant la place de ce Père suprême, d'où dérive toute paternité, de réveiller les parents de leur léthargie et de forcer un père dénaturé à se conduire en père et non en tyran à l'égard de ses enfants (1). »

(1) Taparelli, *op. cit.*, liv. IV, ch. IV, n. 919.

Il ne faut pas oublier qu'en fait d'éducation le rôle de l'Etat complète et supplée au besoin le rôle de la famille qui reste primordial. Le meilleur moyen pour le Pouvoir de remplir sa mission est de faciliter celle des parents. C'est à eux qu'il appartient de charger qui leur plait de l'éducation de leurs enfants, de s'associer pour exercer ce droit, de surveiller l'école après l'avoir choisie. Il est entendu que ces droits sont limités et que le père de famille n'en peut abuser pour bouleverser le plan social voulu par Dieu. Il n'a pas le droit de confier, par exemple, son enfant à un professeur athée ou immoral sous prétexte que c'est son bon plaisir. Mais si ses droits sont bien définis et soumis à la Loi divine, ils sont aussi naturels et non concédés par l'Etat.

Ce dernier devra intervenir lorsque la famille néglige ses devoirs ou lorsqu'elle est dans l'impossibilité de les remplir. Si les parents sont indignes, l'Etat leur enlèvera leurs prérogatives. Si les maîtres sont blâmables, il les punira et les empêchera de nuire. Si les enfants sont trop pauvres, il les assistera.

Le devoir de contrôle.

Le devoir de protection de l'Etat se double d'un droit de contrôle. Nous ne pouvons admettre le principe énoncé en ces termes par Mirabeau : « Tout homme a le droit d'enseigner ce qu'il sait et même ce qu'il ne sait pas ... Enseigner est un genre de commerce. Le vendeur s'efforce de faire valoir sa marchandise, l'acheteur la juge et tâche de l'obtenir au plus bas prix. Le pouvoir public, spectateur et garant (!) du marché, ne saurait y prendre part, soit pour l'empêcher, soit pour le faire conclure. Il protège tout ce qui ne viole le droit de personne (!). Il n'est là que pour les laisser tous agir

librement et pour les maintenir en paix (1). » Si cette thèse n'était pas évidemment contradictoire, elle serait terriblement dangereuse. Comment l'Etat serait-il « garant » de l'enseignement, comment empêcherait-il de « violer le droit de personne » s'il laissait, par exemple, enseigner librement que le viol, l'assassinat et le pillage sont des actes parfaitement moraux? Et, sans aller jusqu'à une hypothèse aussi outrée, comment l'Etat français pourrait-il laisser enseigner dans ses écoles que le patriotisme est une duperie, le drapeau une loque et les soldats des assassins? Laisse-t-on la médecine et la pharmacie aux mains des charlatans et des aigrefins? Pourquoi y laisserait-on l'enseignement?

L'Etat devra donc contrôler la capacité de ceux qui enseignent et leur moralité. Il devra également, au point de vue matériel, exiger que l'hygiène soit respectée à l'école.

Il est relativement facile de se rendre compte si une salle a le cube d'air suffisant pour contenir un chiffre donné d'enfants. Il est possible de faire passer aux instituteurs des examens impartiaux qui révèlent leur science. Il n'est pas toujours aisé de déterminer la moralité d'un enseignement. Dans un Etat catholique, il suffira de se référer à la morale catholique. Mais, dans un Etat aréligieux, comment déterminer le patrimoine moral commun? Les sophistes grecs avaient l'habitude de poser cette question embarrassante : « A quel moment un homme devient-il chauve lorsqu'on arrache ses cheveux un à un? » On peut se demander, de même, à quel moment un enseignement devient immoral lorsqu'on en retranche successivement les principes de moralité.

(1) Mirabeau, *Travail sur l'éducation publique*, trouvé dans les papiers de Mirabeau l'aîné, publié par Cabanis, 1791.

L'Etat doit promouvoir l'enseignement.

Protéger est le rôle primordial de l'Etat, améliorer est sa fonction seconde et supplétive. En l'espèce, il peut la remplir de deux façons : soit en se faisant lui-même instituteur, soit en aidant l'initiative privée. L'idéal est qu'il agisse de façon à ce qu'on puisse, de plus en plus, se passer de ses services. L'Etat est une machine lourde, rigide et facilement oppressive. L'éducation est essentiellement l'œuvre de la famille. L'Etat n'a donc pas le droit d'imposer l'école de son choix ; il a le droit d'offrir ses services, à condition de se conformer à la volonté des parents.

Mais s'il n'a pas le droit de leur imposer son enseignement, il a celui de les obliger à instruire leurs enfants. Etant donné les conditions sociales modernes, l'instruction primaire est indispensable à qui veut sortir d'une situation précaire. Les familles qui négligent de la faire donner à leurs enfants sont aussi coupables que si elles laissaient atrophier un de leurs membres.

Cette obligation en entraîne une seconde. Si l'Etat doit contraindre les parents à faire instruire leurs enfants et si les parents ne peuvent faire les frais de cet enseignement, ces frais sont à la charge de l'Etat. En principe, il reste entendu que la famille doit garder ses charges et l'on ne conçoit pas plus l'enseignement gratuit à tous les degrés que le bureau de bienfaisance universel.

Ici se place une observation. Dans un Etat où existe la liberté d'enseignement, l'école libre est aussi légale que l'école laïque. Les subventions destinées aux enfants pauvres doivent aller également à ceux qui fréquentent l'une et l'autre. Dans le cas contraire, les contribuables qui envoient leurs fils à l'école libre paient deux fois : premièrement l'enseignement libre, deuxièmement l'enseignement public par leur participation obligatoire à l'impôt. Il en résulte une sorte de pressoir fiscal sur les pères de famille, qui est particulièrement lourde sur ceux qui sont peu fortunés.

Résumons les droits en présence et établissons-en la hiérarchie. Au premier rang se trouve le droit de l'enfant à la vie et à l'éducation. La nature lui a donné des parents qui sont ses éducateurs-nés. Le baptême l'a fait entrer dans une famille religieuse qui doit diriger son éducation surnaturelle et contrôler son éducation naturelle. Mais le foyer dans lequel l'enfant est venu au monde n'est pas un campement isolé de sauvages. Il fait partie d'une société civile qui doit protéger ses droits et améliorer sa situation. Ses membres sont tenus, en revanche, de collaborer à l'œuvre du bien public. Cette société doit donc suppléer à la négligence ou à l'impuissance possible de l'éducation familiale, qui garde, en principe, son autonomie. Elle doit contrôler la formation donnée aux futurs citoyens. Lorsque cette formation touche à des questions religieuses ou morales, le droit de l'Etat est limitée par celui de l'Eglise selon la frontière des deux pouvoirs, déterminée au chapitre précédent.

La déclaration des cardinaux, archevêques et évêques de France, publiée au mois d'août 1908, retrace dans son ensemble la thèse catholique : « Tout d'abord contrairement à la doctrine césarienne qui prétend que l'enseignement public est donné *exclusivement au nom de l'Etat*, nous vous

disons, nous, vos évêques, qu'il l'est, qu'il doit l'être principalement au vôtre.

« L'élève, l'enfant ne commence pas par appartenir à l'Etat, il est à vous. Quand il aura grandi, lorsqu'il aura pris son essor de citoyen, l'Etat alors lui demandera directement sa part de contribution au service du bien social. Mais, aussi longtemps qu'il n'est qu'un enfant, c'est de la famille qu'il relève tout; celle-ci, en l'élevant, continue de le mettre au monde. Que dans votre tâche d'éducation naturelle, l'Etat s'offre à vous aider, qu'il vous supplée, au besoin, soit ! Mais qu'il ne pense jamais à vous supplanter. Qu'il ouvre des écoles, qu'il rédige des programmes, qu'il indique quelles connaissances, au jugement des gens compétents, doivent être, comme il dit, « le viatique intellectuel nécessaire à la mise en valeur de la personne humaine, » nous l'acceptons ! Loin de nous de songer à lui contester le rôle qui est le sien, de diriger l'enseignement de manière à pourvoir soit aux besoins généraux de la société, soit à la plus grande utilité de ses membres. Ce que nous demandons, c'est qu'en toutes les formes de ses initiatives et de ses concours, il ne perde jamais de vue le droit primordial de la famille. L'Etat peut faire des maîtres d'école qui enseignent l'écriture, le calcul, l'histoire, la géographie, les sciences; *quant au maître d'école, en ce qui concerne la formation morale de l'enfant, c'est Dieu qui le fait*; et vous l'êtes, vous, pères de famille, par celui qui vous a fait pères. Là, encore, que l'Etat vous aide, qu'il vous fasse aider : qu'il n'ose pas se substituer.

« La sainte Eglise est la grande auxiliaire, d'institution divine, vous le savez, pères de famille chrétiens. *A partir du baptême auquel vous les avez librement présentés, vos enfants sont ses fils spirituels* et, en sa qualité de mère, elle réclame le droit de vous aider, elle aussi, à les élever, »

L'ENSEIGNEMENT NEUTRE.

Il nous reste à examiner une dernière question à la lumière de la doctrine catholique : L'enseignement public doit-il être neutre ?

L'Eglise applique sur ce point spécial la théorie générale de ses rapports avec l'Etat. L'Ecole publique idéale doit être religieuse comme l'Etat idéal. En bonne logique, on ne peut pas demander à l'Eglise d'enseigner une autre doctrine à moins de se renier elle-même et de proclamer qu'elle n'est pas certaine de posséder la vérité.

Aussi la thèse catholique n'a t-elle pas varié. Nous citerons quelques documents destinés à en montrer la parfaite homogénéité.

Pie IX proclamait la relation nécessaire entre la conduite des adolescents et l'éducation qu'ils ont reçue. Les études contemporaines sur la criminalité juvénile ne tendent pas à démentir ses conclusions. « Ce détestable mode d'enseignement séparé de la foi catholique et de la tutelle de l'Eglise..., écrit-il à l'archevêque de Fribourg, produira des effets plus funestes encore, s'il est appliqué aux écoles populaires; car, dans ces écoles, la doctrine de l'Eglise doit tenir la première place... La jeunesse est donc exposée au plus grand péril, lorsque, dans ces écoles, l'éducation n'est pas étroitement unie à la doctrine religieuse (1). » Léon XIII reprend la

(1) Lettre de Pie IX à l'archevêque de Fribourg, 14 juillet, 1864.

même idée et l'exprime avec force : « Séparer l'une de l'autre (l'instruction profane de l'éducation religieuse), c'est vouloir que, lorsqu'il s'agit d'un devoir envers Dieu, l'enfant reste neutre. Système mensonger et désastreux dans un âge si tendre, puisqu'il ouvre la porte à l'athéisme et la ferme à la religion... Il importe souverainement que des enfants, nés de parents chrétiens, soient de bonne heure instruits des préceptes de la religion et que l'enseignement, par lequel on a coutume de préparer l'homme et de le former dès le premier âge ne soit pas séparé de l'éducation religieuse (1). »

Dans plusieurs documents (Lettre au cardinal Gibbons, du 3 mai 1893; lettre aux évêques d'Autriche, en 1894, etc...), Léon XIII insiste sur ce sujet. Il lui donne tout son développement dans l'encyclique *Affari vos* adressée, le 8 décembre 1897, aux archevêques et évêques canadiens :

« Il ne saurait être permis à nos enfants d'aller demander le bienfait de l'instruction à des écoles qui ignorent la religion catholique ou qui la combattent positivement, à des écoles où sa doctrine est méprisée et ses principes fondamentaux répudiés. Que si l'Eglise l'a permis quelque part, ce n'a été qu'avec peine, à son corps défendant, et en entourant les enfants de multiples sauvegardes qui, trop souvent, d'ailleurs, sont reconnues insuffisantes pour parer au danger. Pareillement, il faut fuir à tout prix, comme très funestes, les écoles où toutes les croyances sont accueillies indifféremment et traitées de pair, comme si, pour ce qui regarde Dieu et les choses divines, il importait peu d'avoir ou non de saines doctrines, d'adopter la vérité ou l'erreur. Vous êtes loin d'ignorer, vénérables frères, que *toute école de ce genre a été condamnée par l'Eglise* parce qu'il n'y a rien de plus perni-

(1) Léon XIII, encycl. *Nobilissima Gallorum gens*.

cieux, de plus propre à ruiner l'intégrité de la foi et à détourner les jeunes intelligences du sentier de la vérité.

« De là, la nécessité d'avoir des maîtres catholiques, des livres de lecture et d'enseignement approuvés par les évêques et d'avoir la liberté d'organiser l'école de telle façon que l'enseignement y soit en plein accord avec la foi catholique ainsi qu'avec tous les devoirs qui en découlent. Au reste, de voir dans quelles institutions seront élevés les enfants, quels maîtres seront appelés à leur donner des préceptes de morale, c'est un droit inhérent à la puissance paternelle. Quand donc les catholiques demandent — et c'est leur devoir de le demander et de le revendiquer — que l'enseignement des maîtres concorde avec la religion de leurs enfants, ils usent de leur droit. Et il ne se pourrait rien de plus injuste que de les mettre dans l'alternative ou de laisser leurs enfants croître dans l'ignorance ou de les jeter dans un milieu qui constitue un danger manifeste pour les intérêts suprêmes de leurs âmes...

.....

« Sans religion, point d'éducation morale digne de ce nom ni vraiment efficace, attendu que la nature même et la force de tout devoir dérivent de ces devoirs spéciaux qui relient l'homme à Dieu, à Dieu qui commande, qui défend et qui oppose une sanction au bien et au mal. C'est pourquoi, vouloir des âmes imbues de bonnes mœurs et les laisser en même temps dépourvues de religion, c'est chose aussi insensée que d'inviter à la vertu après en avoir ruiné la base. »

Ces dernières paroles sont le langage même du bon sens. Elles condamnent irrévocablement l'école sans Dieu et les prétendues morales, dites morales laïques ou morales indé-

pendantes — sans doute parce qu'elles sont indépendantes de la raison, ayant tenté de réaliser cette gageure : enseigner des préceptes auxquels manquent, à la fois, la base et la sanction.

Cependant il peut se présenter des situations de fait qui mettent les parents chrétiens dans l'alternative de laisser leurs enfants dans l'ignorance ou de les envoyer à l'école neutre. Cela se produit dans les pauvres communes dont les habitants n'ont pas les ressources suffisantes pour créer une école libre. La loi, qui les oblige à faire instruire leurs enfants, les oblige, par le fait même, à les confier à l'instituteur laïque — car ces pauvres gens ne peuvent guère leur assurer au foyer une instruction suffisante.

Quelle conduite devront-ils adopter? Si vraiment il leur est impossible d'envoyer leurs fils dans une école chrétienne, ils pourront utiliser l'école neutre. Cette solution résulte à *contrario* de cet alinéa de la déclaration des évêques de France: « Ajoutons que, vu les circonstances où nous sommes jetés, *si vous avez la possibilité*, pour faire élever vos enfants, *de choisir* entre plusieurs écoles, la conscience vous fait un devoir de préférer celle qui donnera le plus de garanties au respect de tous vos droits. »

Mais cette permission ne s'appliquera pas dans tous les cas. Il faudra que l'école reste vraiment neutre et que l'instituteur s'abstienne de toute attaque contre la religion et la morale. Il appartient aux parents de s'en assurer : « En toute hypothèse, vous surveillerez l'école publique, employant *d'abord* tous les moyens *légaux* pour la maintenir dans l'observation de ce que, à défaut d'une expression meilleure, nous appellerons l'honnête neutralité. Que si, ce qu'à Dieu ne plaise, elle s'obstinait à être un péril pour la foi de vos enfants, vous devriez — nous ne cesserons de vous le rappeler et de vous sou-

tenir dans la défense de vos droits — vous devriez leur en interdire l'accès, *au prix des suites quelconques pouvant résulter de l'acte de conscience* que vous auriez ainsi accompli en bons Français et en bons chrétiens. »

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION SCOLAIRE FRANÇAISE DEPUIS LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Pendant le cours de l'Ancien Régime, les principes fondamentaux de la société française furent, dans leur ensemble, conformes à la doctrine catholique. Il y eut des luttes nombreuses et fort vives entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux sur l'étendue et, même, sur l'origine de leurs domaines respectifs. Il y eut aussi des abus et des actes d'oppression du pouvoir royal vis-à-vis des individus. Mais nous n'avons pas à envisager les faits. Nous examinons seulement les théories enseignées et nous devons reconnaître que les idées touchant à l'origine divine du pouvoir, au caractère et à la mission de l'Eglise, à la constitution de la famille à la dignité spirituelle de l'âme humaine, étaient professées par l'Etat français d'une façon conforme, au moins théoriquement et en général, à la thèse catholique.

Nous sommes les premiers à proclamer que tout ne fut pas parfait dans les rapports des individus avec l'Etat. Mais nous demandons que l'on veuille bien reconnaître l'immense progrès accompli depuis l'avènement du christianisme. Même aux époques où régnait politiquement la Monarchie absolue, les individus ont toujours pu se réclamer de cette Constitution religieuse qu'était la Doctrine catholique. Ses enseignements et ses préceptes étaient au-dessus de l'arbitraire des princes. Ceux-ci pouvaient les violer par des exactions passagères. Ils ne pouvaient ni les abolir, ni les prescrire au

profit de la Doctrine du Bon Plaisir. L'Eglise a défendu la distinction des Pouvoirs contre Luther, Zwingle et les princes allemands; elle a maintenu, en outre, l'indissolubilité du mariage contre Henri VIII. Son attitude inébranlable a pu lui coûter la perte de régions entières, arrachées à son influence; elle lui a évité la perte d'un seul principe. Et, lorsqu'on croit avoir la promesse de l'Eternité, on ne peut hésiter entre une idée et cent intérêts. La ruine des doctrines est la seule irréparable. Le mouvement de renaissance catholique qui se manifeste dans les pays protestants démontre qu'à notre époque d'anarchie intellectuelle et morale, la principale force d'attraction de l'Eglise romaine vient de ce qu'elle a conservé intact le dépôt de la Vérité et de l'Ordre.

Notre droit public français n'est plus fondé sur le principe de la conformité avec la sociologie catholique. Il a conservé cependant certaines traces de l'ancienne alliance. Nous allons examiner sa conception de l'individu, de la famille, de l'Eglise.

LA DOCTRINE POLITIQUE DES « DROITS DE L'HOMME »

Les rapports de l'individu et de l'Etat sont traités dans la *Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen* (1). Bien que ce texte ait été suivi de plusieurs autres et n'ait été ni

(1) Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, votée en août 1789 par la Constituante, placée en tête de la Constitution de 1791. :

« 1. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

« 2. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

« 3. — Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

« 4. — La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. A nsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qu'

reproduit, ni cité dans les lois constitutionnelles de 1875, il

assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

« 5. — La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché et nul ne peut être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne pas.

« 6. — La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

« 7. — Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent expédient, exécutent ou font exécuter des actes arbitraires doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

« 8. — La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires. Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée.

« 9. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

« 10. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

« 11. — La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

« 12. — La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

« 13. — Pour l'entretien de la force publique et les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

« 14. — Tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

« 15. — La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

« 16. — Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

« 17. — La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul n'en peut être privé,

continue cependant à faire autorité. Cette charte, dit M. Esmein, « a été en quelque sorte définitive; ses articles ont promptement pénétré dans les esprits et sont devenus des axiomes courants pour la conscience française. C'est à elle que l'on songe toujours lorsqu'on parle des Droits de l'homme et du citoyen : elle est pour nous la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen par excellence et c'est toujours elle que l'on désigne par ces termes employés sans aucune addition. Les déclarations postérieures, n'ayant point eu le même retentissement et la même importance historique, ont été en réalité des répétitions inutiles d'une proclamation déjà faite et qu'elles ne pouvaient faire oublier. Aussi ces déclarations de 1793 et de l'an III sont presque des curiosités de notre histoire constitutionnelle; elles n'ont laissé aucune empreinte dans la mémoire nationale, tandis que celle de 1789 subsiste comme un titre toujours respecté. Elle n'a rien perdu de sa force par suite des révolutions politiques, car ce n'est qu'une déclaration de principes et les principes, lorsqu'ils sont vrais et acceptés par l'esprit public, peuvent être méconnus, mais non effacés par des textes de lois (1). »

La déclaration n'est donc pas un texte de législation positive, mais plutôt la formule doctrinale de notre droit public.

Dans son ensemble, elle règle les rapports de l'individu et de la société d'une façon conforme à la doctrine catholique. C'est ce qui a permis d'écrire la formule connue : « La Déclaration des droits de l'homme est la transcription politique de l'Evangile. »

Le rôle de l'Etat, que saint Thomas résume dans ce triple devoir : instituer, conserver, augmenter le bien social, est

si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

(1) Esmein, *Éléments de droit constitutionnel*, p. 396-397.

pour la Déclaration « la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ». Il y a une parenté évidente entre les deux idées. Cette garantie de la liberté individuelle et de sa condition, la propriété, est conforme à la pensée de l'Eglise. Il en est de même pour la conception de la nécessité de l'Autorité et de sa mission : elle a pour but la sauvegarde du Bien public et s'exerce dans l'intérêt général et non dans celui de ses détenteurs. Le souci de l'humanité dans la répression pénale exprimé aux articles 8 et 9 est également inspiré par le christianisme. En revanche, certains passages sont susceptibles d'une interprétation opposée aux enseignements de l'Eglise. L'article 3 est même inadmissible pour un catholique. Il déclare : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. » Nous savons que tout pouvoir vient de Dieu. Si, d'après Suarez, Bellarmin et beaucoup d'autres théologiens, il appartient au peuple de *désigner les détenteurs* de l'autorité, il ne s'ensuit nullement que cette désignation doive toujours être expresse.

La Déclaration nous dit (article 4) que les bornes des droits naturels « ne peuvent être déterminées que par la loi ». Elle ajoute (article 5) que « la loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société ». Ce dernier passage fait supposer que l'on reconnaît une doctrine morale supérieure à la légalité et ne se confondant pas avec elle. Malheureusement, rien ne nous dit quelle est cette doctrine morale et sur quels principes l'établir. Aux articles 10 et 11, la Déclaration prévoit que la liberté ne peut aller jusqu'à l'anarchie et à la violation de l'ordre. Mais il s'agit de savoir si cet ordre est fondé sur le hasard d'une majorité changeante ou sur la

volonté d'un Créateur éternel. En un mot, il semble que les hommes de 89 ont conservé presque toutes les conclusions du christianisme sans avoir voulu en poser les principes.

LA FAMILLE DANS LE CODE CIVIL.

Passons maintenant à notre législation civile et voyons la charte qu'elle donne à la famille. Le Code reconnaît qu'elle est la véritable cellule sociale et protège son existence au double point de vue matériel et moral. Malheureusement, le divorce fait une brèche importante dans l'édifice.

L'idée de parenté légitime et la défaveur, persistante quoique amoindrie, avec laquelle sont encore traités les enfants dont l'origine est irrégulière, impliquent la reconnaissance de la nécessité des foyers stables. Il ne s'agit pas de punir les enfants naturels ou adultérins pour une faute qu'ils n'ont pas commise. Il est bon de les aider et de les protéger contre les périls qui les menacent plus que d'autres. Mais il est non moins indispensable de proclamer que l'ordre familial doit être respecté. La loi ne saurait considérer de la même façon les foyers où se perpétuent les traditions de moralité, de travail et de dévouement à la chose publique et les unions de hasard, qu'un caprice a formés et qu'un caprice peut dissoudre.

Le Code civil a sanctionné l'unité de la famille au point de vue matériel en instituant : 1^o des droits alimentaires réciproques, 2^o des droits successoraux réciproques, 3^o des droits d'administration et de jouissance légale au profit des parents et du mari.

Il a consacré un titre entier à la puissance paternelle. L'enfant doit à ses parents honneur et respect. Ils ont autorité sur lui jusqu'à sa majorité ou son émancipation et peu-

vent, jusqu'alors, lui refuser l'autorisation de quitter la maison paternelle. Il ne peut, jusqu'à 21 ans, se marier sans le consentement de ses parents. S'il se conduit mal, son père en est civilement responsable. En revanche, le père peut faire incarcérer son enfant sur un simple ordre écrit du président du tribunal. Cet ordre ne peut être refusé si l'enfant a moins de 16 ans.

Le mariage est monogamique. Il a emprunté beaucoup de ses caractères à la législation canonique. Mais la loi de 1884 sur le divorce a introduit dans la famille la polygamie successive. Le nombre des divorces n'a cessé de croître avec régularité. On réclame déjà « l'élargissement des dispositions » actuelles. Les partisans de ces réformes audacieuses sont d'autant plus forts contre les tenants du *statu quo* qu'ils leur empruntent leur propre argumentation et se réclament du fameux « droit au bonheur » que nous connaissons déjà. Le divorce judiciaire est une solution hybride qui doit retourner à l'indissolubilité ou évoluer définitivement vers l'union libre.

LA LAÏCISATION DU DROIT PUBLIC.

Depuis la loi du 9 décembre 1905, l'Eglise catholique n'a plus d'existence légale en France :

« Art. 1^{er}. — La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public.

« Art. 2. — La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte... »

L'idée est celle-ci : liberté aux individus de croire ce qu'ils veulent et de célébrer le culte qu'ils jugent convenable, mais ignorance par l'Etat de toute personne morale distincte des

dits individus et constituant une société religieuse, une Eglise.

A la vérité, l'article 4 prévoyait bien la constitution d'associations qui auraient valablement reçu et administré les biens ecclésiastiques en veillant à la célébration du culte. Mais ces associations étaient autant de personnes morales indépendantes; rien ne sanctionnait légalement l'unité de l'Eglise catholique. Un passage de l'article 4 stipulait, cependant, que les dites associations devaient « se conformer aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposaient d'assurer l'exercice ». Une des principales « règles d'organisation générale » du culte catholique est que les curés sont soumis aux évêques et les évêques au pape. On aurait pu voir là une reconnaissance voilée de la hiérarchie catholique. Mais l'article 8 décidait que lorsque les biens ecclésiastiques seraient « réclamés par plusieurs associations formées pour l'exercice du même culte, l'attribution qui en aurait été faite par les représentants de l'établissement (celui dont provenaient les biens) ou par décret pourrait être contestée devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, lequel prononcerait en tenant compte de toutes les circonstances de fait. » C'était donc la juridiction administrative, et non la hiérarchie religieuse, qui statuait en dernier ressort sur l'orthodoxie des associations en cause.

La loi, selon la volonté du pape, ne fut pas acceptée par les catholiques qui ne formèrent pas d'associations cultuelles. Une loi du 2 janvier 1907 vint régler l'attribution des biens ecclésiastiques. Depuis sept ans, l'Eglise catholique ne possède en France aucun statut légal. Ses prêtres sont, dans les édifices du culte, des occupants sans titre juridique et cette situation ne manque pas d'engendrer de nombreuses difficultés.

L'esprit de laïcisme s'était déjà manifesté par la loi du

1^{er} juillet 1901 sur une question qui intéresse moins directement la constitution essentielle de l'Eglise, mais qui a des rapports étroits avec le sujet de l'enseignement : la question du droit d'association. Jamais une loi n'a plus nettement distingué deux catégories de citoyens : ceux qu'elle entend favoriser et ceux qu'elle frappe, au contraire, de *capitis deminutio*.

S'agit-il d'une association de laïques ? L'article 2 lui permet de « se former librement sans autorisation, ni déclaration préalable ». Pour jouir de la capacité juridique, elle n'aura qu'à remplir des formalités de publicité.

S'agit-il, au contraire, d'une congrégation religieuse ? L'article 13 déclare qu'aucune ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement. Elle ne pourra fonder aucun établissement nouveau qu'en vertu d'un décret rendu en conseil d'Etat. La dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout établissement pourront être prononcées par décret rendu en conseil des ministres. »

Tout le titre III de la loi renferme des mesures de police inventoriant les personnes et les biens de la congrégation menaçant d'amende et de prison les congréganistes qui auront essayé de se reformer et même « toutes les personnes qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute, en consentant l'usage d'un local dont elles disposent ».

L'article 14 interdisait à tout congréganiste non autorisé de diriger un établissement d'instruction.

Il a été rendu inutile par la loi du 7 juillet 1904 qui est devenue interdire complètement l'enseignement aux congréganistes, autorisés ou non.

Dans le même ordre d'idées, les ecclésiastiques se sont vu refuser l'accès du concours d'agrégation (1).

Il y a une contradiction flagrante entre la prétention de « ne reconnaître aucun culte » et les mesures d'exception prises contre des citoyens en leur qualité de ministres d'un culte. Il y a une violation non moins flagrante de la Déclaration des Droits de l'Homme qui déclare que « la loi doit être la même pour tous »; que « la communication de la pensée est un des droits les plus précieux de l'homme »; que « nul ne peut être inquiété pour ses opinions même religieuses », et les lois qui s'en prennent à une catégorie de citoyens, en raison de leur seule profession religieuse et leur interdisent non seulement d'instruire la jeunesse, mais encore de vivre en commun dans le labeur de leurs bibliothèques ou le recueillement de leurs cloîtres.

Ce n'est pas le droit d'association que l'on poursuit. On l'accorde libéralement aux laïques, voire aux révolutionnaires de la Confédération Générale du Travail, voire aux philosophes politiques de la Maçonnerie. C'est le droit d'association *mis au service du catholicisme*, c'est le catholicisme lui-même que l'on veut atteindre. Telle est la tendance réelle de notre droit public qui dissimule derrière une neutralité de façade la guerre d'une doctrine contre une autre doctrine, la lutte du matérialisme contre le christianisme.

Telle est l'inspiration que nous allons retrouver dans les origines et le développement de notre législation scolaire.

J.-J. ROUSSEAU ET L'ÉDUCATION.

Rousseau a exposé dans l'*Emile* sa doctrine de l'éducation. Elle découle de son opinion sur l'excellence naturelle

(1) Arrêt du Conseil d'État, 10 mai 1912 : affaire Bouteyre. — Cf. *Gazette des Tribunaux* du 24 mai 1912. Voir à l'*Appendice*.

de l'homme. Pour faire de l'enfant un être bon, il suffira de l'isoler, de le préserver de tout contact avec les hommes et les idées reçues. Rousseau proscrit l'étude de l'histoire et l'usage même des livres pendant les quinze premières années de la vie. De douze à quinze ans, son précepteur lui suggérera des idées par la méthode socratique. L'enseignement sera une perpétuelle leçon de choses. Emile apprendra un métier manuel. A partir de quinze ans, on s'avisera d'entreprendre l'éducation de ses sentiments et vers la dix-huitième année, la profession de foi du vicaire savoyard lui révélera l'existence des idées religieuses.

Une pareille conception pédagogique ne pouvait avoir une influence sérieuse sur des législateurs, même sur ceux de la période révolutionnaire que les utopies n'ont point effrayés. M. Compayré nous en donne les motifs : « On a souvent répété que les vrais disciples de Rousseau étaient les hommes de la Révolution. Cette pensée banale est vraie en matière politique : elle l'est beaucoup moins pour l'art de l'éducation. Il semblerait, au premier abord, que l'*Emile* qui prétendait tout renouveler dans les méthodes d'instruction dût nécessairement devenir le code pédagogique d'une époque qui voulait tout changer dans l'ordre social. Mais l'éducation d'Emile, on s'en souvient, est une éducation exceptionnelle, une éducation de luxe, qui, à supposer qu'elle fût bonne, ne saurait du moins convenir qu'à quelques privilégiés. La Révolution avait à cœur de populariser les lumières : que lui importait un système où il fallait trouver autant de précepteurs qu'il y a d'élèves ? Elle avait hâte d'atteindre son but : l'éducation négative, avec ses lenteurs, n'était pas son fait. Elle prêchait la fraternité, la vie sociale régénérée : Rousseau, au contraire, tendait à une sorte d'isolement antisocial. La Révolution, enfin, avait à compter avec les difficultés

d'une organisation réelle : Rousseau, se jetant en plein dans la chimère, ne faisait qu'arranger, au gré de sa fantaisie, les combinaisons d'un plan idéal. La critique la plus vive de l'*Emile*, c'est précisément celle que les faits se sont chargés de lui adresser, c'est sa stérilité pratique. Parue trente ans avant 1789, l'œuvre de Rousseau ne s'est pas trouvée en état de fournir un plan d'études aux hommes de la Révolution (1). »

LES VÉRITABLES PRÉCURSEURS DU LAÏCISME.

C'est ailleurs qu'il faut chercher les origines de notre législation scolaire et plus particulièrement celles de son esprit « laïque ». M. Compayré les découvre dans la mentalité des magistrats, continuateurs des légistes de Philippe le Bel, qui menèrent la lutte contre les Jésuites sous le règne de Louis XV. « La révolution de 1762, dit-il, c'est-à-dire l'expulsion des Jésuites, marque une date mémorable dans l'histoire de la pédagogie française. Après avoir rivalisé d'ardeur et d'énergie pour obtenir la déchéance de l'ordre qui, depuis deux siècles, avait la haute main sur l'éducation de la jeunesse, les parlements mirent vigoureusement la main à l'œuvre pour remplacer ce qu'ils avaient supprimé : « Le besoin est urgent, disait le rapporteur du Parlement de Grenoble, l'occasion est unique...; nous sommes dans un moment de crise, il faut le saisir ou tout est perdu sans retour (2). » Dans le seul ressort de la Cour de Paris, il y avait 38 collèges à pourvoir de maîtres et d'administrateurs. Mais en même temps qu'on improvisait des professeurs pour parer aux néces-

(1) Compayré, *Histoire critique des doctrines de l'éducation*, 2^e vol., p. 133.

(2) Mémoire du Parlement de Grenoble, pour lui demander l'établissement d'une université à Grenoble et la suppression de celles d'Orange et de Valence et p. 50-55.

sités du moment, il fallait établir des règlements nouveaux, il fallait donner un corps à ce rêve que tant de nobles esprits caressaient d'une éducation *nationale* qui le conformât aux intérêts et aux besoins de la société *civile* et qui fût, désormais, exempte des vices reprochés à l'ancienne éducation. Les Jésuites semblaient bannis à jamais. Une ère nouvelle s'ouvrait. Dans leurs essais de réorganisation, comme dans leurs écrits de polémique, les parlementaires éminents de 1762 recommencèrent avec éclat les inutiles combats de la magistrature du *xvii^e* siècle; ils reprirent non sans, enthousiasme, l'œuvre interrompue du jansénisme. « *C'est dans leurs œuvres sincères et honnêtes, quoiqu'un peu passionnées, qu'il faut chercher les origines de l'esprit laïque dans l'éducation moderne* et les véritables commencements de l'Université française du *xix^e* siècle (1). »

Il est, en effet, remarquable de constater non seulement la ressemblance, mais l'identité des attaques faites en 1762 contre l'enseignement congréganiste et de celles que nous avons entendues contre lui au temps où Waldeck-Rousseau et M. Combes menaient la bataille. On reproche aux religieux d'avoir un chef à Rome et un intérêt distinct de l'intérêt national (2). On les tient pour incapables d'enseigner les vertus domestiques parce qu'ils ont volontairement renoncé à fonder une famille pour leur propre compte. Tels sont les griefs formulés par La Chalotais et ses amis et repris par les anticléricaux de notre époque. Rolland, membre du Parlement de Paris, félicite l'Université d'exclure tout religieux

(1) Compayré, *op. cit.*, 2^e vol., p. 207.

(2) Il est à remarquer que, soit la Maçonnerie, soit la C. G. T., soit le Parti socialiste (*Section française de l'Internationale ouvrière*), ces organisations auxquelles appartiennent bon nombre des membres de l'enseignement public, ont des attaches à l'étranger et des intérêts distincts de l'intérêt national.

de l'enseignement : « Par là, dit-il, l'Université, si elle se prive de quelques sujets distingués que les cloîtres pourraient lui fournir, est, du moins, sûre de ne pas admettre dans son sein des préjugés d'école, des jalousies dangereuses, des opinions étrangères et une foule importune d'hommes médiocres, d'autant plus difficiles à conduire que, indépendamment des chefs de l'Université, ils ont encore d'autres supérieurs et une autre dépendance (1). » Ledit règlement universitaire fut confirmé par des lettres patentes du 10 août 1776. On excluait du concours des agrégés, *tout maître ès arts qui aurait fait ses études sous des réguliers* (2). L'exclusion des ecclésiastiques par les circulaires en vigueur actuellement n'est-elle pas la reproduction — moins sévère — de cette mesure ?

L'idée même du monopole de l'Université laïque était en germe dans l'esprit des parlementaires. C'est l'avis qu'exprima M. Dubois, directeur de l'Ecole Normale, dans un discours qu'il prononça en 1847 : « *Séculariser l'enseignement, le soumettre à l'unité de doctrines et de méthodes, sous la discipline d'une hiérarchie civile recevant et imprimant partout la souveraine impulsion de l'Etat*, ce n'est pas, comme on le croit généralement, une pensée née d'inspiration et d'élan dans la crise de 1789... Richelieu l'avait couvée, dit-on (?), dans sa tête puissante. D'Aguesseau la rêvait silencieusement en contemplant la triste décadence des universités et, dès 1730, il en laissait échapper comme un premier indice dans les lettres qui instituaient l'Université de Douai. Mais ce n'était là qu'un germe solitaire, déposé dans quelques esprits. Trente ans plus tard, on le vit soudainement éclore. De savants et patriotes magistrats, les Guyton de Morveau à

(1) *Recueil de plusieurs ouvrages du président Rolland*, Paris, 1783, p. 27.

(2) Cf. Compayré, *op. cit.*, 2^e vol., p. 237, note 2.

Dijon, les Monclaret, les Saissin à Grenoble, les La Chalotais à Rennes, Les Laverdy et les Rolland à Paris, entraînent à leur suite leurs compagnies tout entières : l'idée d'une réforme et d'un plan général d'éducation se dessine, s'arrête dans une suite d'enquêtes, de comptes rendus, d'arrêts admirables qui se succèdent, non pour détruire, mais pour fonder. On interroge toutes les traditions; les universités, les écrivains proposent leurs plans et, de tout ce travail de la pensée publique, la magistrature parisienne fait sortir chaque jour quelque salubre et féconde mesure. Le Conseil du roi, entraîné par le même mouvement, les consacre par des édits souverains (1). »

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que ce mouvement d'opinion ne dépassait pas certains cercles assez étroits. Il n'atteignait pas les classes populaires et restait le fait d'une bourgeoisie dont le principal souci n'était point l'instruction des « gens du commun ».

« Le bien de la société, écrit La Chalotais, demande que les connaissances du peuple ne s'étendent pas plus loin que ses occupations. Les Frères de la Doctrine chrétienne, qu'on appelle Ignorantins, sont survenus pour achever de tout perdre : ils apprennent à lire et à écrire à des gens qui n'eussent dû apprendre qu'à dessiner et à manier le rabot et la lime, mais qui ne veulent plus le faire. Ce sont les rivaux ou les successeurs des Jésuites (2). »

(1) *Mémorial de l'Association des anciens élèves de l'École Normale*, p. 5; Versailles, 1877.

(2) La Chalotais, *Essai d'éducation nationale*, p. 25.

LA CONSTITUANTE.

Mirabeau.

Le premier en date des hommes de la Révolution qui ont écrit sur l'enseignement est Mirabeau. Son *Travail sur l'instruction publique* fut trouvé dans ses papiers après sa mort et publié par son ami Cabanis en 1791. De tous les projets qui ont été élaborés pendant cette période, le sien est le plus modéré.

Il proclame la nécessité d'une instruction primaire : « Ceux qui veulent que le paysan ne sache ni lire ni écrire se sont fait, sans doute, un patrimoine de son ignorance, et leurs motifs ne sont pas difficiles à apprécier. Mais ils ne savent pas que lorsqu'on fait de l'homme une bête fauve, l'on s'expose à le voir à chaque instant se transformer en bête féroce. Sans lumières, point de morale. Mais à qui donc importe-t-il de les répandre, si ce n'est au riche ? La sauvegarde de ses jouissances n'est-ce pas la morale du peuple ? Par l'influence des lois, par celle d'une bonne administration, par les efforts que doit inspirer à chacun l'espoir d'améliorer le sort de ses semblables, hommes publics, hommes privés, efforcez-vous donc de répandre en tous les lieux les nobles fruits de la science. Croyez qu'en dissipant une seule erreur, en propageant une seule idée saine, vous aurez fait quelque chose pour le bonheur du genre humain, et, quel que vous soyez, c'est par là seulement, n'en doutez pas, que vous pouvez assurer le vôtre (1). » Cependant, il repousse l'idée de l'obligation :

(1) Mirabeau, *Travail sur l'instruction publique*, p. 35.

« La société n'est pas en droit de la prescrire (l'instruction) comme un devoir... La puissance publique n'a pas le droit de franchir à l'égard des membres du corps social les bornes de la surveillance contre l'injustice et de la protection contre la violence. » Il proposait seulement d'exiger, dans l'avenir, que les éligibles sachent lire et écrire. Nous avons cité précédemment l'opinion exagérée et quasi anarchique qu'il se faisait de la liberté d'enseignement. Logique avec ses principes, il est le seul des révolutionnaires qui ait permis l'enseignement aux congrégations religieuses. Il se borne à tenir pour inexistants leur caractère congréganiste : « Lorsque les congrégations religieuses se trouveront chargées des collèges, le pouvoir public considérera leurs membres comme de simples individus et l'autorité de leurs chefs sera nulle dans tous les objets relatifs à l'éducation. » Au rebours de Napoléon, il repousse l'idée d'un corps universitaire hiérarchisé : « Les universités ne forment plus de corps. Il n'existe entre les différents collèges ou écoles que les liaisons qui doivent se former naturellement entre les dépositaires et les propagateurs des connaissances utiles (1) ».

L'enseignement supérieur est dispensé par un lycée national unique, « qui procurera à l'élite de la jeunesse française le moyen de terminer son éducation ».

Talleyrand.

Pendant les derniers jours de l'Assemblée constituante, les 10 et 11 septembre 1791, Talleyrand donna lecture de son mémoire sur l'instruction publique. Il était trop tard pour le discuter; l'Assemblée en renvoya l'examen à celle qui devait lui succéder, mais en vota l'impression. L'ouvrage dé

(1) Mirabeau, *op. cit.*, art. 17 du titre II.

butait par de vives critiques de la méthode d'éducation de l'Ancien Régime et proclamait la nécessité d'une réforme. La loi, étant désormais l'œuvre du peuple, ne peut être à la merci de son ignorance.

Tout le monde peut enseigner. Le monopole de l'Etat n'existe pas; il n'existe pas même de corps universitaire. Seuls les ordres religieux, frappés d'une incapacité spéciale, ne peuvent ouvrir des écoles. La base de l'enseignement peut se résumer en ces trois idées : apprendre à connaître, à aimer, à servir la Constitution. L'éducation morale vient ensuite. Il est à noter que la morale dont il s'agit est une véritable morale laïque qui n'appartient en propre à aucune confession. Talleyrand la célèbre en ces termes : « Il faut apprendre à se pénétrer de la morale qui est le premier besoin de toutes les constitutions... Il faut qu'on l'enseigne comme une science véritable dont les principes seront démontrés à la raison de tous les hommes, à celle de tous les âges : c'est par là seulement qu'elle résistera à toutes les épreuves. On a gémi longtemps de voir les hommes de toutes les nations, de toutes les religions, la faire dépendre exclusivement de cette multitude d'opinions qui les divisent. Il en est résulté de grands maux : car, en la livrant à l'incertitude, souvent, même, à l'absurdité, on l'a nécessairement compromise; on l'a rendue versatile et chancelante. Il est temps de l'asseoir sur ses propres bases; il est temps de montrer aux hommes que, si de funestes divisions les séparent, ils ont du moins dans la morale un rendez-vous commun où ils doivent tous se réfugier et se réunir. Il faut donc en quelque sorte la détacher de tout ce qui n'est pas elle, pour la rattacher ensuite à ce qui mérite notre assentiment et notre hommage... Ce changement est simple, il ne blesse rien; surtout il est possible. Comment ne pas voir, en effet, que, abstraction faite de tout système, de

toute opinion, et *en ne considérant les hommes que dans leurs rapports avec les autres hommes*, on peut leur enseigner ce qui est bon, ce qui est juste, le leur faire aimer, leur faire trouver du bonheur dans les actions honnêtes, du tourment dans celles qui ne le sont pas? »

Etablir une morale, abstraction faite de toute philosophie, « *en ne considérant les hommes que dans leurs rapports avec les autres hommes* », n'est-ce pas la conception essentielle du laïcisme? N'est-ce pas aussi son irrémédiable lacune de vouloir résoudre un problème après en avoir effacé les données (1) ?

Cet exposé du principe de la laïcité fait, à notre avis, le principal intérêt du rapport de Talleyrand. Comme nous n'étudions que le droit de l'Etat dans l'enseignement, nous négligerons les mesures d'organisation technique et nous noterons seulement que Talleyrand, partisan de la gratuité pour les écoles primaires n'en accordait le bénéfice qu'aux bourgeois dans les établissements secondaires et supérieurs.

LA LÉGISLATIVE

Condorcet.

Le rapport de Condorcet, présenté en avril 1792, est le seul qu'eût à connaître l'Assemblée législative. Il débute

(1) Il est exact qu'il y a une morale naturelle antérieure aux prescriptions de la religion révélée. Mais elle repose sur la connaissance de Dieu et de sa volonté. On nous accordera cette vérité, digne de la Palisse, à savoir que les hommes sont les composants de l'humanité. Comment enseigner ce que doivent être « leurs rapports avec les autres hommes » sans admettre qu'un architecte a combiné la nature humaine en vue d'un plan général de la société? Le plan ne peut exister sans architecte, et si le plan n'existe pas, chacun des composants est libre de se faire à lui-même sa morale indépendante et anarchique. Hors du spiritualisme, pas de morale possible, car il manque à la Loi un législateur et un juge. Sous prétexte de « détacher la morale de tout ce qui n'est pas elle », il ne faut pas la réduire à de vagues préceptes sans fondements.

par un exposé des motifs où il est dit que la République postule l'instruction des citoyens, qu'un illettré est dans un état de déplorable infériorité sociale, que l'instruction est moralisatrice par elle-même, car elle remplace la sensation par l'idée, la bouteille par le livre.

Condorcet voit dans l'instruction publique un moyen de perfectionnement illimité. Matérialiste, il ne croit pas à l'immortalité de l'âme, mais à une sorte de progrès perpétuel de la race humaine : « Si le perfectionnement indéfini de notre espèce, dit-il, est, comme je le crois, une loi générale de la nature l'homme ne doit plus se regarder comme un être borné à une existence passagère et isolée, destiné à s'évanouir après une alternative de bonheur et de malheur pour lui-même, de bien et de mal pour ceux que le hasard a placés près de lui; il devient une partie active du grand tout et le coopérateur d'un ouvrage éternel. Dans une existence d'un moment, sur un point de l'espace, il peut par ses travaux embrasser tous les lieux, se lier à tous les siècles et agir longtemps encore après que sa mémoire a quitté la terre (1). »

L'instruction sera donc gratuite à tous les degrés et obligatoire. Les deux sexes la recevront ensemble dans des écoles mixtes. Elle sera donnée par l'Etat. Mais il importe de faire une distinction. L'instruction est l'enseignement de connaissances positives et certaines. L'éducation est la tradition d'un ensemble de croyances politiques et religieuses. La première seule est du ressort de l'Etat; l'éducation reste entièrement libre. « La puissance publique, dit Condorcet, ne peut pas établir un corps de doctrine qui doive être enseigné exclusivement... Aucun pouvoir public ne doit avoir l'autorité, ni même le crédit d'empêcher le développement

(1) Condorcet, *Œuvres complètes*, t. VII, p. 183.

des vérités nouvelles, l'enseignement des théories contraires à sa politique ou à ses intérêts momentanés (1). » Il entend faire respecter le droit de la famille, la liberté des opinions et la conscience religieuse : « Si l'on entend qu'il faut enseigner la constitution comme une doctrine conforme aux principes de la raison universelle ou exciter en sa faveur un aveugle enthousiasme qui rende les citoyens incapables de juger ; si on leur dit : Voilà ce que vous devez adorer et croire, alors c'est une espèce de religion politique que l'on veut créer c'est une chaîne que l'on prépare aux esprits et on viole la liberté dans ses droits les plus sacrés, *sous prétexte d'apprendre à la chérir* (2). »

Pour assurer cette indépendance de l'enseignement, Condorcet rêvait même que les professeurs publics fussent à l'abri de l'influence gouvernementale. Il faisait de leur corporation un organisme autonome qui se recrutait lui-même.

LA CONVENTION.]

Lanthenas.

Les premiers rapports présentés à la Convention sur la question de l'enseignement étaient empreints de libéralisme. Celui de Lanthenas, déposé le 12 décembre 1792 (3), garantit, mais n'impose pas une éducation commune à tous les Français : « La société, dit l'article 22 du projet, doit favoriser de tout son pouvoir le progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée des citoyens. »

Lakanal.

Le 26 juin 1793, Lakanal présente un travail rédigé au nom du « comité d'instruction publique » où siégeaient Sieyès et

(1) Condorcet, *Œuvres*, t. VII, p. 207.

(2) *Ibid.*, p. 212

(3) Cf. le *Moniteur universel* des 15, 16, 19, 20, 22 déc. 1792.

Daunou : « La loi, y est-il dit à l'article 61, ne peut porter aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des cours et écoles particulières et libres sur toutes les parties de l'instruction et de les diriger comme bon leur semble » (1). Dans ce projet se rencontrent certaines idées ridicules, comme il y en eut tant à cette époque. Il est question notamment d'établir, *dans chaque canton*, des théâtres où les hommes et les femmes s'exerceraient à la musique et à la danse.

Lepelletier de Saint-Fargeau.

L'œuvre de Lepelletier de Saint Fargeau est inspirée d'une tout autre mentalité. Emanée du [plus pur esprit jacobin, elle ne tient aucun compte de la liberté de conscience et même de la liberté individuelle. Elle fut trouvée dans ses papiers après sa mort et soumise à l'Assemblée par Robespierre, le 13 juil.1793(2). Le projet qu'elle contenait était voté le 13 août. Mais il était tel qu'on dut le rapporter le 20 octobre avant de l'avoir mis à exécution.

« Décrétons, s'écrie Lepelletier, que tous les enfants, les filles comme les garçons, les filles de cinq ans à onze ans, les garçons de cinq à douze ans seront élevés en commun aux frais de l'Etat et recevront pendant six ou sept années la même éducation.

« Dans notre système, la totalité de l'existence de l'enfant nous appartient; la matière ne sort jamais du moule... Tout ce qui doit composer la République doit être jeté dans un moule républicain.

«... Dans quatre ans nous aurons acquis la force et la maturité républicaines. Il faudra alors punir le père de famille

(1) *Moniteur* du 6 juillet 1793.

(2) *Moniteur* du 16 juillet 1793.

récalcitrant, le punir par la privation des droits civiques et, de plus, le condamner à payer double impôt. »

Tous, garçons et filles, auront même instruction, même nourriture, même costume. On leur enseignera l'écriture, le calcul, la morale, l'économie domestique, l'histoire. Ils travailleront la terre et on les emploiera à empierrer les routes.

Période anarchique.

Pendant cette période, le plus grand désordre règne dans les esprits. Danton combat le projet Lepelletier pour faire pièce à Robespierre. Il dit, le 13 août 1793 : « Ne contraignez pas les pères de famille laissez-leur la faculté, seulement, d'envoyer leurs enfants à l'école. » Quelques mois plus tard il s'écrie : « Les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir à leur famille (1). » Fourcroy, le célèbre chimiste, allait jusqu'à demander qu'il n'y eût plus de collèges, ni de professeurs à vie (2). La science devenait un privilège insupportable.

La Convention décrétait : « Aucun ci-devant noble, aucun ecclésiastique et ministre d'un culte quelconque ne peut être élu instituteur national. » Coffinhal fermait la bouche à Lavoisier en criant : « Tais-toi, la République n'a pas besoin de chimie (3). »

Lakanal, le 15 septembre 1793, avait réussi à faire adopter le principe d'une réorganisation des trois degrés de l'enseignement. Aussitôt, grand scandale au sein de la Montagne ! Dès le lendemain, Chabot, Cambon, Fabre d'Eglantine, obtiennent le rapport de la mesure. Chabot argumentait en

(1) *Moniteur* du 14 déc. 1793.

(2) *Moniteur* du 13 déc. 1793.

(3) Cité par Compayré, *op. cit.*, 2^e vol., p. 305.

ces termes : « Il ne faut pas faire revivre l'aristocratie des savants et des philosophes, lorsque nous voulons la démocratie des sans-culottes ; il ne faut pas donner aux villes un privilège sur les campagnes ; quand nous aurons un code civil à la portée de tous les citoyens, nous n'aurons plus besoin de procureurs, d'avocats et de savants (1). »

Avec l'approbation de ses collègues, Bouquier dépose, le 22 frimaire (11 décembre 1793) un plan « qui proscriit à jamais toute idée de corps académique, de société scientifique, de hiérarchie pédagogique » (2). « Les sciences spéculatives, y est-il dit, détachent de la société les individus qui les cultivent... Les nations libres n'ont pas besoin de savants spéculatifs, dont l'esprit voyage constamment par des sentiers perdus. »

« Les écoles les plus belles, les plus utiles, les plus simples, sont les séances des comités. La Révolution, en établissant des fêtes nationales, en créant des sociétés populaires, des clubs, a placé partout des sources inépuisables d'instruction. N'allons pas substituer à cette organisation simple et sublime comme le peuple qui la crée, une organisation factice basée sur des statuts académiques qui ne doivent plus infecter une nation régénérée. »

Après ce stupéfiant exposé de principes venait un décret qui fut adopté et resta en vigueur du 29 frimaire an II (19 déc. 1793) au 29 brumaire an III : « Art. 1^{er}. L'enseignement est libre. — Art. 2. Il sera fait publiquement dans des salles ouvertes à tout venant. — Les parents seront tenus d'envoyer leurs enfants dans les écoles du premier degré d'instruction (3). — Les jeunes gens qui, au sortir des écoles pri-

(1) *Moniteur* du 17 sept. 1793.

(2) *Moniteur* du 14 décembre 1793.

(3) A défaut, les parents étaient frappés d'amendes égales au quart de leur

maires, ne s'occuperont pas du travail de la terre seront tenus d'apprendre une science ou un métier utile à la société. » Pour être professeur, il suffit d'avoir un certificat de civisme et de bonnes mœurs; mais il est sévèrement interdit d'enseigner rien « qui soit contraire aux lois et à la morale républicaine ».

Second projet Lakanal.

Après Thermidor, Lakanal fait voter un nouveau projet, le 27 brumaire an III (17 novembre 1794). L'instituteur primaire enseignera : «... 1^o à lire et à écrire; 2^o la Déclaration des Droits de l'homme et la Constitution; 3^o des instructions élémentaires de morale républicaine; 4^o les éléments de la langue française, soit parlée, soit écrite; 5^o les règles de calcul simple et l'arpentage; 6^o des instructions sur les principaux phénomènes et les productions les plus usuelles de la nature; on fera apprendre le recueil des actes héroïques et des chants de triomphe (1). » L'enseignement n'était pas obligatoire. L'article 15 instituait la liberté d'enseignement en ces termes : « La loi ne peut porter aucune atteinte aux droits qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres sous la surveillance des autorités constituées. »

C'est vers cette époque que la Convention fonda, coup sur coup, les grandes écoles spéciales : l'Ecole polytechnique (Ecole centrale des travaux publics) le 11 mars 1794; l'Ecole normale, le 30 octobre 1794; l'Ecole de Mars, le 1^{er} juin 1794; le Conservatoire des Arts et Métiers, le 29 septembre 1794.

impôts et doublées en cas de récidive. Les enfants étaient privés pour dix ans de leurs droits civiques.

(1) *Moniteur*, 28 brumaire an III.

Daunou.

Daunou reprit la tradition des projets scolaires. Esprit libéral, il proclame le droit de la famille à élever son enfant comme elle l'entend. L'enseignement libre doit avoir les écoles qu'il lui plaît d'ouvrir et les méthodes qu'il lui agréer d'employer. L'Etat doit favoriser le progrès par l'exemple de ses écoles et non imposer ses vues par la force. Guizot a rapproché dans ses *Mémoires* les noms de Talleyrand, Condorcet et Daunou. Il jugo en ces termes leurs efforts en faveur de l'instruction publique : « Dans le travail de M. de Talleyrand, c'est l'orgueil de l'esprit qui domine avec une ardeur bienveillante, sans colère encore comme sans mécompte... Quant au rapport de Condorcet, c'est l'égalité qui en est le principe et le but... Enfin, dans le travail de M. Daunou, la liberté tient plus de place que l'égalité. » (1) Son œuvre aboutit à la loi du 3 brumaire an IV qui fut léguée au Directoire, constitué deux jours plus tard.

Il est difficile de dégager une pensée générale de cet amas d'idées fausses ou exactes, généreuses ou tyranniques, remarquables ou grotesques. Une foule de tendances et de doctrines s'affirment et se combattent. La Révolution n'en a fait naître aucune; elle les a simplement exaspérées.

Est-ce à dire que cette période ait été sans influence sur les diverses façons d'envisager le droit de l'Etat en matière d'enseignement? Nous ne le croyons pas. L'opposition des systèmes leur a permis de se différencier et de se classer définitivement. Nous avons rencontré les tenants de toutes les opinions depuis le libéralisme complet d'un Mirabeau jusqu'à l'absolutisme « renouvelé des Grecs » d'un Lepelletier de Saint-Fargeau. Les uns ont affirmé leur foi en la science

(1) Guizot, *Mémoires*, ch. xv, t. III, p. 24.

moralisatrice, comme Condorcet; les autres ont flétri cette « aristocratie de l'esprit » avec Fabre d'Eglantine.

Deux courants principaux se sont, cependant, formés : le libéralisme et l'étatisme. Mais, même parmi les libéraux, à de rares exceptions près, nous constatons une grande hostilité contre l'enseignement congréganiste. C'est l'esprit des parlementaires de 1762 qui se perpétue à travers les bouleversements révolutionnaires. Nous le retrouverons sous l'Empire, sous la Restauration même et sous la monarchie de Juillet. Il triomphe de nos jours dans les lois de 1901 et de 1904.

LE DIRECTOIRE.

Le Directoire vit l'échec des écoles centrales instituées par la loi Daunou. On y avait bouleversé le système traditionnel de l'enseignement. Les cours, uniques pour une matière, y avaient remplacé les classes. Ils affectaient un caractère trop scientifique et presque industriel, à l'exclusion de l'étude des lettres. Ces écoles ne comportaient pas d'internats. Enfin elles étaient suspectes au point de vue religieux. Les collèges libres de Juilly et de Sorèze étaient, au contraire, en plein succès.

L'enseignement primaire étaient en proie à une complète désorganisation. La thèse du Monopole et celle de la Liberté continuaient à se heurter au Parlement. Duplantier (de la Gironde) déclarait, par exemple, qu'il faut empêcher la liberté d'enseigner « au nom de la République en danger (1) ». Boullay de la Meurthe s'écriait, au contraire : « Vous ne pouvez dépouiller les pères d'un droit qu'ils tiennent de la Constitution, des lois, et plus encore du titre de père (2). »

(1) *Moniteur*, p. 486. Séance du 24 nivôse, an VII.

(2) *Moniteur*, p. 827. Séance du 18 germinal an VII.

IX. — LE CONSULAT.

En 1801, les conseils généraux é mirent des vœux qui tenaient, en général, à la réorganisation de l'enseignement et à l'institution d'une Université destinée à assurer l'unité de doctrine. On voulait que l'Etat ait la haute main sur l'enseignement et que les chefs des institutions libres envoient leurs élèves dans les écoles publiques. Mais on réclamait, en même temps, la réintroduction de l'enseignement religieux dans les collèges. « Il est temps, disait Portalis, que les théories se taisent devant les faits. Point d'instruction sans éducation et point d'éducation sans morale et religion.

Chaptal, ministre de l'Intérieur, rédigea un projet dans lequel il posait en principe que : « L'instruction publique est libre en France; il est permis à tous les citoyens français de former des établissements (1). » Ce projet, ne correspondant pas aux idées du Premier Consul, ne fut jamais discuté.

Fourcroy, que nous avons vu demander la suppression de tout corps universitaire, était devenu ministre et directeur général de l'instruction publique. Il fut chargé par Bonaparte d'élaborer un nouveau projet. Ce projet devint la loi du 1^{er} mai 1802.

On laisse aux communes l'organisation des écoles primaires et on leur supprime les subventions de l'Etat. L'idée d'une corporation enseignante — soutenue par le Tribunat — est écartée. Les écoles centrales sont remplacées par des lycées, de conception plus classique. Leur administration, composée d'un proviseur, d'un censeur et d'un procureur, à la nomination du Premier Consul, est à peu près semblable à l'administration actuelle. On crée un service d'inspection qui sur-

(1) Gréard, *Législation de l'enseignement primaire en France*, p. 169.

veille l'enseignement, concurremment, du reste, avec les préfets et les sous-préfets. On laisse subsister la liberté d'enseignement, mais on exige l'autorisation préalable du gouvernement pour fonder un collège. Aucune mention n'est faite de l'instruction religieuse dans les lycées. Les aumôniers ne furent créés que six mois plus tard, par un décret du 19 frimaire an XI.

L'EMPIRE.

La loi du 10 mai 1806, complétée par les décrets du 17 mars 1808 et de 1811, institua le monopole de l'Université impériale. « Toutes les écoles de l'Université impériale, écrit Guizot, prendront pour base de leur enseignement : 1^o les préceptes de la religion catholique; 2^o la fidélité à l'Empereur, à la monarchie impériale, dépositaire du bonheur des peuples, et à la dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées proclamées par la Constitution (1). »

Le but de cette institution était hautement proclamé par l'Empereur : « Son but principal est d'avoir un moyen de diriger les opinions politiques et morales (2). »

L'article premier était ainsi conçu : « Il sera formé sous le nom d'Université impériale un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publique dans tout l'Empire. » Fontanes en commentait l'esprit quand il écrivait le 24 mai 1808 : « L'Université a l'entreprise de toutes les institutions publiques et doit tendre à ce qu'il y ait le moins possible d'entreprises particulières (3). »

(1) Guizot, *Essai sur l'histoire et l'état actuel de l'instruction publique en France*, p. 92.

(2) Pelet de la Lozère, *Paroles de Napoléon au Conseil d'État*, p. 161.

(3) Ambroise Rendu, *Essai sur l'instruction publique*, p. 221.

On exigea, en principe, que les professeurs de l'Université fussent célibataires. On leur donna un uniforme et on les soumit à une discipline quasi militaire (1).

L'enseignement primaire fut presque complètement délaissé par l'Etat qui se borna à regarder favorablement les efforts des Frères de la Doctrine chrétienne.

En 1809, les petits séminaires furent placés sous le régime du droit commun. En 1811, Napoléon décréta que les institutions libres devaient conduire leurs élèves aux lycées impériaux. Elles ne pouvaient recevoir d'internes que si l'internat public était au complet. On les soumettait à la juridiction universitaire (2) et on les obligeait à payer tribut à l'Université.

(1) Cf. Henry de Riancey, *Histoire de l'instruction publique*, 2^e vol., p. 91 et suiv.

(2) Décret du 15 novembre 1811. Articles concernant les petits séminaires :

« Article 24. — Les écoles plus spécialement consacrées à l'instruction des élèves qui se destinent à l'état ecclésiastique sont celles où ces élèves sont instruits dans les lettres et dans les sciences conformément à notre décret impérial du 9 avril 1809.

« Art. 25. — Toutes ces écoles sont gouvernées par l'Université, elles ne pourront être organisées que par elle, régies que sous son autorité, et l'enseignement ne pourra y être donné que par des membres de l'Université étant à la disposition du grand maître.

« Art. 26. — Les prospectus et les règlements de ces écoles seront rédigés par le conseil de l'Université, sur la proposition du grand maître.

« Art. 27. — Il ne pourra y avoir plus d'une école ecclésiastique par département. Le grand maître désignera, avant le 15 décembre prochain, celles à conserver : toutes les autres seront fermées à dater du 1^{er} janvier.

« Art. 28. — A dater du 1^{er} juillet 1812, toutes les écoles secondaires ecclésiastiques qui ne seraient pas placées dans les villes où se trouve un lycée ou un collège seront fermées.

« Art. 29. — Aucune école secondaire ecclésiastique ne pourra être placée dans la campagne.

« Art. 30. — Toutes les maisons et meubles des écoles ecclésiastiques qui ne seront pas conservées seront saisis par l'Université pour être employés dans les établissements d'instruction publique.

« Art. 31. — Nos préfets et nos procureurs généraux près nos cours impériaux tiendront la main à ce que l'Université fasse exécuter les dispositions contenues dans les quatre articles précédents.

« Art. 32. — Dans tous les lieux où il y a des écoles ecclésiastiques, les élèves

Cette taxe était égale au vingtième de la pension de chaque élève et perçue même sur les boursiers.

Une école ouverte sans autorisation était fermée. Son fondateur était poursuivi et condamné à une amende variant entre 100 et 3.000 francs.

LA RESTAURATION.

Lors de la première Restauration, Louis XVIII fit annoncer dans le *Moniteur* du 8 février 1814 son intention de supprimer le monopole. Cependant une ordonnance du 22 juin 1814 le maintient provisoirement et si une seconde ordonnance du 15 février 1815 vint fractionner l'Université en 17 fragments indépendants, elle conserva le privilège de l'enseignement à chacun d'eux.

Pendant les Cent Jours, Napoléon rétablit, dès son retour, l'Université dans ses droits et monopole. Ce fut l'œuvre du décret du 3 mars 1815.

La monarchie, restaurée une deuxième fois, renonça à supprimer l'état de choses créé par l'Empire. Elle se contenta d'en essayer l'adaptation à son profit. Une ordonnance du 15 août 1815 transforme chaque l'Université impériale en Université royale et substitue simplement « une commission de l'instruction publique » au Grand Maître. C'est le même instrument au service d'autres intérêts.

Les adversaires du monopole.

Royer-Collard, le 25 février 1817, déclare à la Chambre, au nom de cette commission : « L'Université n'est autre chose

de ces écoles seront conduits au lycée ou au collège pour suivre les classes. Les élèves des écoles ecclésiastiques porteront l'habit ecclésiastique; tous les exercices se feront au son de la cloche. »

que le Gouvernement appliqué à la direction universelle de l'instruction publique; elle a été élevée sur cette base fondamentale que l'instruction et l'éducation publiques appartiennent à l'Etat. » (1) Guizot exprime l'opinion moyenne quand il écrit : « Il n'y a que deux systèmes d'éducation publique : dans l'un, l'instruction et l'éducation sont abandonnées soit à des corporations, soit à des autorités municipales, soit à des particuliers; dans l'autre, l'éducation et l'instruction appartiennent à l'Etat qui les distribue et pourvoit à leurs besoins. » (2) Et plus loin : « Les doctrines publiques ne sont encore ni assez saines ni assez affirmées pour que l'Etat puisse abandonner le soin d'élever la jeunesse (3). »

Le monopole avait deux adversaires : les catholiques, qui reprochaient à l'enseignement public de cacher un athéisme foncier et une immoralité profonde derrière un cléricisme de façade — et les libéraux, qui avaient peur de voir se reconstituer l'Université cléricale de l'Ancien Régime.

Dès 1818, Lamennais avait ouvert la campagne dans le *Conservateur*. Il avait fait paraître un opuscule intitulé : « Le droit du Gouvernement dans l'éducation. » Du côté libéral, Benjamin Constant avait formulé ses critiques, en 1817, dans le *Mercure de France*. Il invoquait le régime de liberté prôné par les Constituants et Condorcet. Il résuma ses idées dans un ouvrage : « De la jurisprudence universitaire. » Dunoyer écrivit dans le *Censeur européen* : « La faculté d'enseigner est un droit public dont l'Etat peut réprimer l'abus, mais dont il ne peut accaparer l'usage (4). » Le *Journal des Débats* affirme : « La loi qui tuera le monopole sera

(1) *Archives parlementaires*, II^e série, t. XIX, p. 58.

(2) Guizot, *Essai sur l'instruction publique*, p. 125.

(3) Guizot, même ouvrage, p. 128.

(4) *Le Censeur européen*, t. VI, p. 70.

la première accueillie par le suffrage universel (1). » Le *Globe* s'exprime de même.

L'esprit des lycées.

Pour rassurer les catholiques, une ordonnance du 27 juin 1821 rétablit la charge de Grand Maître de l'Université et la confie à Mgr Frayssinous. On donne, en même temps, aux évêques un droit de surveillance sur l'enseignement primaire.

Ces mesures n'ont aucun effet sur le mal qui est dans l'esprit même des professeurs et non dans l'organisation administrative. Lamennais le dénonce violemment : « Il existe en France des maisons soumises d'une façon plus ou moins directe à l'Université et où les enfants sont élevés dans l'athéisme pratique et la haine du christianisme (2). » Montalembert nous a décrit la corruption qui régnait dans certains lycées et il est allé jusqu'à dire qu'il eût préféré laisser ses enfants dans l'ignorance plutôt que de les exposer à de tels périls. Le P. Gratry a raconté dans ses *Souvenirs* l'entretien qu'il eut un jour avec le proviseur de Sainte-Barbe. Il était, alors, élève de cet établissement et incroyant comme presque tous ses camarades. Le proviseur le fit appeler : « Monsieur, lui dit-il, ne voulez-vous pas faire vos Pâques? — Mais ... je n'ai pas la foi. — Alors cela ne vous engage à rien tout en me rendant service. Pour que l'établissement soit bien noté, il faut, en temps pascal, au moins, une communion. »

Cette hypocrisie officielle était cent fois plus détestable que la persécution. Celle-ci, du reste, ne tarda pas à se manifester. En janvier 1827, Montlosier fait sa pétition contre les Jésuites. M. de Martignac succède à M. de Villèle et Mgr Feutrier remplace Mgr Frayssinous dans le poste de

(1) *Journal des Débats*, 27 juin 1828.

(2) *Le Drapeau blanc*, n° du 22 août 1823.

Grand Maître de l'Université. On fait une enquête sur les collèges. Le rapport est publié le 28 mai 1828. Il dénonce l'existence « illégale » de 53 petits séminaires, la préparation de leurs élèves à des carrières autres que le sacerdoce, la présence des Jésuites dans les écoles secondaires de 8 départements

Le 16 juin 1828, Charles X signe les ordonnances que lui présente M. de Vatimesnil. Les huit collèges des Jésuites sont soumis à l'Université et la Compagnie se voit interdire l'enseignement dans tous les collèges, même ecclésiastiques, du royaume. Les élèves des petits séminaires ne doivent pas dépasser le chiffre de 20 000. Il ne doit pas y avoir d'externes parmi eux. Tous sont astreints au port de la soutane. On leur refuse le droit de se présenter au baccalauréat et on leur assigne un diplôme spécial.

Des protestations s'élèvent, tant des journaux catholiques, comme l'*Ami de la Religion* et la *Gazette de France*, que des journaux libéraux (1). Peu de temps après, éclate la révolution de 1830.

LA MONARCHIE DE JUILLET

La promesse de la charte.

Le principe de la liberté de l'enseignement avait été inscrit dans la nouvelle charte, sur l'initiative des libéraux. Ceux-ci semblèrent, tout d'abord, vouloir le mettre en pratique. M. Barthe, ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Laffite, déposa, le 20 janvier 1831, un projet de loi consacrant la liberté et la gratuité de l'enseignement primaire. Ce projet n'eut pas de suite et deux mois plus tard, le 29 mars 1831, M. de Montalivet, nouveau ministre de l'Instruction

(1) Cf. *Le Globe*, année 1828, p. 671, 673.

publique, ordonnait au recteur de l'Académie de Lyon la fermeture des manécanteries.

Ces manécanteries étaient de petites écoles paroissiales que fréquentaient les enfants de chœur et quelques autres enfants pauvres auxquels on enseignait gratuitement les rudiments et le chant d'église.

Lamennais, Lacordaire et Montalembert entreprirent, dans l'*Avenir*, une campagne de protestation. Était-ce là cette liberté d'enseignement promise par la Charte? Les catholiques avaient, dès la création du journal, manifesté leur esprit combatif. « Ou le pouvoir ne peut pas, ou il ne veut pas être fidèle à ce qu'il nous a promis, disaient-ils. S'il ne veut pas, il rompt le contrat qui nous liait à lui, il déchire son titre; car nous nous tenons obligés à lui être soumis, à le soutenir, à la condition expresse qu'il tiendra lui-mêmes ses engagements; sinon, non ! (1) » Lamennais et Lacordaire, poursuivis en cour d'assises pour cet article, avaient été acquittés.

Le procès de l'école libre.

Ils avaient fondé, le 18 décembre 1830, l'*Agence générale pour la défense de la liberté religieuse* avec la collaboration d'un groupe d'amis. Le 7 mai 1831, ils firent afficher sur les murs de Paris cette réplique à la fermeture des manécanteries : « L'*Agence générale* pour la liberté religieuse fonde une école gratuite d'externes, sans autorisation de l'Université, rue des Beaux-Arts, n° 5, à Paris. Elle y enseignera les éléments de la religion, du français, du latin, du grec, de l'écriture et du calcul, etc... L'instruction sera donnée aux enfants par des membres même de l'*Agence générale*, M. de Coux,

(1) *Avenir*, n° du 26 novembre 1830.

l'abbé Lacordaire, le vicomte de Montalembert qui prennent sur eux la responsabilité légale de cette école... L'Ecole ouvrira le lundi 9 mai prochain (1). » Il y eut procès-verbal, expulsion et fermeture. Des poursuites correctionnelles furent engagées par le gouvernement. L'affaire vint, le 3 juin, devant la 7^e chambre correctionnelle. Sur la demande des accusés, le tribunal se déclara incompétent. Le ministère public fit appel et triompha devant la Cour de Paris. Mais, au moment où la cause était soustraite au jury, le père de Montalembert mourut. La pairie étant encore héréditaire, son fils lui succéda et devint, ainsi que ses « complices », justiciable de la Chambre Haute. Le jeune pair de France y prononça son premier grand discours. Il fut condamné, mais à une peine insignifiante, et gagna son procès devant l'opinion.

La loi de 1833.

Le 24 octobre 1831, le Gouvernement déposait un nouveau projet sur la liberté de l'enseignement primaire. Il ne fut jamais discuté et il fallut attendre le 3 janvier 1833 pour que Guizot vint apporter à la Chambre celui qui devait aboutir. « Notre premier soin, a-t-il écrit plus tard, a été de restituer pleine et entière, selon l'esprit et le texte précis de la Charte, la liberté de l'enseignement... A côté de l'enseignement libre, l'enseignement par l'Etat, puis de certificats de capacité (2). »

La nouvelle loi permit à tout majeur de 18 ans de fonder une école à la condition de fournir un certificat de moralité délivré par le maire et un certificat de capacité, brevet élémentaire ou supérieur. La surveillance était confiée à un co-

(1) Cité par le P. Lecanuet, *Montalembert*, 1^{er} vol., p. 230.

(2) Guizot, *Mémoires*, t. III, p. 466.

mité local, composé du maire et d'un ou de plusieurs habitants, et à un comité d'arrondissement.

Projet Guizot.

Le 1^{er} février 1836, Guizot déposa un projet sur l'enseignement secondaire. Saint-Marc-Girardin en fut le rapporteur. On accordait la liberté à qui fournirait des brevets de capacité et de moralité, se soumettrait à l'inspection de l'Etat et à l'autorité disciplinaire de l'Université. Les petits séminaires étaient dispensés de la rétribution universitaire, mais astreints à l'inspection. Le projet fut voté par la Chambre, mais, le cabinet étant tombé, il ne vint pas devant les Pairs.

Premier projet Villemain.

Villemain déposa le 10 mars 1841 un projet aussi peu libéral que possible. L'exposé des motifs revenait sur le principe même de la liberté promise par la Charte : « La liberté de l'enseignement, y était-il dit, a pu être admise en principe par la Charte, mais elle ne lui est pas essentielle et le caractère même de la liberté politique s'est souvent marqué par l'influence exclusive et absolue de l'Etat sur l'éducation de la jeunesse (1). » C'est l'expression des théories du *Contrat social* qui confondent les libertés civiles et la liberté politique et proclament qu'une tyrannie n'en est plus une quand elle est exercée par une majorité. On concédait cependant le droit d'ouvrir des écoles libres moyennant trois conditions : 1^o des grades exorbitants pour le directeur et tous les professeurs; 2^o un certificat de moralité; 3^o un [brevet de capacité distinct des grades. De plus, on soumettait les petits séminaires au même régime.

1) Cité par le R. P. Lecanuet, *Montalembert*, 2^e vol., p. 153.

Devant la protestation unanime de l'épiscopat et des catholiques et l'opposition de nombreux parlementaires, parmi lesquels Guizot, le projet fut retiré sans avoir été discuté.

Nous ne pouvons retracer ici la campagne d'opinion qui fut menée à cette époque par la presse, la brochure, la parole, dans le pays et au Parlement, en faveur de la liberté d'enseignement. Infatigablement, les catholiques maintinrent la question à l'ordre du jour et lorsque leurs adversaires essayèrent d'étouffer leurs revendications en agitant le spectre clérical, ils affirmèrent avec plus d'énergie leur volonté de vaincre; ainsi, par exemple, dans la célèbre réplique de Montalembert au baron Dupin : « On vous a dit : Soyez implacables. Eh bien ! soyez-le, faites tout ce que vous voudrez et tout ce que vous pourrez. L'Eglise vous répond par la bouche de Tertullien et du doux Fénelon : Nous ne sommes pas à craindre pour vous, mais nous ne vous craignons pas. Et moi j'ajoute, au nom des catholiques comme moi, des catholiques du *xix^e* siècle : Au milieu d'un peuple libre, nous ne voulons pas être des ilotes; nous sommes les successeurs des martyrs, nous ne tremblons pas devant les successeurs de Julien l'Apostat. Nous sommes les fils des croisés, nous ne reculerons pas devant les fils de Voltaire » (1) !

Les tenants du monopole, ne pouvant conserver purement et simplement le *statu quo*, essayaient du moins d'escamoter pratiquement la liberté d'enseignement en lui posant des conditions légales quasi impossibles à remplir.

(1) Montalembert, *Discours sur la liberté de l'Eglise*, I, 187.

Second projet Villemain.

Le nouveau projet Villemain, présenté à la Chambre des Pairs le 2 février 1844, procédait de cette inspiration. Il exigeait non seulement des chefs d'institution le double baccalauréat (lettres et sciences) ou l'licence, mais encore : 1^o un brevet spécial de capacité passé devant un jury présidé par le recteur d'Académie; 2^o la déclaration signée qu'il n'est pas congréganiste non autorisé; 3^o l'âge de 30 ans, etc... Tous les professeurs et tous les surveillants doivent être, au moins, bacheliers et âgés de 25 ans (1). Enfin n'étaient admis à se présenter au baccalauréat que les élèves qui avaient fait leur rhétorique et leur philosophie dans un établissement de l'Etat ou de plein exercice (2).

Les protestations s'élevèrent des rangs de l'épiscopat et des catholiques militants. Les ministres, n'osant s'en prendre aux évêques, poursuivirent les prêtres et les journalistes. L'abbé Combalot fut condamné à 15 jours de prison et à 4.000 francs d'amende pour ses brochures contre l'Université. L'*Univers* et Louis Veuillot passèrent en cour d'assises. A la Chambre des pairs, les catholiques gagnèrent des voix, mais restèrent une minorité. Le projet fut voté par 85 voix contre 51. Mais il ne survécut pas à la disparition de Villemain.

Guizot le laissa tomber.

Aux élections de 1846, les catholiques s'efforcèrent de faire

(1) De Lacombe, *Correspondant*, 1879, 1^{re} partie, p. 831.

(2) « Ne seront reconnus comme ayant le plein exercice... que les établissements dans lesquels les classes de rhétorique, de philosophie et de mathématiques seront professées par des maîtres au moins pourvus du diplôme de licencié ès lettres et par un maître pourvu du diplôme de licencié ès sciences mathématiques.

élire des députés partisans de la liberté d'enseignement. Le nombre de ces derniers passa de 10 à 140.

Projet de Salvandy.

En 1847, M. de Salvandy présenta un nouveau projet de loi. Dans l'exposé des motifs, il critique vivement l'Université impériale « ... instituée en dehors de toute notion de liberté politique ou civile... en contradiction avec l'esprit même de notre gouvernement... Un tel régime n'avait été essayé nulle part. Jamais on n'avait vu cette mainmise universelle de la puissance publique sur les générations nouvelles, sur les méthodes, les exercices, les études. »

Après ce préambule vient un texte qui exige des grades nombreux et excessifs : trois ou quatre licenciés par collège, tous les maîtres et les surveillants bacheliers. Il faut se rappeler qu'en 1847 il n'y avait que 6.000 bacheliers employés par l'Université (il en eût fallu 10.000 à l'enseignement libre selon le projet Salvandy).

Il manquait dans les collèges royaux 312 licenciés ès lettres et plus de 100 licenciés ès sciences, sur le nombre réglementaire. Cousin déclarait : « Nous arriverons à avoir partout des professeurs qui soient licenciés; il faut l'espérer. Mais ce n'est pas moi qui me chargerai de convertir cette espérance en un fait réel avant une vingtaine d'années. Le sentiment de l'équité l'emporte sur tout. Il m'est impossible d'exiger des instituteurs privés plus que nous n'exigeons, ou que, du moins, nous n'obtenons des nôtres; et voici quarante ans que l'Université existe (1). »

La révolution de 1848 emporta le projet.

(1) Cité par le P. Lecanuet, *Montalembert*, 2^e vol., p. 325, en note.

LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

L'article 9 de la Constitution de 1848 était ainsi conçu : « L'enseignement est libre ; la liberté d'enseignement s'exerce sous les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois et sous la surveillance de l'Etat. » L'esprit public était alors très favorable aux catholiques qui avaient loyalement accepté le nouvel état des choses.

Carnot, ministre de l'Instruction publique, déposa le 30 juin 1848 un projet sur l'enseignement primaire qui consacrait les trois principes de gratuité, d'obligation de l'instruction et de liberté de l'école. On l'oublia.

L'alliance avec Thiers.

En décembre 1848, de Falloux entra dans le ministère Odilon Barrot. Molé, Berryer et Thiers promirent de le soutenir sur la question scolaire. Thiers avait été un ardent défenseur du monopole ; mais il était alors effrayé par les progrès du socialisme parmi les instituteurs publics : « L'Université tombe aux mains des phalanstériens, écrivait-il. Elle prétend enseigner à nos enfants un peu de mathématiques, de physique, de sciences naturelles et beaucoup de démagogie. Je ne vois de salut que dans la liberté d'enseignement. Je répète que l'enseignement du clergé, que je n'aimais point, me semble meilleur que celui qui nous est préparé (1). » Deux commis-

(1) Lettre à Madier de Montjau, 2 mai 1848, publiée par l'*Ami de la Religion*, n° du 2 juin 1849.

sions sont créées. L'une parlementaire et l'autre extra-parlementaire, où entrent Cochin, Montalembert, Dupanloup, à côté de Cousin, Saint-Marc-Girardin, etc... Bientôt elles se fondent en une seule que préside Thiers. Ce dernier, effrayé par le mouvement de Juin, voulait remettre le monopole de l'enseignement primaire aux Frères : « Je demande qu'on remplace par des vicaires les instituteurs laïques, ces 37.000 socialistes et communistes, véritables anti-curés dans les communes... Je demande formellement autre chose que ces détestables petits instituteurs laïques, je veux des Frères. »

Les catholiques maintinrent, malgré lui, le principe de la liberté.

On forma, alors, deux sous-commissions qui s'occupèrent respectivement de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

L'abbé Dupanloup négocia et proposa ces quatre conditions suivantes :

1^o L'enseignement serait libre et il n'y aurait pas besoin de stage dans l'Université pour se présenter au baccalauréat;

2^o Le droit d'enseigner serait reconnu aux congrégations religieuses;

3^o Les petits séminaires seraient sous la direction des évêques;

4^o On n'exigerait des chefs d'institutions libres que des grades universitaires raisonnables.

L'Université conservait la collation des grades. Le projet fut établi à peu près sur ces bases. Le ministère l'adopta après quelques difficultés. Une commission parlementaire fut élue. Sur 15 membres, 8 seulement étaient favorables au projet. Néanmoins la situation restait précaire à cause des préjugés gallicans et voltairiens si tenaces chez les conser-

vateurs de cette époque. Sur ces entrefaites, M. de Falloux, malade, quitta le ministère. Il y fut heureusement remplacé par un autre catholique, M. de Parieu.

Les adversaires du projet à la commission tentèrent une diversion. Ils obtinrent par surprise, à une voix de majorité, le renvoi du projet au Conseil d'Etat. Leurs amis qui s'y trouvaient en majorité allaient gravement modifier le texte.

Ce fut le moment que choisirent un certain nombre de catholiques pour attaquer violemment Montalembert. Cette race de gens, aussi prompte à suspecter l'orthodoxie des hommes d'action qu'incapable d'obtenir un avantage positif, se lança dans une dangereuse opposition. Plusieurs évêques se laissèrent gagner par les scrupules doctrinaux qu'on affichait aussi bruyamment. Cette ingratitude peinait Montalembert; mais, grâce à l'appui de Mgr Dupanloup, qui venait d'être nommé évêque d'Orléans, du P. de Ravignan et du P. Roothan, général des Jésuites, il ne faiblit pas. Par un effet providentiel, cette intransigeance manifestée par l'extrême droite rassura certains modérés qui tremblaient de passer pour cléricaux et les décida à voter la loi.

Le projet fut soumis à l'Assemblée le 14 janvier 1850. La bataille fut rude. Victor Hugo, Barthélemy Saint-Hilaire, Jules Favre (qui avait failli accepter du prince Napoléon le ministère de l'Instruction publique à la place de Falloux) (1), Emmanuel Arago, défendent le droit de l'Etat, le monopole universitaire, agitent le spectre de la « Congrégation ».

Thiers, dont l'élection à Rouen, en mai 1848, avait été assurée par Montalembert, tint loyalement ses engagements et défendit la liberté d'enseignement. Il prit une part active à la discussion. Quelqu'un, trouvant son discours trop long.

(1) Cf. Lecanuet, *Montalembert*, 2^e vol., p. 421.

cria un jour : « A la question ! Passez aux Jésuites ! » A quoi Thiers répondit : « Je vais passer aux Jésuites. »

Citons le compte rendu officiel du *Moniteur* :

A gauche. — C'est fait : vous y êtes passé aux Jésuites ! (Rire général et prolongé.)

M. Thiers. — Oui, c'est convenu, je suis un Jésuite ; d'accord ! (Nouvelle hilarité prolongée.)

M. de Montalembert. — Je ne suis donc plus le seul dans l'Assemblée.

M. Thiers. — ...et vous allez voir comment, en qualité de nouvel affilié aux Jésuites, j'évite la difficulté, vous allez voir. (Nouveaux rires.) Quelle est la différence entre la Monarchie et la République ? La Monarchie était le régime de la liberté limitée en toutes choses. La République, comme vous l'entendez, comme les plus modérés d'entre vous l'entendent, c'est la liberté sans limite... (Réclamations à gauche.)

Une voix à gauche. — C'est la liberté donnée à tout le monde !

M. Thiers. — La liberté donnée à tout le monde ! Je remercie celui qui me donne cette définition... Vous avez dit, en effet, que le régime des libertés limitées, que vous avez appelées des fausses libertés, des libertés restreintes, était mauvais ; vous en avez voulu un autre qui est écrit dans votre Constitution.

Une voix à gauche. — Vous l'avez votée.

M. Thiers. — Sans doute, je l'ai votée... Après l'avoir votée, je vous demande de la pratiquer, car il ne faut pas mentir aux lois qu'on a faites. La Constitution dit : L'enseignement est libre ; tout le monde pourra exercer l'enseignement, sous des conditions de moralité et de capacité... Un individu, laïque ou ecclésiastique, se présente. Ces deux preuves exigées par lui faites, il n'y a plus rien à lui demander. S'il porte la robe de prêtre, on ne peut pas lui demander s'il appartient à telle ou telle congrégation. Cela ne se peut pas (1)... »

Combattue par les anticléricaux et l'extrême droite, soutenue par Thiers, Montalembert, Mgr Dupanloup, Jaloi Falloux fut votée, par 399 voix contre 237, le 15 mars 1850.

(1) *Moniteur*, 24 février 1850.

La Représentation de la Société.

A la tête de l'organisation de l'Instruction publique, elle plaçait deux conseils : le Conseil supérieur de l'Instruction publique, pour toute la France, et le Conseil académique, dans chaque département. La composition de ces assemblées avait été inspirée par la pensée d'y faire représenter tous les grands corps sociaux.

Le Conseil supérieur était ainsi formé :

Le ministre, président ;

4 archevêques ou évêques, élus par leurs collègues ;

1 ministre de l'Eglise réformée,

1 ministre de la Confession d'Augsbourg, élus par leurs consistoires respectifs ;

1 membre du Consistoire central israélite ;

3 membres du Conseil d'Etat,

3 membres de la Cour de Cassation, élus par leurs collègues ;

3 membres de l'Institut, élus en assemblée générale ;

8 membres nommés par le Président de la République parmi les anciens universitaires ;

3 membres de l'enseignement libre, nommés par le Président de la République sur la proposition du ministre.

Une académie était formée par département et dans chaque académie se trouvait un Conseil ainsi constitué :

Le recteur, président ;

1 fonctionnaire de l'enseignement désigné par le Ministre ;

Le préfet ;

L'évêque (ou son délégué) ;

1 ecclésiastique nommé par l'évêque ;

1 ministre protestant, désigné par le ministre de l'Instruction publique ;

- 1 délégué du Consistoire israélite;
- Le procureur général ou de la République;
- 1 membre élu par la cour ou le tribunal;
- 4 membres élus par le Conseil général;
- Les doyens des Facultés, pour les affaires concernant leur Faculté.

Ces conseils avaient un triple rôle administratif, disciplinaire et juridictionnel et constituaient les véritables organismes directeurs de l'enseignement en France.

Ils étaient secondés dans leur tâche par le service de l'Inspection.

INSTRUCTION PRIMAIRE

Contrôle de l'enseignement religieux.

Il y avait deux sortes d'inspections très différentes : celle du curé, pasteur ou rabbin sur l'école publique de sa commune; et celle des inspecteurs publics sur les écoles libres. L'article 18 avait décidé que : « les ministres des différents cultes n'inspecteraient que les écoles spéciales à leur culte ou les écoles mixtes pour leurs coreligionnaires seulement. L'article 44 vint spécifier que l'entrée de l'école devait toujours leur être ouverte. Leur surveillance religieuse devait s'exercer conjointement sur les écoles mixtes. Lorsque chaque religion avait son école publique, les enfants d'une confession étaient envoyés à l'école correspondante, sauf volonté formelle de leurs parents.

La loi faisait, en même temps, un effort pour diminuer le nombre des écoles mixtes pour les deux sexes. Elle créait des délégués cantonaux désignés par le Conseil académique et chargés du contrôle des écoles publiques ou libres de leur circonscription.

Les matières enseignées à l'école primaire publique comprenaient, d'après l'article 23 : l'*instruction morale et religieuse*, la lecture, l'écriture, le calcul, etc... Cet enseignement religieux était donné par l'instituteur lui-même sous la surveillance des ministres des différents cultes. Dans les régions mixtes, il y avait une école par confession.

Gratuité relative.

La gratuité était assurée aux seuls indigents. « L'enseignement, disait l'article 24, est donné gratuitement à tous les enfants dont les parents sont hors d'état de payer. » La liste en était dressée chaque année par une commission déterminée par l'article 45 : les maires et leurs conseils municipaux, les ministres des différents cultes, le préfet.

Conditions pour enseigner.

Les conditions exigées par l'article 25 pour être instituteur primaire se réduisaient à deux : avoir 21 ans et un brevet de capacité. Ce brevet pouvait être suppléé : 1^o par un certificat de stage (constatant qu'on avait enseigné pendant trois ans dans une école publique ou libre); 2^o par le diplôme de bachelier; 3^o par le certificat d'admission dans une des grandes écoles de l'Etat; 4^o par la qualité de ministre, non interdit ni révoqué, d'un des cultes reconnus par l'Etat. Ce dernier point donna lieu à des contestations au sujet desquelles il fut décidé que la qualité de ministre d'un culte reconnu ne dispensait pas de la déclaration d'ouverture.

L'article 49 vint même déclarer que dans les écoles de filles la lettre d'obédience délivrée par leur supérieure dispensait les institutrices congréganistes du brevet de capacité.

Déclaration d'ouverture.

Lorsque, muni du brevet et âgé de 21 ans, on voulait ou-

vrir une école libre, il fallait en faire la déclaration au maire, au sous-préfet, au recteur et au procureur de la République. On devait, en outre, désigner le local choisi et fournir son *curriculum vitæ* pendant les dix dernières années. Le recteur avait un droit d'opposition « dans l'intérêt des mœurs publiques ». Le maire pouvait refuser d'approuver le local. Dans les deux cas, le Conseil académique jugeait.

Les contraventions, en matière de déclaration d'ouverture, étaient punissables de six jours à un mois de prison et de 100 à 1 000 francs d'amende.

Le recteur et le procureur de la République peuvent déférer l'instituteur libre devant le Conseil académique pour faute professionnelle grave, inconduite, immoralité. Le Conseil peut prononcer la censure, la suspension, l'interdiction d'enseigner.

Les instituteurs communaux.

Les instituteurs publics sont plus proprement appelés instituteurs communaux, leur nomination étant faite, d'après l'article 31, par le Conseil municipal. Ce dernier les choisit sur des listes qui lui sont présentées par le Conseil académique, les congrégations autorisées ou les consistoires (protestants ou israélites). Le Conseil académique conserve le droit de réformer les nominations illégalement faites par les conseils municipaux.

Les fonctions administratives (sauf autorisation du Conseil académique) et les professions commerciales sont interdites aux instituteurs communaux.

Le pouvoir disciplinaire appartient au recteur. Les instituteurs ont le droit d'en appeler de ses décisions devant le Conseil académique. En cas d'urgence, le maire peut intervenir, mais il doit en rendre compte au recteur dans les deux jours.

Pour les adjoints, la limite d'âge s'abaisse à 18 ans. Ils n'ont pas à fournir de brevet de capacité. Ils sont nommés et révoqués soit par l'instituteur, avec l'agrément du recteur, soit par la congrégation à laquelle ils appartiennent.

Leur traitement est fixé par le conseil municipal et supporté intégralement par la commune.

Les instituteurs communaux sont recrutés par le département et à ses frais. Les élèves-maitres sont tantôt réunis dans des écoles normales, tantôt répartis dans certaines écoles désignées par le Conseil académique.

Les finances de l'école publique.

Il doit y avoir, au moins, une école primaire par commune. Cependant le Conseil académique peut autoriser plusieurs communes à se réunir pour entretenir une école. Dans les pays de religion mixte, chaque culte doit avoir, en principe, son école publique.

Les obligations de la commune se décomposent ainsi : fournir le local de l'école, le logement de l'instituteur et payer son traitement. Ledit traitement se compose : 1^o d'une part fixe qui ne peut être inférieure à 200 francs ; 2^o du produit de la rétribution scolaire ; 3^o d'un supplément fourni par la commune au cas où le total des deux ressources précédentes n'atteindrait pas 600 francs. La loi établissait, en outre, une caisse de retraite pour les instituteurs.

La rétribution scolaire était perçue de la même façon que les contributions directes. La commune était libre de la supprimer et d'établir la gratuité de l'enseignement primaire.

INSTRUCTION SECONDAIRE

Le titre III de la loi de 1850 réalisait, pour la première fois, la liberté de l'enseignement secondaire.

Conditions requises.

L'article 60 fixe les conditions nécessaires pour diriger un collège libre. Ce sont : 1^o l'âge de 25 ans, 2^o un stage de cinq ans, comme professeur ou surveillant, dans un établissement secondaire public ou libre, 3^o le diplôme de bachelier, 4^o le dépôt du plan du local et l'indication de l'objet de l'enseignement.

Les certificats de stage sont délivrés par le Conseil académique sur l'attestation des chefs d'établissements où le stage été accompli (art. 61).

La loi supprima le certificat de deux années d'études dans un établissement public, exigé jusque-là pour se présenter au baccalauréat ou au brevet. Le candidat reçut le droit de choisir la Faculté ou le jury devant lesquels il passerait l'un ou l'autre examen. En cas d'ajournement, on lui imposa un délai de trois mois avant un nouvel examen, à peine de nullité du diplôme obtenu par fraude.

On dispensa de ces conditions les ministres des différents cultes reconnus pour le cas où ils voudraient donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens, au maximum, destinés à l'état ecclésiastique. Il leur suffisait d'en avertir le recteur.

Oppositions possibles.

Après la déclaration d'ouverture et la production du dossier, le recteur, le préfet et le procureur de la République ont un mois pour se pourvoir devant le Conseil académique. Ils peuvent invoquer deux arguments : la moralité publique et la santé des élèves. Les décisions du Conseil académique sont susceptibles d'appel devant le Conseil supérieur de l'instruction publique.

Les causes d'incapacité de diriger un établissement secon-

daire sont les mêmes que pour l'enseignement, primaire : condamnation pour crime ou pour délit touchant à la probité ou aux mœurs, privation des droits civiques, civils et de famille, révocation d'une fonction de l'enseignement public avec interdiction d'enseigner.

Sanctions.

La répression des fautes des directeurs libres comprend trois ordres de faits :

1^o Les ouvertures illégales d'écoles. Elles sont poursuivies devant les tribunaux correctionnels et punies d'une amende de 100 à 1 000 fr. En cas de récidive, la peine s'élève : 15 jours à un mois de prison, 1 000 à 3 000 francs d'amende. Toute contravention entraîne la fermeture de l'établissement.

2^o Les désordres graves dans l'école. Ils sont punis par une réprimande du Conseil académique (art. 67).

3^o L'inconduite ou l'immoralité du directeur. Le Conseil académique prononce l'interdiction d'enseigner, sans préjudice des peines de droit commun. L'appel est possible devant le Conseil supérieur.

Nous aurons résumé dans ses grandes lignes la loi du 15 mars 1850 quand nous aurons cité quelques dispositions relatives aux subventions, aux petits séminaires et aux dispenses de service militaire.

Les établissements secondaires libres peuvent obtenir, sous forme de local ou de subsides, un appui de l'Etat, des départements et des communes. Cette subvention ne doit pas dépasser le dixième de leurs dépenses totales.

Les petits séminaires existants sont maintenus, mais une autorisation est nécessaire pour en créer de nouveaux. Ils sont sous la surveillance de l'Etat, mais les mesures vexatoires des ordonnances de 1828 sont abolies.

Enfin, les professeurs et les instituteurs publics, les membres et les novices des congrégations enseignantes autorisées étaient dispensés du service militaire. Ils devaient, en revanche, avant le tirage au sort, s'engager à se vouer pendant dix ans à l'enseignement.

La loi votée se heurta à l'opposition d'extrême droite qui avait failli compromettre son élaboration. Vuillot écrivit dans *l'Univers* le lendemain du vote définitif : « Qu'il soit bien entendu, en tout cas, que nous ne sommes pas de ceux qui l'ont voulue, que nous l'avons combattue depuis le premier jusqu'au dernier jour et dans son principe et dans son ensemble et dans ses détails (1). »

Il ne fallut rien moins que l'autorité de Pie IX pour calmer cette turbulence. Le 15 mai 1850, le nonce envoyait une circulaire aux évêques de France, leur demandant, au nom du Pape, de veiller à l'application de la loi. Cet appel fut entendu. Montalembert créa un comité qui prit à tâche de propager l'enseignement libre. Le comte Molé en reçut la présidence. Les concours vinrent de toutes parts. A la fin de 1851, il existait déjà 257 établissements secondaires libres (2).

LE SECOND EMPIRE

Tendances restrictives.

Le second Empire ne rendit pas à l'Université le monopole dont l'avait dotée Napoléon I^{er}. Il restreignit néanmoins sur certains points la liberté de l'enseignement et manifesta une forte tendance centralisatrice.

La loi de 1850 avait entendu laisser aux grands corps sociaux l'influence dominante dans la direction de l'Instruction

(1) *Univers*, 16 mars 1850.

(2) Comité de l'enseignement libre : séance du 1^{er} février 1852. Rapports de M^r Beugnot, p. 8.

publique. Elle était trop libérale aux yeux du régime nouveau. Avant même la proclamation de l'Empire, Louis Napoléon, qui n'était encore que le Prince-Président, la modifiait notablement par le décret du 9 mars 1852. Il manifeste dans un court exposé des motifs sa tendance autoritaire (1) : « Considérant, dit-il, qu'en attendant qu'il soit pourvu par une loi à la réorganisation de l'enseignement public, il importe d'appliquer dès aujourd'hui des principes propres à rétablir l'ordre et la hiérarchie dans le corps enseignant... » Pour restaurer cet ordre et cette hiérarchie, il s'arroge la nomination et la révocation des membres du Conseil supérieur précédemment élus. Il donne le même droit au ministre vis-à-vis des conseils académiques. La nomination des instituteurs est enlevée aux communes et donnée aux recteurs qui, du reste, ne la garderont pas longtemps.

La nouvelle composition du Conseil supérieur est ainsi fixée :

- 3 membres du Sénat;
- 3 membres du Conseil d'Etat;
- 5 archevêques ou évêques;
- 3 représentants des cultes non-catholiques;
- 3 membres de la Cour de cassation;
- 5 membres de l'Institut;
- 2 membres de l'enseignement libre.

Tous sont nommés pour un an seulement. Le ministre les préside et détermine l'ouverture des sessions qu'ils tiennent deux fois par an.

Une circulaire ministérielle du 2 mars 1853 vint renseigner les recteurs sur l'étendue de leurs pouvoirs nouveaux à l'égard des instituteurs primaires : « Les recteurs des Académies,

(1) *Bulletin des Lois*, 10^e S., B. 520, n. 3966.

y était-il dit, ne doivent pas hésiter à faire usage du droit de déplacement et de permutation, dans toutes les circonstances où ils jugeront que l'intérêt du service exige l'adoption de cette mesure. »

Deux ans plus tard, la loi du 14 juin 1854 renforça encore l'action du pouvoir central sur l'enseignement. Son article premier supprima l'autonomie départementale et créa 16 académies régionales, Aix, Besançon, Bordeaux, Caen, Chambéry, Dijon, Douai, Grenoble, Poitiers, Nancy, Rennes, Montpellier, Paris, Lille, Lyon, Clermont. Le Conseil académique fut transporté dans chacun de ces chefs-lieux et ainsi composé : le recteur, président, les inspecteurs de la circonscription, les doyens des facultés, 7 membres *choisis annuellement par le ministre* de l'Instruction publique, en Conseil supérieur, soit : un archevêque ou évêque, deux ministres des cultes non-catholiques, deux magistrats et deux fonctionnaires ou notables de la circonscription.

La part des intérêts sociaux était encore diminuée au profit de la bureaucratie impériale. De plus, la place des conseils académiques dans chaque département était prise par le conseil départemental. Le préfet devenait président de droit à la place du recteur. Le conseil départemental comptait bien encore un certain nombre d'ecclésiastiques, de ministres des cultes non-catholiques, voire de magistrats, nommés, les uns et les autres, par le ministre ; mais le nombre des fonctionnaires de l'Instruction publique s'était encore accru dans son sein.

L'article 7 lui donnait, « en ce qui concerne les affaires de l'instruction primaire et les affaires disciplinaires et contentieuses relatives aux établissements d'instruction secondaires, les attributions déferées au Conseil académique par la loi

(1) *Bulletin des Lois*, 11^e S., B. 186, n. 2588.

du 15 mars 1850 ». La dépossession du Conseil académique était complétée par une disposition qui ouvrait un droit d'appel direct devant le Conseil supérieur.

La nomination, la révocation, le déplacement des instituteurs publics étaient enlevés au recteur et donnés au Préfet. Il reçut, dans les mêmes conditions, « les attributions déferées au recteur par la loi du 15 mars 1850 et par le décret organique du 9 mars en ce qui concerne l'enseignement primaire libre ». Désormais toutes les affaires relatives à l'enseignement primaire du département furent instruites par l'inspecteur d'Académie « sous l'autorité du Préfet ».

Bien que la tendance du second Empire fût, ainsi que nous venons de le voir, favorable à une restauration de l'étatisme universitaire, il y eut, à cette époque, un courant d'idées favorable à l'extension de la liberté de l'enseignement supérieur. Des pétitions furent signées. Des projets furent élaborés, notamment par MM. Duruy et Guizot. Mais aucun résultat ne fut obtenu.

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Liberté de l'enseignement supérieur.

Après la guerre de 1870, l'idée fut reprise et réalisée. Le 19 mars 1873, l'Assemblée nationale avait déjà voté un projet rapporté par M. de Broglie réorganisant le Conseil supérieur selon les principes de la loi de 1850. On portait le nombre des membres à 38 au lieu de 28 et on y introduisait des représentants de l'armée et de la marine, des délégués du Collège de France, etc... Le 25 juillet suivant, M. de Laboulaye lut un rapport favorable sur le projet en faveur de la liberté de l'enseignement supérieur qui avait été déposé par le comte Jaubert. Ce rapport résumait ainsi le rôle de l'Eta

vis-à-vis de l'Instruction publique dans la société moderne :
« Il importe à l'Etat que les citoyens soient instruits, mais il n'en résulte pas que lui seul ait le droit d'enseigner... Nous voulons donner la pleine liberté de l'enseignement supérieur sans autres restrictions que celles que réclament la morale et l'ordre public. » Défendu par Chesnelong et Mgr Dupanloup, le projet fut combattu également par les anticléricaux et par l'extrême droite. On discutait surtout sur la collation des grades; les anticléricaux y voyaient un droit régalién dont l'Etat ne pouvait se dessaisir. M. Paris proposa, dans un amendement, la création de jurys mixtes composés d'un nombre égal d'universitaires et de professeurs libres, nommés à chaque session par le ministre de l'Instruction publique. Cet amendement fut adopté par 358 voix contre 321.

La loi qui instituait pleinement en France la liberté d'enseignement à tous les degrés fut votée définitivement le 12 juillet 1875.

Les individus et les associations pouvaient donner l'enseignement supérieur. Les associations étaient dispensées de l'article 291, abrogé maintenant, interdisant les associations de plus de vingt personnes. Une distinction, inverse de celle de la loi de 1850, avait été faite entre le personnel dirigeant et le personnel enseignant. On n'exigeait aucun grade, sauf dans les Facultés de médecine, des membres de la direction; tandis que, pour prendre le titre de Faculté, il fallait avoir des professeurs, munis de leur diplôme de docteurs, en nombre égal à celui des facultés de l'Etat les moins nombreuses.

Les élèves de l'enseignement supérieur libre avaient la faculté de subir leurs examens devant un jury mixte. Le baccalauréat restait soumis à un jury purement universitaire.

La réaction du laïcisme d'Etat n'allait pas tarder à se produire.

CHAPITRE V

LÉGISLATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Le vote des lois Ferry.

Duruy, dans son rapport du 6 mars 1865, avait proposé à Napoléon III d'établir l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire. Cette idée fut repoussée, mais elle fut reprise par Jules Ferry. Ce dernier, qui venait de nommer M. Ferdinand Buisson à la direction de l'enseignement primaire, déposa deux projets à la Chambre le 15 mars 1879.

Le premier excluait du Conseil supérieur de l'Instruction publique et des conseils académiques les représentants des grands corps sociaux : évêques, rabbins, magistrats. Les universitaires restèrent en énorme majorité dans ces conseils qui ont souvent à juger les contestations relatives à l'enseignement libre. Cette réforme eut l'avantage de substituer l'élection à la nomination pour la partie de beaucoup la plus importante des conseillers. La loi fut votée le 27 février 1880.

Actuellement, la composition du Conseil supérieur est la suivante : neuf membres, formant la section permanente, auxquels le ministre ajoute six membres choisis parmi les élus, et quatre représentants de l'enseignement libre, nommés les uns et les autres par décret ; trente-neuf membres sont élus par l'Institut, les Grandes Ecoles, l'enseignement supérieur et secondaire ; six sont élus par l'enseignement primaire. Le Conseil tient deux assemblées ordinaires par an. Il donne son

avis sur les projets concernant l'enseignement, l'administration, la discipline. Il statue en appel et en dernier ressort sur les jugements rendus par les conseils académiques et départementaux.

Le Conseil académique se trouve au chef-lieu de chaque académie; il se compose :

1^o De membres de droit : le recteur et les inspecteurs d'académie;

2^o De membres choisis par le ministre : un proviseur, un principal de collège, deux conseillers généraux, deux municipaux et deux membres de l'enseignement libre pour les affaires concernant cet enseignement;

3^o De membres élus pour quatre ans : quatre professeurs agrégés et deux licenciés.

Il a, aussi, deux sessions par an et exerce une action consultative et juridictionnelle sur tout ce qui touche l'enseignement secondaire.

Enfin le Conseil départemental est organisé dans chaque département et se compose :

1^o Du préfet, président, de l'inspecteur d'académie, vice-président, du directeur et de la directrice des écoles normales, de deux inspecteurs primaires désignés par le ministre;

2^o De quatre membres du conseil général élus par leurs collègues, de deux instituteurs élus par leurs collègues titulaires, de deux institutrices élues de la même façon et de deux membres élus par les instituteurs libres qui doivent être adjoints au Conseil départemental pour les affaires concernant l'enseignement privé.

Les réunions de ce Conseil sont trimestrielles. Il a de triples attributions : *pédagogiques*, en ce qui touche les règlements intérieurs des écoles publiques, les programmes, les méthodes, etc...; *administratives*, en ce qui touche le nombre

des écoles, des maîtres, les promotions du personnel, etc... ; *juridictionnelles*, en ce qui touche l'application des peines disciplinaires.

Le second projet présenté par Ferry supprimait les jurys mixtes et restituait à l'Etat le monopole de la collation des grades. L'article 7 interdisait l'enseignement à tout congréganiste non autorisé. Les catholiques firent dans le pays une campagne d'opposition. Leurs pétitions se couvrirent de 150.000 signatures; 33 conseils généraux se déclarèrent hostiles au projet et 13, seulement, favorables. Pendant la discussion, M. Etienne Lamy, qui avait été un des 363, fit passer ses convictions catholiques avant ses attaches de parti : « Votre loi, dit-il, est l'injustice même, ne servant aucun intérêt et contraire à la notion même de République. » La Chambre vota l'article 7 par 333 voix contre 164 et le projet par 347 voix contre 143. Jules Simon fut rapporteur de la loi au Sénat. Il en défendit l'ensemble, mais fit rejeter l'article 7 : « Nous croyons, dit-il, en le repoussant servir la République autant que la Liberté... » La Chambre vota le texte du Sénat, allégé de l'article 7, le 18 mars 1880.

Ferry ne se tint pas pour battu. Onze jours plus tard, le 29 mars 1880, deux décrets paraissaient à l'*Officiel*. Le premier dissolvait la Congrégation des Jésuites et lui donnait trois mois pour évacuer les établissements qu'elle possédait sur le territoire français. Le second donnait à toute congrégation ou communauté trois mois pour demander l'autorisation et soumettre ses statuts au gouvernement.

Les congrégations voulurent recourir aux tribunaux judiciaires. La presque unanimité de ces derniers se déclara compétente. Mais le tribunal des conflits leur enleva la connaissance des procès relatifs aux décrets.

Il en résulta que 358 couvents furent fermés, 10.000 reli-

gieux exilés. Quatre cents magistrats et fonctionnaires donnèrent leur démission pour ne pas s'associer à l'exécution de ces mesures.

Les lois de 1880 ouvraient la série des lois scolaires d'inspiration nouvelle. Elles furent bientôt suivies de la loi du 16 juin 1881 qui établissait la gratuité de l'enseignement primaire et supprimait les équivalences. La loi du 28 mars 1882 posa le double principe de l'obligation et de la laïcité et supprima le droit de surveillance des ministres des cultes. La loi du 30 octobre 1886 laïcisa le personnel enseignant, régla la mise à l'index de certains manuels par le Conseil supérieur et supprima les dispenses de service militaire. La loi du 1^{er} juillet 1901 interdit l'enseignement ou la direction d'une école ou d'un collège à tout congréganiste non autorisé. Cette disposition fut aggravée par le refus, en bloc, de 81 demandes d'autorisation, voté par la Chambre en 1903, sur le rapport de M. Rabier. La loi du 4 décembre 1902 vint punir d'amende et de prison tous ceux qui auraient « favorisé le fonctionnement » d'une école employant « un ou plusieurs congréganistes » non autorisés. La loi du 7 juillet 1904 compléta le système de prohibitions en interdisant l'enseignement à toutes les congrégations même autorisées. La loi du 5 décembre 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat rappela incidemment, dans son article 30, que le catéchisme ne peut être fait aux enfants de 6 à 13 ans qu'en dehors de leurs heures de classes.

Nous avons cité rapidement les diverses lois qui composent notre régime scolaire afin de les classer par ordre de date. Nous allons en analyser les dispositions. Nous n'envisageons que la situation de l'enseignement primaire, celle de l'enseignement secondaire et supérieur restant soumise aux lois de 1850, 1875 et 1880, sauf en ce qui concerne l'interdic-

tion d'enseigner faite aux congréganistes et qui s'étend à tous les ordres d'enseignement.

OBLIGATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

La loi du 28 mars 1882 est la première qui ait introduit dans le droit public français l'idée de l'obligation scolaire. Nous avons vu que le principe en est approuvé par la doctrine catholique qui ne reproche point à l'Etat de contraindre les familles à faire donner une instruction à leurs enfants, mais seulement de les contraindre à leur faire donner une certaine instruction et, surtout, une certaine éducation.

Durée de l'obligation.

La durée de l'obligation est indiquée dans l'article 64 de la loi du 28 mars 1882 : « L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de 6 ans révolus à 13 ans révolus ; elle peut être donnée soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles, par le père de famille lui-même ou par toute autre personne qu'il aura choisie. » L'article 6 prévoit que les enfants, munis à 11 ans de leur certificat d'études, seront affranchis de cette obligation.

La loi du 2 novembre 1892, sur le travail des femmes et des enfants dans les usines à feu continu, a stipulé que les enfants ne pourront être employés par des patrons, ni admis dans des établissements énumérés par la loi, avant 13 ans révolus. Elle a, toutefois, ramené la limite d'âge à 12 ans pour ceux qui ont leur certificat d'études.

Qui est responsable?

Dans son article 7, la loi du 28 mars 1882 a déclaré responsables de l'assiduité de l'enfant à l'école le père, le tuteur ou, à leur défaut, la personne qui a la garde de l'enfant.

Ils ont une double obligation : 1^o faire les déclarations prévues par les articles 7 et 9 de la loi de 1882, et 2^o veiller à ce que l'enfant reçoive l'instruction dans la famille ou suive les cours d'une école.

Déclarations obligatoires.

Le maire et la commission scolaire (1) dressent chaque année la liste des enfants de 6 à 13 ans et avisent les parents de la date de la rentrée des écoles publiques. Quinze jours avant cette date, les parents doivent faire savoir au maire comment l'enfant sera instruit. Ils peuvent, à leur gré, lui faire donner l'instruction dans la famille, à l'école privée ou à l'école publique. Dans ce dernier cas, ils ne sont pas obligés de choisir l'école de la commune. Ils peuvent envoyer leurs enfants dans une école voisine — sauf le cas où celle-ci compterait déjà le maximum d'élèves. Une circulaire ministérielle du 7 septembre 1882 est venue déclarer que l'inscription au registre d'une école publique ou privée, régulièrement communiqué à la commission, suffit pour remplacer la déclaration.

En cas de non-déclaration, le maire inscrit d'office l'enfant à une école publique. Toutefois, il ne peut le faire que s'il a envoyé aux parents l'avis individuel, prévu à l'article 8, et les avisant que leur enfant est soumis à l'obligation scolaire. Des affiches placardées dans les communes ne suffi-

(1) La commission municipale scolaire est composée ainsi qu'il suit :

1^o Membres de droit :

a) le maire ou un adjoint, président;

b) l'inspecteur primaire;

2^o Membres désignés par le conseil municipal. Ces membres, choisis dans son sein, ne peuvent dépasser le tiers du total;

3^o Membre désigné par l'inspecteur d'académie : un délégué cantonal.

raient pas (1). Ce même article 8 décide, dans son alinéa 2, que le maire qui procède à l'inscription d'office doit en avvertir le père ou son remplaçant. Dès lors ce dernier est mis en demeure d'assurer l'assiduité de l'enfant à l'école indiquée (2). Les parents conservent toujours le droit de faire une déclaration régulière, selon leur choix; mais, tant qu'elle n'est pas faite, l'enfant doit fréquenter l'école publique.

Lorsque, pour une cause quelconque, l'enfant quitte l'école, les parents doivent en donner immédiatement avis au maire et lui indiquer, en même temps, par quel moyen l'enfant sera instruit dans l'avenir (3).

Moyens d'assurer l'obligation.

A) Enfants instruits dans la famille.

L'article 4 de la loi de 1882 permet aux familles de faire instruire chez elles leurs enfants; mais l'article 16 organise un système de contrôle en astreignant ces enfants à subir un examen, au bout de la deuxième année, sur les matières enseignées à l'école publique. Le jury a été déterminé par l'arrêté ministériel rendu en Conseil supérieur de l'instruction publique, le 12 janvier 1887 (articles 263 à 270). L'inspecteur primaire, ou son délégué, préside, assisté d'un délégué cantonal et d'une personne munie d'un diplôme universitaire ou d'un brevet de capacité; — pour l'examen des petites filles, cette personne doit être une femme.

En cas d'insuffisance inexcusable constatée dans l'instruction de l'enfant, ses parents sont obligés de l'envoyer dans

(1) Cassation, 26 mai 1883. D. 84, 84, 1, 43; 4 août 1883, D. 84, 1, 44; 15 mars 1884, D. 85, 1, 132.

(2) Cassation, 8 décembre 1883. D. 84, 1, 258.

(3) Loi, 28 mars 1882, art. 9.

la huitaine à une école publique ou privée. S'ils ne déclarent pas quelle école ils ont choisie, le maire inscrit l'enfant d'office à l'école publique.

B) *Enfants inscrits dans une école publique ou privée.*

Les parents doivent assurer la fréquentation de l'école choisie. En cas d'absence de leur enfant, ils doivent donner le motif au directeur.

Les directeurs d'école publique ou privée reçoivent du maire la liste des enfants inscrits. L'inspecteur primaire en reçoit un double. Ils doivent dresser un registre d'appel et envoyer chaque mois le relevé des absences et des excuses invoquées au maire qui le soumettra à la commission scolaire. Les excuses admises sont la maladie de l'enfant, le décès d'un membre de la famille, la difficulté accidentelle des communications ou d'autres circonstances exceptionnelles. La violation de la neutralité dans les manuels scolaires n'est pas une excuse valable (1) et si la commission scolaire l'admet, elle commet un excès de pouvoir (2). La loi du 30 octobre 1886, dans son article 58, alinéa 6, déclare que la commission scolaire ne peut, en aucun cas, apprécier les matières et les méthodes de l'enseignement. En revanche, il a été jugé que si les parents refusent de munir l'enfant d'un manuel qu'ils réprouvent, la commission scolaire ne peut exclure l'enfant de l'école, ni — si elle l'a exclu — considérer ses absences comme injustifiées et ordonner l'affichage du nom des parents (3).

(1) Cassation, 15 décembre 1883, D. 84, 1, 243.

(2) Conseil d'État, 16 mars 1883, et 8 août 1884, S. 86, 3, 31.

(3) Conseil d'État, arrêt cité, S. 86, 3, 31.

Pénalités prévues par la loi.

A) Pénalités contre les directeurs, d'écoles privées.

Les directeurs d'écoles publiques sont soumis à la discipline administrative; mais il n'en est pas de même de leurs collègues de l'enseignement privé contre lesquels la loi de 1882 a cru nécessaire de porter des pénalités, dans son article 11, pour le cas où ils auraient négligé de communiquer les listes d'appel. Ils seront alors déférés au Conseil départemental sur le rapport de la commission scolaire et de l'inspecteur primaire. Le Conseil peut leur infliger un avertissement, une censure ou une suspension. Le maximum de la suspension est de un mois ou de trois mois, en cas de récidive dans l'année scolaire

B) Pénalités contre les parents.

L'article 12 de la loi de 1882 prévoit trois sanctions graduées : l'avertissement, l'affichage à la porte de la mairie et la condamnation à des peines de police.

Si, dans le délai d'un mois, l'enfant manque quatre fois sans excuse et pendant une demi-journée, au moins, à chaque fois, le père (ou celui qui a la garde de l'enfant) est invité, trois jours à l'avance, à comparaître, dans la salle des actes de la mairie, devant la commission scolaire « qui lui rappelle le texte de la loi et lui explique son devoir »

La comparution doit être personnelle. En cas d'empêchement, il faut présenter par écrit ses explications et solliciter la remise à une autre audience.

En cas de non-comparution injustifiée, la commission prononce l'affichage à la porte de la mairie.

Outre le motif précédent, l'affichage peut être prononcé pour violation de l'article 9 qui enjoint aux parents dont l'enfant quitte l'école d'indiquer la façon dont l'enfant sera

instruit. Il peut aussi être ordonné pour récidive lorsque les absences se sont renouvelées dans les douze mois.

On affiche le nom, les prénoms et qualités des parents punissables, ainsi que le fait relevé contre eux.

La condamnation aux peines de police est prévue par l'article 14 : « En cas d'une nouvelle récidive, la commission scolaire ou, à son défaut, l'inspecteur primaire devra adresser une plainte au juge de paix. L'infraction sera considérée comme une contravention et pourra entraîner condamnation aux peines de police, conformément aux articles 479, 480 et suivants du Code pénal. L'article 463 du même Code (1) est applicable. »

Il résulte des travaux préparatoires (2) que l'expression « nouvelle récidive » signifie : la seconde infraction. C'est la thèse adoptée par la Cour de Cassation qui admet que cette seconde infraction suffit pour motiver des peines de police si, lors de la première, le père a négligé de se présenter devant la commission scolaire (3). Lorsqu'il a été condamné une fois en simple police, toute nouvelle infraction de sa part peut y être déferée *de plano* (4).

Les peines prévues par la loi sont : 1^o une amende de 11 à 15 francs, et 2^o un emprisonnement qui ne pourra dépasser cinq jours. En cas de récidive, le juge *doit* prononcer la peine de la prison ; mais ici on prend le mot *récidive* dans son sens habituel : il doit y avoir en une première condamnation, dans les douze mois précédents et dans le ressort du même tribunal. S'il y a des circonstances atténuantes, l'amende peut être substituée à la prison.

(1) L'art. 463 C. pén. concerne les circonstances atténuantes.

(2) *J. O.*, 1881, p. 1084, séance du 5 juillet 1881 au Sénat, séance du 18 mars 1882. *J. O.*, p. 248 et 249.

(3) Cassation, 4 août 1883. D., 84, 1, 41.

(4) Cassation 21 décembre 1883 D. 84, 12, 58.

Le juge de paix, saisi d'une plainte, a qualité pour apprécier la régularité des délibérations de la commission scolaire qui le saisit (1).

Contrairement à sa jurisprudence ordinaire qui réserve le non-cumul des peines aux crimes et délits proprement dits, la Cour de Cassation admet ce principe en matière de contravention à la loi scolaire (2).

Dispense de fréquentation scolaire.

La loi du 28 mars 1882 prévoit, dans son article 15, soit des dispenses totales et temporaires, soit des dispenses partielles et permanentes. Celles qui sont données pour un temps déterminé ne peuvent dépasser trois mois. Au delà de quinze jours l'approbation de l'inspecteur primaire est nécessaire. Cette faveur doit être refusée aux enfants employés en dehors de leur famille.

Cependant, pour les enfants employés hors de leur famille dans l'agriculture, la commission scolaire peut autoriser la dispense permanente d'une des classes de la journée.

(1) Cassation, 3 août 1883. D. 8,41,44; 21 déc., 1883, D. 84,1,258; 14 nov. 1884, S. 85, 1, 329.

(2) Cassation, 15 déc. 1883, D. 84, 1, 258.

NEUTRALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Les lois qui déclaraient l'enseignement primaire obligatoire et qui chargeaient l'Etat d'organiser l'instruction publique proclamèrent la neutralité de l'école officielle.

La loi du 28 mars 1882 effaça la religion du nombre des matières enseignées. La loi du 30 octobre 1886 laïcisa le personnel enseignant.

La conception de la loi de 1850 et celle des lois de 1882-86.

La loi du 15 mars 1850 prévoyait, dans son article 23, que les instituteurs donneraient l'instruction religieuse et morale et l'article 44 de la même loi déclarait que : « les ministres des différents cultes étaient spécialement chargés de surveiller l'enseignement religieux de l'école. » Ces dispositions ont été abrogées et remplacées par l'institution d'une instruction morale et civique (1).

L'enseignement religieux doit être donné hors de l'école. Les classes vaqueront un jour par semaine, en dehors du dimanche, pour permettre aux parents d'y aviser. Tout droit d'inspection, de surveillance et de direction dans les écoles publiques est retiré aux ministres des différents cultes.

La loi du 9 décembre 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat a limité les heures pendant lesquelles peut être fait ce catéchisme qu'on a, depuis 1882, exclu de l'école. « L'enseignement religieux, déclare l'article 30, ne peut être

(1) Loi 22 mars 1882, art. 1, 2 et 3.

donné aux enfants de six à treize ans inscrits dans les écoles publiques qu'en dehors des heures de classe. » Les infractions à cette règle sont punies des amendes et de la prison prévues par l'article 14 de la loi du 28 mars 1882

Cependant, une circulaire ministérielle du 9 avril 1903 autorise les enfants à quitter l'école publique pour suivre les exercices religieux, dans la semaine qui précède leur première communion.

Par application de la loi de 1882, des circulaires ministérielles successives ordonnèrent l'enlèvement des emblèmes religieux (1), l'interdiction de tout exercice religieux dans les locaux scolaires (2). Elles stipulèrent que le catéchisme ne pouvait être fait que dans l'église ou ses dépendances immédiates et non dans des locaux faisant partie d'une école libre (3). En tant qu'instituteur et à la tête de ses élèves, aucun membre de l'enseignement public ne peut participer à une cérémonie religieuse (4). L'instituteur n'est pas tenu de surveiller ni de conduire ses élèves à l'église. Il y a cependant une exception : lorsque les enfants ne sont pas rendus à leur famille dans l'intervalle des classes, l'instituteur doit accompagner à l'église ceux dont les parents en ont manifesté le désir. Il est, en effet, civilement responsable de tout ce qui peut leur arriver jusqu'à leur sortie définitive de la maison d'école (5).

Lorsqu'un enfant est interne dans un établissement public, son père — ou celui qui détient la puissance paternelle — déclare s'il devra participer à l'exercice d'un culte. Toute facilité lui sera donnée pour remplir les devoirs religieux au-

(1) Circ. min., 2 nov. 1882 et 9 avril 1903.

(2) Circ. min., 9 avril 1903.

(3) Circ. du ministère de la justice et des cultes, 12 déc. 1892.

(4) Circ. min., 9 avril 1903.

(5) Circ. min., 9 avril 1903.

torisés par ses parents, sans, toutefois, que cela puisse nuire à ses études. On le fera accompagner à l'église, au temple ou à la synagogue (1).

Dans les écoles normales d'instituteurs, les élèves-maitres sont libres d'exercer leur culte. Les élèves-maitresses sont conduites à la messe sur la demande de leurs parents (2).

Déclarations des promoteurs de la laïcité.

Lorsqu'on discutait au Parlement les lois sur l'enseignement laïque, leurs promoteurs déclarèrent à qui voulait les entendre que *neutralité* ne signifiait pas hostilité au catholicisme. Paul Bert disait, le 4 décembre 1881, à la Chambre des députés : « Alors que nous discutons une loi qui peut frapper de *peines* assez sévères le père de famille s'il n'envoie pas son enfant à l'école, en présence de cette situation que c'est, dans l'immense majorité des cas, l'école publique qui devra s'ouvrir à l'enfant, il nous a paru indispensable d'affirmer au père de famille que rien ne sera enseigné dans cette école qui puisse porter atteinte à la liberté de conscience de son enfant comme à la sienne propre. » Et le rapporteur de la loi continuait : « Nous avons voulu commencer par lui affirmer que son enfant ne recevra pas à l'école une instruction contraire à ses sentiments, de telle sorte que, rentré dans le foyer familial, il devienne une source de discussions et une occasion de scandale. » De son côté, Jules Ferry tenait le même langage au Sénat, le 16 mars 1882 : « Le premier devoir du législateur qu'institue l'école neutre, notre devoir à tous, le devoir du

(1) Règlements scolaires du 29 décembre 1888, art. 5.— Décret, 16 janv. 1894, art. 6.

(2) Décret, 18 janv. 1887, art. 83.

Ministre et du Gouvernement qui feront appliquer cette loi, sera d'assurer de la manière la plus scrupuleuse et la plus sévère la neutralité de l'école. Si, par conséquent, un instituteur public s'oubliait assez pour instituer dans son école un enseignement hostile, outrageant contre les croyances religieuses de n'importe qui, il sera aussi sévèrement et aussi rapidement réprimé que s'il avait commis cet autre méfait de battre ses élèves ou de se livrer contre leur personne à des sévices coupables. »

Le spiritualisme des programmes.

Le programme annexé à l'arrêt du ministre de l'Instruction publique, en date du 27 juillet 1882, est imprégné du même esprit. On peut y lire sous ce titre : *Education morale, Rôle de l'instituteur* : « L'instituteur n'a pas à enseigner de toutes pièces une morale théorique, suivie d'une morale pratique, comme s'il s'adressait à des enfants dépourvus de toute notion préalable du bien et du mal. L'immense majorité lui arrive, au contraire, ayant déjà reçu ou recevant un enseignement religieux qui les familiarise avec l'idée d'un Dieu, auteur de l'univers et père des hommes, avec les traditions, les croyances d'un culte chrétien ou israélite ; au moyen de ce culte et sous les formes qui lui sont particulières ; ils ont déjà reçu les notions fondamentales de la morale éternelle et universelle, mais ces notions sont encore chez eux à l'état de germe naissant et fragile ; elles n'ont pas pénétré profondément en eux-mêmes ; elles sont fugitives et confuses, plutôt entrevues que possédées, confiées à la mémoire bien plus qu'à la conscience à peine encore exercée. Elles attendent d'être mûries et développées par la culture que l'instituteur public viendra leur donner. Sa mission est donc bien délimitée : elle consiste

à fortifier, à enraciner dans l'âme des élèves pour toute leur vie, en les faisant passer dans la pratique quotidienne, ces notions essentielles de moralité humaine communes à toutes les doctrines, nécessaires à tous les hommes civilisés. Il peut remplir cette mission sans avoir à faire personnellement ni adhésion ni opposition à aucune des diverses croyances confessionnelles auxquelles ces élèves associent et mêlent les principes généraux de la morale... Il prend les enfants tels qu'ils lui viennent avec leurs idées et leur langage, les croyances qu'ils tiennent de leur famille et il n'a plus d'autre souci que de leur apprendre à en tirer ce qu'elles contiennent de plus précieux au point de vue social, c'est-à-dire les préceptes d'une haute moralité. »

Cet arrêté du 27 juillet 1882 ne se borne point à prescrire à l'instituteur le respect et l'*utilisation morale* des croyances individuelles. Il met une borne à la neutralité et, par delà les diverses religions positives, il institue une sorte de spiritualisme officiel. Le programme du cours de morale des enfants de onze à treize ans contient ces lignes : « Dans chacun de ces chapitres du cours de morale sociale, on fera remarquer à l'élève, sans entrer dans les discussions métaphysiques : 1^o la différence entre le devoir et l'intérêt; 2^o la distinction entre la loi écrite et la loi morale; l'une fixe un minimum de prescriptions que la société impose à tous ses membres sous des peines déterminées; l'autre impose à chacun, dans le secret de sa conscience, un devoir que nul ne le contraint à remplir, mais auquel *il ne peut faillir sous se sentir coupable envers lui-même et envers Dieu.* » Le programme précise, ensuite, la façon dont l'instituteur devra parler de Dieu aux enfants : « L'instituteur n'est pas chargé de faire un cours *ex professo* sur la nature et les attributs de Dieu; l'enseignement qu'il doit donner à tous indistinctement se borne à deux points : d'abord il

leur apprend à ne pas prononcer légèrement le nom de Dieu; il associe étroitement, dans leur esprit, à l'idée de la cause première et de l'être parfait un sentiment de respect et de vénération et il habitue chacun d'eux à environner du même respect cette notion de Dieu, alors même qu'elle se présenterait à lui sous des formes différentes de celles de sa propre religion. Ensuite, et sans s'occuper des prescriptions spéciales aux diverses communions, l'instituteur s'attache à faire comprendre et sentir à l'enfant que le premier hommage qu'il doit à la Divinité, c'est l'obéissance aux lois de Dieu, telles que les lui révèlent sa conscience et sa raison. »

Ce respect du sentiment religieux, cette reconnaissance du droit supérieur du père de famille, en la matière, sont proclamés du nouveau, avec insistance, par Jules Ferry dans la circulaire qu'il adresse, le 17 novembre 1883, aux instituteurs publics: « Vous êtes l'auxiliaire et, à certains égards, les suppléants du père de famille; parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre; avec force et autorité, toutes les fois qu'il s'agit d'une vérité incontestée, d'un précepte de morale commune; avec la plus grande réserve dès que vous risquez d'effleurer un sentiment religieux dont vous n'êtes pas juge. Si, parfois, vous étiez embarrassé pour savoir jusqu'où il vous est permis d'aller dans votre enseignement moral, voici une règle pratique à laquelle vous pourrez vous tenir: Au moment de proposer à vos élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve, à votre connaissance, un seul homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait, de bonne foi, refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire... Si étroit que vous semble, peut-être, un cercle d'action ainsi tracé, faites-vous un de

voir d'honneur de n'en jamais sortir; restez en deçà de cette limite, plutôt que de vous exposer à la franchir; vous ne toucherez jamais avec trop de scrupule à cette chose délicate et sacré qu'est la conscience de l'enfant . »

Quand parurent ces programmes scolaires, le Conseil général de la Seine émit un vœu tendant à ce que les devoirs envers Dieu en fussent rayés. Jules Ferry leur répondit en ces termes : « Nous n'avons jamais celé que nous n'entendrons jamais ainsi la neutralité; la neutralité confessionnelle nous suffit, et il serait impossible d'imposer une autre doctrine que le spiritualisme à la majorité des Français dans le cœur desquels la croyance à la divinité et à l'immortalité de l'âme est si vivace. L'enseignement doit être spiritualiste. J'ai donc répondu, et je répondrai toujours aux réclamations de ce genre que la neutralité confessionnelle n'implique en aucune façon la neutralité philosophique. »

Ces programmes universitaires insérés au *Journal officiel* en 1883 ont été confirmés par les arrêtés de 1887 et complétés par les arrêtés successifs du 8 août 1890, du 4 janvier 1894, du 4 mars 1897 et du 30 décembre 1898. En voici quelques extraits : « Elever les enfants au sentiment de l'admiration pour l'ordre universel et au sentiment religieux, en leur faisant contempler quelques grandes scènes de la nature... »

Cours moyen : « L'instituteur apprend aux enfants à ne pas prononcer légèrement le nom de Dieu; il associe étroitement, dans leur esprit, à l'idée de la cause première et de l'Etre parfait, [un sentiment de respect et de vénération. »

Cours supérieur : « Après quelques développements sur la loi écrite et sur la morale , il leur dit qu'on ne peut faillir aux devoirs que cette dernière impose sans se sentir coupable envers soi-même et envers Dieu. »

Evidemment, ainsi que le disait à la Chambre l'honorable

M. Ferrouillat : « Le Dieu des programmes n'est pas le Dieu des Congrégations, c'est le Dieu de la philosophie, le Dieu de la raison et, pourquoi ne le dirait-on pas, le Dieu des braves gens. »

Cela n'empêchait pas M. Buisson, alors directeur de l'enseignement primaire, de se prévaloir, en 1892, de la présence de cette idée dans les programmes pour répondre aux accusateurs de l'école neutre : « Ce gros mot de sacristie : *l'école sans Dieu*, écrivait-il, comment le P. Lallemand se résignerait-il à l'écrire ? Il connaît l'Université, il connaît nos programmes publiquement sanctionnés. En est-il un seul où l'idée de Dieu soit absente ? En est-il un seul qui, de près ou de loin, par omission ou autrement, permette à un homme de dire que l'école laïque est l'école sans Dieu (1). »

La situation est donc la suivante : le spiritualisme officiel, malgré les efforts de Jules Simon et sur l'intervention de Jules Ferry, a été exclu du texte de la loi scolaire.

Ensuite, ce même Jules Ferry a réintroduit le spiritualisme dans les programmes et n'a cessé de le prêcher dans ses circulaires. On a essayé d'atténuer ainsi l'impression produite sur l'opinion publique par les lois de laïcité. Nous pouvons constater l'évolution qui a exclu l'idée de Dieu des « lois intangibles », tout en donnant place au spiritualisme dans des déclarations ministérielles rassurantes et éphémères, et dans des programmes que l'on peut toujours remplacer dans le cas où quelqu'un s'aviserait d'en réclamer l'application.

La laïcisation du personnel.

La seconde loi, destinée à constituer la neutralité de l'enseignement public, fut celle qui, le 30 octobre 1886, ordonna

(1) Cité par M. Jacques Piou, à la Chambre, en présence de M. Ferdinand Buisson.

la laïcisation de son personnel. « Dans les écoles publiques de tout ordre, déclare l'article 17, l'enseignement sera exclusivement confié à un personnel laïque. » Aucune nomination d'instituteur congréganiste ne peut être faite dans un département où fonctionne depuis quatre ans une école normale. C'est, aujourd'hui, le cas de tous les départements. On prévoyait que la laïcisation des écoles de garçons serait terminée dans les cinq ans, mais l'on n'avait fixé aucune limite pour la laïcisation des écoles de filles. La loi de finances du 30 mars 1902, art. 70, décida qu'elles devraient être toutes laïcisées dans un délai de trois ans à partir du 1^{er} janvier 1903. Cependant, dans les communes où la laïcisation rendait nécessaire la construction d'une maison d'école, la loi donnait un délai de dix ans : jusqu'au 1^{er} janvier 1913. La loi du 7 juillet 1904, qui a interdit l'enseignement, même libre, aux membres des congrégations même autorisées, a fixé comme dernier délai pour les écoles privées le 7 juillet 1914.

L'acte de laïcisation d'une école publique est fait par arrêté préfectoral. C'est un acte administratif que les tribunaux de l'ordre judiciaire n'ont pas à connaître et qui n'est susceptible que de deux voies de recours : le recours au Ministre, chef hiérarchique du Préfet, et le recours en Conseil d'Etat pour excès de pouvoir (1). Cependant, s'il n'appartient pas aux tribunaux judiciaires d'arrêter ou simplement de retarder l'exécution de l'arrêté de laïcisation, quand bien même cet acte causerait un préjudice matériel au plaignant, ces mêmes tribunaux demeurent compétents pour connaître des questions de propriété ou des demandes de dommages-intérêts, soulevées à propos de la laïcisation (2).

(1) Tribunal des conflits, 11 janvier 1879, D. 79, 3, 65.

(2) Tribunal des conflits, 14 janv. 1880, D. 80, 3, 91.; 14 avril 1883, D. 84, 3, 73; 13 avril 1889, D. 90, 3, 54; 26 mars 1898, D. 99, 3, 52.

CONDITIONS REQUISES POUR ENSEIGNER

Nous allons d'abord étudier les conditions communes à l'enseignement public et à l'enseignement privé. Nous verrons ensuite celles qui sont relatives à l'ouverture et au fonctionnement des écoles libres.

Nationalité.

La loi du 30 octobre 1886, dans son article 4, exige que celui qui veut enseigner soit Français. Cependant un étranger peut être autorisé à enseigner dans un établissement privé. Mais il faudra qu'il y soit autorisé par le ministre de l'Instruction publique, après avis du Conseil départemental. Cette autorisation ne lui sera accordée que s'il justifie, d'une part, des conditions d'âge et de capacité requise et, d'autre part, qu'il est admis à jouir des droits civils.

Age.

L'âge minimum requis pour être professeur est de 18 ans, pour les instituteurs, et de 17 ans pour les institutrices. Pour diriger une école, il faut avoir 21 ans et cet âge est porté à 25 ans s'il s'agit d'une école supérieure recevant des internes (L. 30 octobre 1886, art. 7)

Titre de capacité.

Le titre de capacité exigé est le brevet élémentaire ou supérieur. La loi du 16 juin 1881 a supprimé toutes les équivalences admises par l'article 25 de la loi du 15 mars 1850.

En plus du brevet, les membres de l'enseignement public doivent obtenir le certificat d'aptitude pédagogique.

Les directeurs des cours complémentaires publics ou privés doivent avoir leur brevet supérieur (1).

Les directeurs des écoles primaires supérieures, publiques ou privées, doivent avoir le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales primaires et des écoles primaires supérieures (2).

Sexe.

En principe, il doit y avoir des instituteurs dans les écoles de garçons et des institutrices dans les écoles de filles. Ce sont les institutrices qui doivent être employées dans les écoles maternelles, les classes enfantines et les écoles mixtes (3).

Exceptionnellement, des femmes peuvent enseigner dans les écoles de garçons, si elles sont épouse, sœur ou parente en ligne directe du directeur (4).

Le Conseil départemental peut permettre, provisoirement, à un homme de diriger une école mixte, avec une maîtresse adjointe chargée des travaux de couture.

Incapacité.

Sont incapables de diriger une école publique ou privée ou d'y être employés :

1^o Ceux qui ont subi une condamnation judiciaire pour crime ou délit contraire à la probité ou aux mœurs ;

2^o Ceux qui sont privés de leurs droits civiques, civils et de famille en vertu de l'article 42 du Code pénal ;

(1) Décret du 18 janvier 1887, article 31 combiné avec l'article 180.

(2) Loi, 30 octobre 1886, art. 26 et 36.

(3) *Ibid.*, art. 6, 7 al. 1.

(4) *Ibid.*, al. 2.

3° Ceux qui sont frappés de l'interdiction absolue d'enseigner en vertu des articles 32 et 41 de la loi du 30 octobre 1886, c'est-à-dire pour inconduite ou immoralité.

4° Les congréganistes, même s'ils appartiennent à des congrégations autorisées. On permet, cependant, aux congrégations à la fois enseignantes et hospitalières d'instruire les enfants qu'elles hospitalisent et « auxquels il serait impossible, pour des raisons de santé ou autres, de fréquenter l'école publique. »

Les congrégations exclusivement enseignantes ne pourront plus recruter de nouveaux membres et leurs noviciats sont dissous de plein droit, à l'exception de ceux où elles forment le personnel destiné aux écoles françaises de l'étranger ou des colonies. Les novices ne pourront avoir moins de 21 ans. Leur nombre et celui des noviciats seront limités aux besoins des établissements visés (1).

Il y a quelque chose de choquant dans ce rapprochement qui assimile la qualité de congréganiste à celle de condamné pour vol ou attentat aux mœurs. Ce fut, cependant, la seule récompense de ceux qui créèrent l'instruction des classes populaires en France et l'empêchèrent de sombrer dans les incohérences révolutionnaires ou par suite de l'indifférence de Napoléon I^{er}.

CONDITIONS D'OUVERTURE D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE LIBRE

L'instituteur libre qui veut ouvrir une école déclare son intention au maire de la commune et lui désigne le local choisi. Le maire fait transcrire cette déclaration sur un registre spécial que tous les deux signent, puis il remet immédiatement et sans frais un récépissé à l'instituteur. Si la déclara

(1) Loi du 7 juillet 1904, art. 1^{er}.

tion est régulière en la forme, le maire ne peut refuser de la recevoir. En cas de refus, on fait faire un constat d'huissier.

Le maire fait établir et remettre gratuitement au postulant quatre copies de sa déclaration. L'une est affichée pendant un mois à la porte de la mairie, les autres sont envoyées au Procureur de la République, au Préfet, à l'inspecteur d'académie.

L'instituteur envoie également à l'inspecteur, qui lui en donne reçu :

- 1° Son acte de naissance;
- 2° Ses brevets;
- 3° Un extrait de son casier judiciaire;
- 4° Le relevé de ses résidences pendant les dix dernières années;
- 5° La liste des professions qu'il a exercées pendant ce temps;
- 6° Le plan du local;
- 7° Les pièces établissant sa qualité de Français;
- 8° Une copie, s'il y a lieu, des statuts de l'association à laquelle il appartient.

Au bout d'un mois, à défaut d'opposition du maire ou de l'inspecteur, l'école est ouverte.

Un instituteur qui succède à un autre dans la direction d'une école privée ou qui change de local doit également faire les déclarations nécessaires.

Si, à côté de l'école, on veut ouvrir un pensionnat, il faut que le plan fourni soit coté et certifié conforme par le maire. A défaut d'opposition, le Conseil départemental détermine le maximum d'élèves et le minimum de surveillants. L'inspecteur d'académie en fait mention sur le plan qui est renvoyé à l'instituteur. Celui-ci doit le représenter à toute réquisition.

(1) Décret, 18 janvier 1887, art. 170 et suiv.

Le Conseil départemental ne peut se substituer directement ni indirectement aux autorités qui sont seules compétentes pour s'opposer à l'ouverture de l'école (1).

OPPOSITIONS A L'OUVERTURE D'UNE ÉCOLE LIBRE

Seuls le maire et l'inspecteur d'académie ont le droit de faire opposition à l'ouverture d'une école libre.

Droit du maire.

Le maire ne peut former opposition que pour défaut de convenance de local et, parmi ces défauts, à raison, seulement, de ceux qui se rapportent à l'intérêt des bonnes mœurs et de l'hygiène (2).

Le maire doit faire connaître par écrit son opposition au préfet, à l'inspecteur d'académie et au déclarant tout en indiquant ses motifs (3). Cette notification à l'intéressé de l'opposition et de tous ses motifs est nécessaire à peine de nullité (4).

Pour que le maire ne puisse pas attendre à la dernière minute pour s'opposer à l'ouverture, on l'a contraint, toujours à peine de nullité, à former son opposition dans les huit jours de la déclaration d'ouverture (5). Le Conseil supérieur de l'instruction publique a décidé que ce délai de huit jours part de la date portée sur le récépissé de la déclaration ou sur le constat dressé à défaut de récépissé (6).

(1) Conseil supérieur, 21 juillet 1888. *Musée pédagogique*, fascicule 110, p. 111.

(2) Loi, 30 octobre 1886, art. 37, al. 3.

(3) Loi, 30 octobre 1886, art. 37. Décret, 18 janvier 1887, art. 159.

(4) Conseil supérieur, 8 décembre 1903. *Bulletin administratif du ministère de l'instruction publique* 1903, 2^e semestre, p. 120.

(5) Loi, 30 octobre 1886, art. 37. Décret, 18 janv. 1887, art. 159.

(6) Cons. sup., 14 janvier 1898, *Bull. administ. minist. Instr. publ.*, 1898, 1^{er} semestre, p. 90. Cons. sup., 5 décembre 1903, *Bullet. admin.*, 1903, 2^e sem. p. 1165.

Droit de l'inspecteur.

L'inspecteur d'académie peut agir de deux façons : soit d'office, soit sur la plainte du procureur de la République. Il peut, également, invoquer deux ordres de motifs : l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène, comme le maire, et l'intérêt de l'ordre public (1). Les motifs tirés du local sont ceux dont le maire peut arguer. L'opposition peut être valablement fondée sur les antécédents d'inconduite ou d'immoralité du postulant, sur les condamnations qu'il a encourues, etc...

L'inspecteur peut faire opposition dans l'intérêt de l'ordre public lorsqu'il s'agit d'un instituteur public révoqué qui veut s'établir comme instituteur privé dans la commune même où il exerçait (2). Il s'agit, ici, d'un instituteur révoqué pour des faits étrangers à la moralité. Mais il est nécessaire qu'il soit *révoqué*; on ne peut frapper d'opposition la demande d'un instituteur qui a quitté l'enseignement public sans subir de peines disciplinaires (3).

La notification de l'opposition doit être faite au déclarant dans le délai d'un mois, faute de quoi l'ouverture de l'école est définitivement acquise. Ce délai part du jour de la déclaration faite à l'inspecteur et de la remise du dossier complet (4). La notification doit être écrite et contenir les motifs précis des motifs qui la fondent (5).

(1) Loi, 30 octobre, 1886, art. 58, al. 2 et 3.

(2) Loi, 30 oct. 1886, art. 38, al. 3.

(3) Cons. sup., 12 janv. 1900. *Bull. admin. min. Instr. publ.*, 1900, 1^{er} sem p. 27.

(4) Cassation, 17 janvier 1902, D. 1902, 1, 169.— Cassation, 18 décembre 1903 D. 1904, 1, 378.

(5) Décret, 18 janv. 1887, art. 161.

JUGEMENT DES OPPOSITIONS

Le Conseil départemental est compétent pour juger les oppositions à l'ouverture d'une école libre. Ces dernières, qu'elles viennent de l'inspecteur ou du maire, lui sont transmises par le préfet (1). Le jugement doit être rendu dans le délai d'un mois, à peine de nullité (2). Si ce délai est dépassé, l'opposition tombe de plein droit et l'ouverture de l'école est acquise (3). Le point de départ du délai est la date de l'acte d'opposition adressé au préfet par le maire ou l'inspecteur d'académie et non la date de la notification à l'intéressé (4).

Un rapporteur doit être désigné par le préfet à peine de nullité (5). Ledit rapporteur rédige, toujours à peine de nullité, un rapport écrit sur le litige. Huit jours avant l'audience, le préfet envoie au déclarant une invitation à comparaître ou à se faire représenter par mandataire devant le Conseil départemental (6).

Le Conseil départemental ne peut que maintenir ou lever purement ou simplement l'opposition, en se plaçant, pour l'apprécier, au moment où elle a été formée (7). Ce point est consacré par une jurisprudence constante.

(1) Décret, 18 janv. 1887, art. 161.

(2) Loi, 30 octobre 1886, art. 39.

(3) Cons. sup., 26 juillet 1894, *Bull. adm. min. Instr. publ.*, 1894, 2^e sem., p. 114.

(4) Même arrêt.

(5) Décret, 8 janv. 1887, art. 162. — Cons. sup., 25 juillet 1884, *Musée pédagogique*, fasc. 88, p. 40. — Cons. sup., 7 déc. 1903, *Bull. adm. min. I. P.*, 1903, 2^e sem., p. 1178.

(6) Décret, 18 janv. 1887, art. 162.

(7) Cons. sup., 17 juin 1880; 24 mars 1887; 28 déc. 1888; *Musée pédag.*, fasc. 88, p. 7, 81 et 126; Cons. sup., 28 déc. 1891, *Bull. admin. min. I. P.*, 1891, 2^e sem., p. 835; Cons. sup., 18 janv. 1896, *Bull. admin. min. I. P.*, 1896, 1^{er} sem., p. 80; Cons. sup., 10 juillet, *Bull. admin. min. I. P.*, 1897, 2^e sem., p. 80.

Le jugement doit constater la présence de la moitié plus un des membres du Conseil et celle des deux membres de l'enseignement privé ou mentionner leur convocation. Il doit être motivé à peine de nullité. La notification doit en être faite dans les huit jours par le préfet au déclarant et à l'auteur de l'opposition (1). Mais l'inobservation de cette formalité n'entraînerait pas la nullité de jugement. La notification doit aviser la partie perdante qu'elle a le droit de se pourvoir devant le Conseil supérieur de l'Instruction publique dans les dix jours qui suivent la signification.

Le Conseil supérieur peut casser la décision du Conseil départemental pour des raisons de fond ou de forme.

DISTINCTION ENTRE L'ENSEIGNEMENT FAMILIAL ET L'ENSEIGNEMENT COLLECTIF

L'enseignement domestique ne tombe pas sous les règlements concernant l'enseignement privé collectif (2).

Pour que l'enseignement garde son caractère domestique, il faut qu'il s'adresse soit aux enfants d'une même famille, pris ensemble, soit à des enfants instruits séparément. La Cour de Cassation considère qu'un enseignement est collectif lorsqu'il remplit ces deux conditions : la *réunion habituelle* d'enfants dans un but d'instruction et le fait que ces enfants appartiennent à *différentes familles*. Il n'est pas nécessaire que l'instruction leur soit donnée en commun et il y a ouverture clandestine d'école si, par exemple, on garde les enfants dans une pièce en faisant passer successivement les plus grands dans une autre pièce pour les instruire (3). De même, une

(1) Décret, 18 janvier 1887, art. 164.

(2) Cassation, 27 juillet 1860. D., 60, 1, 374; 20 mars 1874. D., 74, 1, 498.

(3) Cassation, 25 février 1886. D., 87, 1, 457.

réunion de professeurs donnant des leçons à des élèves isolés, mais dans la même maison et grâce à une combinaison horaire, constitue une école clandestine (1). Il suffit qu'un seul des enfants n'appartienne pas à la même famille que les autres pour que l'enseignement perde son caractère domestique. Dans l'espèce, il s'agissait de trois enfants appartenant à deux familles dont celle de la personne chez qui l'enseignement était donné (2). Conformément aux promesses faites au cours de la discussion de la loi de 1886 — notamment dans un discours de M. Steeg à la Chambre — les garderies sont dispensées des règles qui visent les écoles maternelles. On admet qu'il n'y a pas ouverture d'école si, sans donner aucune leçon aux enfants, on les fait chanter, dire des prières, si on leur lit le catéchisme (3).

Mais il y aurait délit d'ouverture d'école si on venait successivement chercher les enfants à la garderie pour leur donner individuellement une leçon (4).

SURVEILLANCE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Les écoles privées sont libres de choisir leurs méthodes, leurs programmes (5), leurs livres (sauf les livres interdits comme contraires à la constitution, aux lois et aux bonnes mœurs pour le Conseil supérieur, en exécution de l'article 5 de la loi du 27 février 1880). Les inspecteurs ont le droit de

(1) Cassation, 23 juillet 1904, *Revue générale d'administration*, 1905, févr. p. 194.

(2) Cassation, 26 novembre, 1903. D., 1904, 1, 32.

(3) Cassation, 21 mars 1884. D., 84, 1, 474. — Nîmes, 12 mai 1887. S., 87, 2, 182.

(4) Grenoble, 21 février 1903, *Revue générale d'administration*, 1903, novembre, p. 319.

(5) Il est à remarquer que si les écoles veulent préparer leurs élèves aux examens, c'est le programme de l'école publique qui s'impose.

se faire présenter cahiers et livres. Ils dressent procès-verbal des contraventions constatées. Les livres interdits peuvent être saisis et joints au procès-verbal (1).

Admission des enfants.

« Aucune école privée ne peut recevoir des enfants au-dessous de six ans, s'il existe dans la commune une école maternelle publique ou une classe enfantine publique, à moins qu'elle ne possède elle-même une classe enfantine. » Tel est le texte de l'article 36 de la loi de 1886 qui règle l'âge de l'admission. Les conditions de sexe sont également prévues. On ne peut ouvrir une école mixte qu'à défaut d'école publique ou privée spéciale à l'un des sexes. Si une situation spéciale rend cette ouverture nécessaire, il faut qu'elle soit autorisée par le Conseil départemental. Cette autorisation est également exigée pour le cas où le professeur de l'école mixte doit être un homme.

Inspection.

Dans les écoles libres, l'inspection ne peut porter que sur la moralité, l'hygiène, la salubrité et la tenue des registres scolaires. Elle ne peut porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois (2). L'article 42 de la loi de 1886 établit une sanction pour le droit d'inspection des écoles privées : « Tout directeur d'école privée, qui refusera de se soumettre à la surveillance et à l'inspection des autorités scolaires dans les conditions établies par la présente loi, sera traduit devant le tribunal correctionnel et condamné à une amende de 50 à 500 francs. En

(1) Décret, 18 janvier 1887, art. 167.

(2) Loi, 30 octobre 1886, art. 9.

cas de récidive, l'amende sera de 100 à 1000 fr. — L'article 463 du Code pénal (1) pourra être appliqué. Si le refus a donné lieu à deux condamnations dans l'année, la fermeture de l'établissement sera ordonnée par le jugement qui prononcera la seconde condamnation.

En fait, cette inspection n'a pas donné lieu, jusqu'ici, à des difficultés

Un registre doit être tenu par le directeur de l'école qui doit y relater les noms, prénoms, lieu et date de naissance des maîtres et employés, les emplois qu'ils ont précédemment occupés, leurs résidences antérieures, la date d'obtention de leurs brevets et diplômes (2). Pour assurer l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901 contre les congrégations, une circulaire ministérielle du 31 mai 1902 a déclaré qu'il faut mentionner tous les emplois et toutes les résidences des maîtres et employés *depuis leur majorité* (3). Le registre est coté et paraphé par l'inspecteur d'académie. Les inscriptions doivent être écrites à la suite et sans aucun blanc

Tout instituteur qui reçoit des pensionnaires tient un registre portant : leurs noms, prénoms, date et lieu de naissance, la date de leur entrée et celle de leur sortie. Au 1^{er} novembre, il transmet à l'inspecteur d'académie un rapport sur la situation et le personnel de l'établissement.

Hygiène.

Les maires et, à leur défaut, les préfets peuvent édicter des prescriptions sanitaires applicables aux écoles privées comme aux autres agglomérations. Mais ils ne peuvent les fermer.

(1) Concernant les circonstances atténuantes.

(2) Décret, 18 janv. 1887, art. 168.

(3) *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*, 1902, 1^{er} sem., p. 927.

Seuls les tribunaux correctionnels sont compétents pour ordonner la fermeture d'une école en raison d'une contravention à la loi scolaire (1).

Cependant, en cas d'épidémie, le maire ou, à son défaut, le préfet peuvent ordonner la fermeture temporaire d'un établissement libre.

PÉNALITÉS APPLICABLES AUX INSTITUTEURS LIBRES

Ces peines se divisent en deux catégories : les peines disciplinaires, prononcées pour manquement aux devoirs professionnels, et les peines de droit commun, prononcées pour infraction aux lois et règlements.

Les peines disciplinaires, prévues à l'article 4 de la loi de 1886, sont la censure et l'interdiction d'enseigner. Cette interdiction peut être absolue ou à temps, porter sur une commune ou sur un département.

Les peines de droit commun sont énoncées à l'article 40 de la même loi : « Quiconque aura ouvert ou dirigé une école sans remplir les conditions prescrites par les articles 4, 7 et 8 ou sans avoir fait les déclarations exigées par les articles 36 et 38 ou avant l'expiration du délai fixé par l'article 38 dernier paragraphe, ou, enfin, en contravention avec les prescriptions de l'article 36, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende de 100 à 1 000 fr. L'école sera fermée. — En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 500 à 2 000 fr. Les mêmes peines seront prononcées contre celui qui, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son école, l'aura ouverte avant qu'il

(1) Loi, 30 octobre 1886, art. 40 et 42. — Cassat., crim., 23 déc. 1904, *Gazette du Palais*, 1905, 1, 134.

ait été statué sur l'opposition, ou malgré la décision du Conseil départemental qui aura accueilli l'opposition, ou avant la décision d'appel. L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué. »

En résumé, 9 cas sont punissables :

- 1^o Ouverture d'une école par un étranger non autorisé;
- 2^o Ouverture par un instituteur n'ayant pas les grades requis;
- 3^o Ouverture par un instituteur n'ayant pas l'âge requis;
- 4^o Ouverture par un instituteur dont les adjoints n'ont pas la nationalité, l'âge ou les grades requis;

5^o Ouverture d'un cours d'adultes sans avoir rempli les formalités nécessaires pour une école privée ou en avoir été dispensé, en tout ou partie, par le conseil départemental;

6^o Ouverture d'une école sans avoir fait les déclarations requises;

7^o Ouverture dans le délai d'un mois réservé à l'inspecteur d'académie, ou malgré une opposition non jugée, ou malgré la confirmation d'une opposition par le Conseil départemental, ou malgré un appel devant le Conseil supérieur.

8^o Admission d'enfants des deux sexes sans autorisation dans les cas où cette autorisation est requise;

9^o Admission d'enfants au-dessous de six ans dans le cas où elle est interdite.

ORGANISATION FINANCIÈRE DE L'ÉCOLE LIBRE

Principe de la gratuité.

La loi du 16 juin 1881, qui établissait le principe de l'obligation et celui de la neutralité de l'enseignement primaire, contenait aussi celui de la gratuité. L'article 1^{er} déclarait : « Il ne sera plus perçu de rétribution scolaire dans les écoles primaires publiques, ni dans les salles d'asile publiques. — Le prix de la pension des écoles normales est supprimé.

D'après les travaux préparatoires, cette gratuité n'est pas obligatoire pour les cours d'adultes, la loi du 16 juin 1881 n'ayant visé que l'enseignement primaire normal donné de 8 heures du matin à 4 heures du soir.

L'administration a étendu, par interprétation, la gratuité à l'enseignement primaire supérieur. Les frais d'internat ou de demi-pension, sauf dans les écoles normales, restent à la charge des familles.

La loi du 16 juin 1881, ne visant que les écoles primaires, ne peut atteindre les classes primaires d'un établissement secondaire.

Dépenses de l'enseignement primaire.

Les dépenses de l'enseignement primaire sont obligatoires ou facultatives. Les dépenses obligatoires ont été réparties entre l'État, les départements et les communes par la loi du 19 juillet 1889. Elles se décomposent en dépenses ordinaires et dépenses extraordinaires. Nous allons en donner le tableau suivant :

Dépenses ordinaires.

a) A la charge de l'État :

1^o le traitement du personnel des écoles élémentaires et des écoles maternelles ;

2^o le traitement du personnel des écoles primaires supérieures et des écoles manuelles d'apprentissage ;

3^o le traitement du personnel des écoles normales ;

4^o le traitement du personnel de l'administration et de l'inspection ;

5^o les frais de tournée des inspecteurs ;

6^o l'entretien des élèves des écoles normales ;

7^o la suppléance des instituteurs malades ;

8° les frais de déplacement des membres du Conseil départemental;

9° les frais d'administration des traitements incombant à l'État;

b) *A la charge des départements :*

1° l'indemnité départementale des inspecteurs primaires;

2° les frais de tournée et le traitement des inspectrices des écoles maternelles;

3° l'entretien et, s'il y a lieu, la location des bâtiments des écoles normales;

4° l'entretien et le renouvellement du mobilier de ces écoles et du matériel d'enseignement;

5° le loyer et l'entretien du local et du mobilier destinés au service départemental de l'Instruction publique;

6° les frais de bureau de l'inspecteur d'Académie;

7° les imprimés à l'usage des délégations cantonales et de l'administration académique;

8° les allocations aux chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers chargés par les départements de l'enseignement agricole, commercial ou industriel dans les écoles primaires de tous ordres;

c) *A la charge des communes :*

1° l'indemnité de résidence du personnel primaire;

2° l'entretien et location des bâtiments primaires; logement des maîtres ou indemnité de logement;

3° les frais de chauffage et d'éclairage;

4° la rémunération des gens de service dans les écoles maternelles publiques;

5° l'acquisition, l'entretien et le renouvellement du mobilier et du matériel scolaire;

6° les registres et imprimés à l'usage des écoles;

7° les allocations aux chefs d'atelier, contremaîtres, ou-

vriers chargés de l'enseignement professionnel dans les écoles primaires;

8° les indemnités aux maitresses de couture dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs.

Dépenses extraordinaires.

a) A la charge de l'État :

les subventions aux départements ou communes pour la construction, l'acquisition ou l'appropriation de maisons d'école.

b) A la charge des départements :

l'installation des écoles normales primaires.

c) A la charge des communes :

l'acquisition, la construction, l'appropriation des locaux des écoles primaires.

Les crédits sont inscrits annuellement au budget des départements et communes à titre de dépenses obligatoires (1). Si un conseil municipal n'alloue pas les fonds nécessaires, le préfet peut les inscrire d'office au budget communal (2).

Dépenses facultatives.

L'État, les départements, les communes peuvent inscrire à leur budget des dépenses scolaires facultatives : subventions, récompenses, bourses, prix, améliorations, etc.

Le Conseil d'État, dans son avis du 19 juillet 1888, a décidé que les communes ne peuvent subventionner une école libre. Il motive son opinion par trois arguments :

1° D'après l'article 2 de la loi du 30 octobre 1886, « les établissements de l'enseignement primaire de tout ordre

(1) Art. 61, loi 10 août 1871, et art. 149, loi 5 avril 1884; art. 26, loi 19 juillet 1889.

(2) Art. 149, loi 5 avril 1884.

peuvent être publics, c'est-à-dire fondés et entretenus par l'État, les départements et les communes, ou privés, c'est-à-dire fondés et entretenus par des particuliers et des associations ». Le Conseil d'État en conclut qu'il faut écarter la troisième hypothèse : celle d'une subvention publique aux établissements privés.

2° « Ce partage, formellement contraire au principe dominant de la loi, aurait pour résultat manifeste de faire échec aux sacrifices de l'État et des départements et de disperser abusivement les deniers des communes *qui provoqueraient la désertion de l'école publique* qu'elles auraient elles-mêmes fondée et qu'elles contribueraient à entretenir. »

3° Des amendements favorables aux subventions furent rejetés lors de la discussion de la loi de 1886.

Cet avis a été suivi par une jurisprudence constante.

Il a été jugé que « les communes ne peuvent subventionner les écoles privées » (Conseil d'État, 20 février 1891. D., 92, 3, 73; 17 avril 1891. D., 92, 3, 73; 20 juin 1900. D., 1900, 3, 89);

«... que c'est à bon droit que le préfet supprime les crédits municipaux pour l'achat de prix à une école libre » (Conseil d'État, 17 avril 1891, précité);

« ...qu'on doit déclarer nulles des délibérations inscrivant au budget communal des allocations à des institutrices libres ou à la titulaire d'une salle d'asile congréganiste » (Conseil d'État, 17 juillet 1891. S., 93, 3, 89; 19 mai 1893. S., 95, 3, 36; 4 mai 1894. S., 96, 3, 70).

La jurisprudence administrative étend cette interdiction aux départements. La délibération par laquelle un conseil général, après avoir pourvu aux dépenses obligatoires, vote un crédit pour permettre à des enfants de suivre les cours d'une école primaire privée est nulle comme constituant

une subvention déguisée à un établissement privé contrairement aux prescriptions de la loi de 1886 (Conseil d'État. Décret du 11 novembre 1905, *Revue générale d'administration*, février 1906, p. 153).

En revanche, une commune peut subventionner un établissement *secondaire* libre (Conseil d'État, le 16 avril 1891, précité).

La caisse des écoles.

La loi du 10 avril 1866 avait créé, dans son article 15, une caisse des écoles destinée à en faciliter la fréquentation par des récompenses aux élèves assidus et des secours aux élèves indigents.

La loi du 28 mars 1882 a décidé que « la caisse des écoles instituée par l'article 15 de la loi du 10 avril 1867 serait rétablie dans toutes les communes » et qu'en outre « la répartition des secours serait faite par la commission scolaire ».

Création :

Pour fonder une caisse des écoles, il suffit d'une délibération du conseil municipal approuvée par le préfet. Le service de la comptabilité est fait gratuitement par le percepteur. Le conseil municipal peut désigner telle personne qui lui plaira.

Les ressources proviennent de cotisations volontaires, de subventions communales, de dons et legs acceptés par le comité avec l'autorisation du préfet.

Nature juridique et attributions :

Les caisses des écoles sont des établissements publics : des établissements scolaires annexes, étroitement rattachés au service public de l'enseignement primaire. Ainsi en a décidé une jurisprudence constante du Conseil d'État (1).

(1) Conseil d'État, 22 mai 1903, 3 arrêts. S., 1905, 3, 33 ; 24 mai 1901. S., 1904, 3, 42.

Dans leurs attributions rentre la fourniture gratuite de livres, de vêtements, l'ouverture de cantines scolaires, l'organisation de colonies de vacances. Un avis du Conseil d'État du 17 mai 1900 les autorise à acquérir des immeubles dans ce dernier but.

Principe de la spécialité :

Les caisses des écoles ont exclusivement le droit, qui appartenait jusque là aux communes, d'accepter les libéralités destinées à encourager la fréquentation scolaire : livrets de caisse d'épargne, fondations de soupes... etc.

Fonctionnement :

Les caisses des écoles fonctionnent sous l'autorité du préfet qui approuve leurs statuts, veille à leur application et annule les actes faits en leur violation (1).

Les contestations relatives à la nomination des administrateurs ne sont pas du ressort de la juridiction administrative contentieuse. Elles appartiennent au préfet seul, sauf recours hiérarchique au ministre (2).

La Caisse et les écoles privées :

La jurisprudence du Conseil d'État n'admet pas que la caisse des écoles, fondée exclusivement pour les écoles publiques, accorde des subventions aux écoles privées. Elle ne veut pas que lesdites caisses « puissent ainsi servir d'intermédiaire aux communes pour faire échec à la loi de 1886 » (3). Le même arrêt décide que les statuts contraires, approuvés antérieurement à la loi du 30 octobre 1886, doivent être annulés. C'est donc à bon droit que le préfet annule les délibérations de la commission d'enquête de la caisse en faveur des enfants pauvres fréquentant les écoles privées.

(1) Conseil d'État, 24 mai 1901. D., 1902, 3, 81.

(2) Conseil d'État, 22 mai 1903, cité.

(3) Conseil d'État, 22 mai 1903. S., 1905, 3, 95.

Toutefois, dans les considérants de l'arrêt en question, le Conseil d'État reconnaît que les communes peuvent distribuer des secours aux enfants pauvres des écoles libres, mais à titre d'indigents et non d'écoliers. Tout récemment un arrêt du 24 mai 1912 (1) est venu confirmer cette manière de voir. Il y est dit notamment : « La délibération par laquelle un Conseil municipal met une somme à la disposition du maire pour être répartie, sous forme de fournitures scolaires ou de distributions de soupes, entre tous les élèves indigents de la commune, sans distinction entre les enfants des écoles publiques et ceux des écoles privées, n'est pas entachée d'illégalité, car la somme précitée n'a pas le caractère d'une subvention

(1) Conseil d'État, 24 mai 1912. D., 1912, 3, 78, commune de Manigod.

Le Conseil d'État avait déjà tranché la question dans le même sens à diverses reprises. Le 20 février 1891, à la suite d'un rapport de M. Valabrègue, commissaire du gouvernement, il a annulé un arrêté du préfet de la Loire-Inférieure interdisant à la ville de Nantes la distribution en nature d'une valeur de 1.500 fr. aux enfants pauvres fréquentant l'école libre. « Cette allocation, déclarait le commissaire du gouvernement, ne tombe pas sous la prohibition légale; la délibération prise à cet effet ne contient aucune violation de la loi; ce n'est pas ici l'école qui est bénéficiaire, mais ce sont des enfants qui doivent profiter des distributions à faire par le maire. »

Le 6 août 1897, le Conseil d'État a décidé de même au sujet d'une somme de 1.000 fr. mise à la disposition du maire par le conseil municipal de Dax pour être distribuée, soit en argent, soit en nature, aux enfants pauvres de l'école privée.

« Le Conseil d'État,

« Vu la loi du 5 avril 1884 et la loi du 30 octobre 1886...

« Considérant qu'il résulte des termes mêmes de la délibération annulée par le préfet que la somme de 1000 fr. votée par le conseil municipal devait être mise à la disposition du maire pour être distribuée en secours, soit en nature, c'est-à-dire en vêtement ou en chauffage, soit en argent, aux enfants pauvres de l'école privée gratuite; que, dans les conditions où elle a été inscrite au budget, elle n'avait pas le caractère d'une subvention accordée à l'école privée et ne constituait qu'un secours à des élèves pauvres, ne diminuant en rien les charges de cette école; que, dès lors, cette délibération n'a pas été prise en violation de la loi du 30 octobre 1886 et que c'est à tort que le préfet l'a déclarée nulle par application de l'article 3 de la loi du 5 avril 1884;

« Décide :

« Article 1^{er}. — L'arrêté du préfet est annulé... »

aux écoles privées et ne constitue qu'un secours à des élèves pauvres. »

D'après les mêmes principes, si on lègue aux écoles à la condition que les enfants des écoles libres participeront au legs, la caisse accepte pour la part qui revient aux écoles publiques. Le maire accepte la part des écoles privées, à titre de représentant des pauvres de la commune (1).

Le legs fait à la caisse des écoles publiques, avec clause comportant que ses arrérages seront attribués aux élèves remplissant certains devoirs religieux ou par l'intermédiaire du curé, est déclaré nul (2).

L'esprit de cette législation et de cette jurisprudence n'est pas équivoque. On veut attirer les élèves pauvres dans les écoles publiques par toute sorte d'avantages matériels, dont on sèvre jalousement ceux des écoles privées — écoles aussi légales, cependant, que les premières. Lorsqu'on est obligé de les appeler à participer à certains secours, on les traite en « pauvres de 2^e classe ». C'est la caisse des écoles qui distribue soupes et fournitures aux élèves de l'école laïque, à titre d'élèves de l'école laïque. C'est, au contraire, le maire qui fait parvenir, dans les cas où l'Administration veut bien le tolérer, des secours aux enfants pauvres de l'école libre, non à titre d'élèves, mais d'*indigents*.

On nous permettra de dire qu'un tel régime financier constitue une injustice. Il ne faut pas oublier que le budget de l'Instruction publique est payé avec l'argent de tous. Ledit budget n'est pas une bagatelle. En 1911, il s'élevait, pour la seule part de l'État, à plus de 290 millions. Il constitue donc une charge très lourde pour les contribuables. Or

.1) Note 22 juin 1887; 8 nov. 1887; 27 mars 1890; 27 décembre 1893. *Notes de jurisprudence*, 1899, p. 276.

(2) *Répertoire Béquet*, t. XII, p. 374.

les contribuables catholiques sont ainsi obligés d'entretenir une école qui — lorsqu'elle n'est pas un instrument de lutte ouverte contre leurs convictions — ne peut donner à leurs enfants l'instruction religieuse et l'éducation qu'ils désirent. Ils sont réduits à créer et à entretenir de leurs deniers une école selon leurs idées. Ils doivent donc payer deux fois : une première fois, par force, l'école neutre ou hostile ; une seconde fois, volontairement, l'école libre. M. Émile Faguet donne une comparaison qui fait ressortir l'étrangeté de la situation : « C'est comme si de Paris à Bordeaux il y avait deux chemins de fer, l'un par Chartres, l'autre par Orléans, exploités par deux compagnies différentes et que j'eusse le droit de me rendre à Bordeaux par Orléans, mais à la condition de payer ma place à la Compagnie d'Orléans et *aussi* à la Compagnie de Chartres. Dans ce cas, la Compagnie de Chartres ne ferait pas autre chose que de lever sur moi un impôt, sans aucune espèce de droit ni de raison. Plus qu'un impôt, car un impôt n'est pas autre chose qu'une rémunération donnée à l'État pour un service qu'il rend et, dans le cas susdit, la Compagnie de Chartres ne m'en rendrait aucun. Ce qu'elle lèverait sur moi ne serait donc pas un impôt, mais un tribut, comme un vainqueur impose à un vaincu l'obligation d'en payer un. C'est exactement ce que fait l'État en faisant payer ses professeurs par des gens qui en ont d'autres. Il les taxe d'une contribution de guerre. C'est un peu barbare (1). »

C'est d'autant plus barbare que, si les riches peuvent racheter à prix d'argent leur liberté de conscience et l'âme de leurs enfants, les pauvres ne peuvent se donner « ce luxe ». Un tel résultat ne saurait être approuvé dans un État qui se prétend libéral et démocratique. La Convention n'avait

(1) M. Émile Faguet, *Le libéralisme*, p. 134, 135.

pas osé faire contribuer indistinctement tous les citoyens à l'entretien des écoles publiques dont beaucoup ne voulaient pas.

Sous le Directoire, on en parla comme d'un moyen de guerre contre les écoles libres : « Il faut, disait-on, contraindre toutes les familles à payer la rétribution scolaire qu'elle profite ou non à l'enseignement officiel. Cette mesure, *que l'on pourrait accuser de sévérité parce qu'elle presse les parents d'envoyer leurs enfants à l'école publique*, nous a paru, dans le fond, ne présenter qu'une disposition de la plus exacte justice. D'ailleurs, elle offre un avantage : c'est de déconcerter les combinaisons de l'esprit de parti qui pourrait être tenté d'éloigner les enfants de l'école publique pour nuire d'autant aux progrès de l'instituteur. Enfin, il faut détruire une cause de nullité dans les résultats, en prenant des précautions contre l'esprit de parti auquel on a laissé le moyen de tout oser et de tout entreprendre pour arracher la jeunesse française à l'instruction des écoles républicaines. De là sont nées, sous l'influence de la faction royale, cette foule d'institutions particulières qui, sur tous les points de la République, disputent encore, sous nos yeux, de bassesse et d'empressement à qui servira le mieux la cause de la superstition et du despotisme, à qui obscurcira le plus parfaitement l'intelligence des élèves, à qui nuira le plus au régime républicain en corrompant davantage les générations futures (1). »

L'idée est donc bien nette : la contribution de guerre imposée en faveur de l'école publique est un moyen indirect de réaliser le monopole sans le dire.

Cette vérité apparaît avec éclat lorsqu'on constate, dans certaines régions, l'abandon presque complet de l'école lai-

(1) Cité par Allain, *L'Œuvre scolaire de la Révolution*, p. 268.

que par les élèves et leur affluence dans les écoles libres. L'État n'en continue pas moins d'entretenir à grands frais des bâtiments inutiles et ces maîtres inoccupés; tandis que les citoyens, coupables d'avoir voulu user d'une liberté reconnue par la loi, sont obligés de s'imposer des sacrifices onéreux.

Le numéro du 25 février 1912 du journal radical *La Démocratie de l'Ardèche* contient la statistique comparée des élèves qui fréquentent les écoles laïques ou libres dans l'arrondissement de Tournon (1). L'examen de ce document a inspiré à M. Duthoit, professeur à l'Institut catholique de Lille, les réflexions qui suivent : « Il existe dans l'arrondissement de Tournon (département de l'Ardèche) 65 écoles publiques qui ont chacune moins de 10 élèves. Ces 65 écoles publiques renferment ensemble 255 enfants, un peu moins de 4 élèves inscrits en moyenne. Elles sont en concurrence avec 65 écoles libres qui réunissent 3.602 enfants, c'est-à-dire plus de 55 par école : douze fois plus. On ne peut évaluer le coût annuel de ces 65 écoles à l'État à moins de 3.000 fr., somme probablement très inférieure à la réalité, puisqu'il faut pourvoir tant à l'intérêt et à l'amortissement des bâtiments et du matériel qu'à l'entretien de l'école, au traitement du maître ou de la maîtresse, etc... 65 écoles à 3.000 fr. par an coûtent donc au budget national et aux budgets communaux 195.000 francs. Le nombre des élèves de ces écoles étant de 255, garçons ou filles, chacun d'eux dépense annuellement pour son instruction 765 francs environ (plus qu'un pensionnaire dans un lycée). Il est permis de trouver que c'est un peu cher, surtout si l'on considère qu'à côté de ces 255 enfants qui dépensent 195.000 francs au contribuable, il y en a,

(1) Voir cette statistique aux Appendices.

dans les écoles libres concurrentes, 3.602 qui ne coûtent pas un sou à l'État ni aux communes. Mais il y a mieux : si, au lieu de considérer ces 65 écoles en bloc, nous examinons à part celles qui n'ont que deux élèves, ou un seul, ou pas du tout, voici ce que nous constatons : il y a dans l'arrondissement 5 écoles à deux élèves, 8 écoles à un seul élève, 10 écoles sans aucun élève. Total : 23 écoles qui réunissent ensemble 18 enfants en tout et pour tout. Ces 23 écoles, à 3.000 francs chacune par an, coûtent ensemble 69.000 francs, en sorte que leurs élèves reviennent chacun par an à 3.833 francs. »

Nous prendrions, à la rigueur, notre parti du gaspillage des deniers publics; mais nous ne saurions admettre qu'ils servent à faire pression sur les consciences. Grâce à ces dépenses exagérées, l'école publique reste ouverte en face de l'école privée. L'État répète ainsi, sans cesse, aux pauvres paysans de l'Ardèche : « Quand tu en auras assez de payer cher ta liberté et la foi de tes enfants, tu sauras que je suis là, prêt à les recevoir pour leur imprimer ma marque. »

Peut-on admettre que la loi scolaire française, au mépris des promesses et des garanties constitutionnelles, exige une lourde rançon pour la liberté de conscience des pères de famille ?

La solution serait la suivante :

Dans notre France contemporaine, la division des idées philosophiques, religieuses ou sociales rend impossible l'enseignement d'une doctrine d'État. Il nous semble, d'autre part, surabondamment démontré que, sur lesdites questions, la neutralité d'un enseignement d'État est pratiquement impossible.

L'État doit donc abandonner aux écoles libres des diverses confessions la direction morale, philosophique et religieuse de l'enseignement. Il doit se borner à faire respecter

par elles les principes de l'hygiène, de la moralité et de l'ordre public dont il a la garde.

Puisque l'instruction publique est un grand intérêt national et mérite les secours financiers du budget, l'État doit répartir équitablement ces subsides entre les diverses écoles confessionnelles, au prorata de leur importance.

Un pareil système sauvegardera à la fois la liberté de conscience et l'ordre public. Il assurera la sincérité et la loyauté de l'enseignement, qualités indispensables pour la formation des caractères. Il supprimera la contribution de guerre perçue par l'enseignement d'État au détriment des pères de famille et secondera chacun en raison de la grandeur des services qu'il rendra à l'instruction.

Ajoutons que ce système est le système de l'avenir. Les applications qu'en ont faites certains pays étrangers nous permettent d'émettre cette opinion.

LOI HOLLANDAISE (1)

Historique.

La Constitution de 1848 avait posé le principe de la liberté d'enseignement. La loi du 13 août 1857 établit la neutralité des écoles publiques. L'instruction était laissée dans chaque commune aux municipalités. L'État et les communes ne pouvaient subventionner que des écoles neutres. La situation était la même aux trois degrés de l'enseignement.

Les écoles libres, créées par des catholiques ou par des protestants croyants, se multiplièrent. On sentit vivement l'injustice qui faisait payer aux contribuables les écoles dont ils ne voulaient pas et les obligeait à de nouveaux sacri-

(1) Cf. Paul Verschave, *Le régime légal de l'enseignement en Hollande*, Paris, Rousseau, 1910.

fices pour les instituteurs de leur choix. Catholiques et protestants croyants s'unirent et aboutirent le 8 décembre 1889 au vote de la loi scolaire « de Pacification » qui fut complétée par les lois des 7 juillet 1900, 24 juin 1901, 3 et 5 juin 1905, 14 juin 1909.

Principe.

Publiques ou libres, les écoles sont fréquentées par les enfants de citoyens hollandais qui ont les mêmes droits et auxquels doivent aller dans une même mesure les secours de l'État. Ce principe est observé de cinq façons différentes. On a réalisé : 1^o l'égalité devant les subsides de l'État ; 2^o l'égalité devant les secours destinés à favoriser la fréquentation scolaire ; 3^o l'égalité devant la rétribution scolaire ; 4^o l'égalité dans la collation des grades ; 5^o l'égalité pour l'attribution de pensions de retraite aux instituteurs.

Égalité devant les subsides de l'État.

Jusqu'à la loi de Pacification, les établissements libres devaient, pour obtenir le secours financier de l'État, rendre neutre leur enseignement. Il n'en est plus de même actuellement.

A. Écoles primaires :

La loi assimile aux communes les fondateurs d'écoles libres — particuliers ou congrégations — et leur reconnaît le même droit aux subventions. Ces dernières consistent en traitements d'instituteurs et en indemnité de construction. De 1 à 40 élèves, on reçoit des subsides pour un instituteur ; de 41 à 90 élèves, pour deux instituteurs. Au-dessus de 90 élèves, on touche un traitement d'instituteur par groupes de 55 enfants. Ces traitements sont déterminés par la loi ; ils varient entre 1 785 et 2 625 francs pour les chefs d'école, selon leur ancienneté et l'importance des localités, et entre 1 050

et 2 257 francs pour les instituteurs-adjoints, également d'après leur ancienneté, leurs grades et leur situation de famille.

L'État rembourse aussi aux écoles le quart des dépenses de construction et d'entretien de leurs bâtiments. Mais tandis que ce quart est versé aux communes au fur et à mesure de leurs travaux, les écoles libres, pour éviter des fraudes, le perçoivent sous forme d'annuités calculées au prorata du chiffre de leurs élèves.

Si l'école à des cours d'adultes, elle reçoit une subvention supplémentaire de 0 fr. 60 par heure de cours.

En revanche, l'État contrôle le sérieux de l'enseignement ainsi donné. Les conditions d'obtention de la subvention sont les suivantes :

1° Les écoles doivent être administrées par une association possédant la personnalité civile. Cette capacité est conférée par une simple approbation royale, qui, en fait, n'est jamais refusée.

2° Le programme d'études doit contenir les matières déclarées obligatoires par la loi et être communiqué à l'inspecteur d'arrondissement.

3° Il faut un minimum de 30 heures de classe par semaine.

4° Le directeur doit avoir le diplôme d'instituteur en chef et les adjoints doivent être assez nombreux.

5° La direction de l'école doit assurer au personnel un traitement au moins égal à la subvention de l'État.

6° Les écoles subsidiées doivent reconnaître la juridiction d'une commission d'arbitrage destinée à trancher les cas de révocation des instituteurs.

B. Écoles supérieures.

Ces dernières peuvent être assimilées à nos collèges et lycées.

Pour elles, la subvention n'est plus proportionnée au nombre des élèves, ni à la valeur des bâtiments construits ou séparés. Elle est uniquement basée sur le nombre d'heures consacrées à l'étude des matières obligatoires. Elle varie de 94 à 113 fr. par heure de classe hebdomadaire, suivant l'importance de la commune où se trouve le gymnase. Le recteur reçoit en outre une somme de 2 100 francs.

Les Universités libres peuvent aussi recevoir des subventions à la discrétion du Gouvernement et des États généraux. Ces subventions ne peuvent dépasser un total de 210 000 fr. en 25 ans, pour la même Université. Pour y prendre part, les Universités doivent être « autorisées », c'est-à-dire investies du droit de délivrer des diplômes valables. L'autorisation royale leur est accordée si elles présentent des garanties pour leur enseignement et ne font pas une concurrence déloyale aux établissements publics en abaissant avec exagération la rétribution scolaire.

C. *Écoles moyennes.*

Ces écoles correspondent à nos établissements secondaires modernes. La loi du 14 juin 1909 leur a étendu le système dont nous venons de faire l'exposé pour les écoles supérieures. Mais elle ne concerne que les écoles « moyennes » destinées à ouvrir aux fils de la bourgeoisie les portes des Universités.

Secours pour assurer la fréquentation scolaire.

Nous sommes ici en présence de mesures qui visent au même but que nos Caisses des écoles françaises. Mais tandis que nos caisses françaises ne sont ouvertes qu'aux élèves de l'école publique, les secours aux enfants indigents sont répartis, en Hollande, avec la plus complète impartialité.

L'article 35 de la loi du 7 juillet 1900 déclare, en effet :
« Les enfants qui fréquentent les écoles publiques et les en-

fants qui fréquentent les écoles privées sont traités à ce sujet sur le pied de l'égalité. »

Égalité dans la rétribution scolaire.

L'enseignement n'est gratuit que pour les indigents. Les autres paient aux écoles primaires publiques une cotisation mensuelle de 0 fr. 40. On peut accorder des dégrèvements partiels ou totaux à des communes. Ainsi l'école libre, forcée de percevoir une rétribution, puisque son budget n'est que partiellement entretenu par les subventions, ne se trouve-t-elle pas en état d'infériorité en face de l'école officielle.

Égalité dans la collation des grades.

Depuis la loi du 22 mai 1905, les Universités et les gymnases libres ont le droit de conférer des grades universitaires. Il faut, pour cela, qu'ils soient approuvés par un décret royal, rendu en Conseil d'État, après examen de leurs statuts et de leurs plans d'études.

Les retraites pour les instituteurs.

La loi du 5 juin 1905 a assimilé les instituteurs privés aux instituteurs publics au point de vue de la pension de retraite. Ils la touchent après un certain nombre d'années de service et font dans ce but des versements annuels. Cette réforme a facilité le recrutement de l'enseignement libre.

L'égalité de traitement entre l'enseignement neutre et l'enseignement libre est ainsi assurée dans son principe. En fait, l'école neutre reçoit encore la plus grosse part de subventions de l'État qui suffisent presque à l'entretenir complètement. Il n'en est pas de même de l'école libre qui doit faire face à ses charges en grande partie avec ses propres ressources. C'est ainsi qu'en 1907, d'après les chiffres de

M. Verschave, les écoles libres, avec 310.000 élèves, n'ont perçu que 4.880.000 florins, alors que les écoles neutres, avec 564.000 élèves, en recevaient 10.800.000. Malgré ce qui reste à faire en Hollande, on peut dire que ce pays a donné l'exemple de l'équité et de la véritable liberté en matière scolaire. La législation s'est sensiblement rapprochée de l'idéal que le Dr Schaepmann exprimait en ces termes, pendant la discussion de la première loi de Pacification : « Nous souhaitons que l'État donne un droit égal à tous les citoyens et qu'il protège et celui qui se contente de l'enseignement neutre et celui qui le trouve insuffisant. Actuellement, ceux qui sont satisfaits du premier jouissent seuls de la protection de l'État; les autres sont simplement libres de donner à leurs enfants l'enseignement confessionnel, pourvu que leurs instituteurs aient un diplôme et se soumettent à l'inspection gouvernementale. L'égalité exige que la caisse de l'État, qui s'ouvre pour l'école neutre, s'ouvre en même temps pour l'école confessionnelle. Celle-ci ne peut être notée d'infamie et on ne peut lui refuser impitoyablement le secours de l'État... *La Chambre ne peut mettre fin à la lutte scolaire, celle-ci est la conséquence de la façon différente dont les parents envisagent la vie. Mais elle peut assurer un droit égal et une même liberté.* Elle peut faire, au moins, que la constitution hollandaise, la constitution de tout un peuple, ne puisse être employée par un seul parti comme un moyen de refuser aux autres la plénitude de leurs droits et c'est ce qui se passe actuellement (1). »

Ce discours résume parfaitement la situation réciproque de l'école neutre et de l'école libre en France. Il indique ses causes profondes et la solution qu'il convient d'apporter. Cette solution a fait ses preuves. Les lois scolaires hollan-

(1) Discours devant la 2^e Chambre des États de Hollande le 31 mai et le 1^{er} juin 1887.

daïses n'ont pas seulement été des lois de « Pacification » ; elles ont été des lois de progrès intellectuel. En 1889, les enfants qui fréquentaient les écoles atteignaient le total de 649.629 ; en 1908, ce total s'élevait à 879.275. Le nombre des illettrés qui atteignait, en 1897, 4 0/0 du contingent incorporé dans les régiments n'atteignait plus que 2,9 0/0 en 1904 et 1,87 0/0 en 1907.

C'est ainsi que l'inspecteur de l'arrondissement de Nimègue pouvait écrire dans son rapport officiel : « Bientôt, sauf de rares exceptions, il n'y aura plus aucun enfant de 13 à 14 ans ne sachant ni lire ni écrire (1). » Alors que l'inspecteur des provinces du Nord déclarait dans le même document : « L'égalité entre l'enseignement public et l'enseignement privé est devenue, de plus en plus, un fait qui, même pour les plus grands partisans de l'école publique, n'est plus accepté comme une nécessité à laquelle il faut se soumettre, mais elle est appréciée, même par eux, parce qu'il en résulte une concurrence à beaucoup d'égards salulaire. »

Il semble qu'en France on se soit efforcé de prendre le contre-pied de ces mesures.

LE RÉGIME SCOLAIRE ANGLAIS (2).

La situation avant 1870.

Les Universités et la plupart des vieux collèges secondaires sont fondés en vertu de titres très anciens. Ils possèdent un riche patrimoine et conservent leur autonomie. Nous ne nous occuperons donc que de l'enseignement primaire.

Avant 1870, il était laissé à l'initiative privée. Au début du xix^e siècle, chaque confession avait ses écoles et l'Etat

(1) *Rapport aux États généraux*, 1907-1908, p. 2.

(2) Cf. B. Piolet, *Questions d'Angleterre*, Paris, 1906.

ne contribuait en rien aux dépenses de l'instruction publique. En 1833, il affecta pour la première fois des crédits à la construction des écoles. En 1846, il fournit une partie des traitements pour les instituteurs et fonda quelques bourses. De 1861 à 1870, il subventionna chaque école proportionnellement au nombre des élèves et se borna à contrôler l'hygiène et la valeur de l'enseignement. C'était le système le plus conforme à la liberté. Malheureusement les subventions étaient très minimes et, par voie de conséquence, le développement des écoles insuffisant.

Le bill Foster.

Au lieu d'augmenter simplement le chiffre de la subvention, ce qui eût été le remède topique, on s'efforça de suppléer aux écoles absentes en créant un enseignement officiel. Ce fut l'œuvre du premier ministère libéral Gladstone. Un des membres du gouvernement, sir William Foster, fut le parrain de la loi.

On laissait subsister les écoles libres dans les mêmes conditions que par le passé. Mais dans les localités où elles étaient insuffisantes, le gouvernement créait une commission scolaire (School Board). Cette commission de cinq à quinze membres était élue par les contribuables. Elle devait établir des écoles publiques qui étaient entretenues par des subventions provenant de l'Etat et des autorités locales. Ces écoles devaient être neutres, en ce sens que rien ne devait y marquer l'adhésion à une confession particulière. Néanmoins elles avaient un certain esprit chrétien, dans l'acception la plus large du mot. On pouvait y lire la Bible et y réciter le *Pater*.

La loi imposait aux écoles libres qui voulaient continuer à recevoir des subventions l'obligation de ne pas donner l'enseignement religieux aux enfants dont les parents en feraient

la demande et de borner l'instruction religieuse au cinquième du temps employé.

En 1876, une loi rendit l'enseignement obligatoire de cinq à quatorze ans et interdit l'emploi dans l'industrie et le commerce des enfants insuffisamment instruits.

Toutes les écoles étaient ouvertes aux inspecteurs publics, mais ces derniers n'avaient pas le droit de s'occuper des questions religieuses.

Le *bill* Foster provoqua une multiplication très heureuse du nombre des écoles. Cependant il donna lieu à de graves mécontentements : 1° Il suffisait que les inspecteurs publics décidassent que les écoles privées étaient insuffisantes pour qu'un Board School soit créé. Les parents étaient alors obligés de soutenir une concurrence fort onéreuse contre l'école publique ou de laisser donner à leurs enfants une vague éducation religieuse qui ne satisfaisait que les non-conformistes.

2° Les écoles libres ne participaient qu'aux subsides de l'État. Les taxes locales ou *rates* étaient réservées aux écoles publiques, bien qu'elles fussent payées par tous les contribuables, sans distinction d'opinion.

La lutte entre les partisans des School Boards et les partisans des écoles confessionnelles, anglicanes ou catholiques, devint fort vive. Elle se termina par la victoire des seconds aux élections de 1894. L'enseignement fut réorganisé, en conséquence, par l'« Education Act » du 20 décembre 1902.

L'Education Act (1).

L'article 1^{er} du nouveau bill supprima les School Boards. Au-dessous de l'autorité supérieure (Board of Education),

(1) Cf. la *Revue internationale de l'enseignement*, n° du 15 janvier 1903.

il n'y eut plus que les conseils de comtés (County councils) qui correspondent, à peu près, à nos conseils généraux. Ces derniers, déjà fort occupés, ne conservèrent par devers eux que la partie financière de leur tâche et délèguèrent leurs pouvoirs pour le reste à une sous-commission (Education committee).

Les taxes locales sont réparties d'après une même règle entre toutes les écoles, neutres ou confessionnelles, « sans égard à la présence ou à l'absence d'un enseignement religieux ».

L'achat de terrain et les constructions nouvelles restent à la charge des écoles confessionnelles, mais l'autorité locale devra entretenir les bâtiments existants et le matériel scolaire.

Les dépenses ordinaires d'administration des écoles libres sont couvertes entièrement par des subventions dont les $\frac{3}{4}$ proviennent de l'Etat et le reste des taxes locales.

En revanche, l'Education committee contrôle la partie profane de l'enseignement. Il établit les programmes, fait modifier, s'il y a lieu, les locaux scolaires. Il décide même la création d'écoles nouvelles.

La direction de l'école appartient à six administrateurs, dont quatre sont nommés par les fondateurs et propriétaires et deux par l'autorité locale. Ces administrateurs ont une très grande autorité. Un amendement présenté par le colonel Kenyon-Slaney leur a même donné un droit de contrôle sur l'enseignement religieux qui doit, du reste, être donné selon le « contrat de fondation » de l'école. Ils nomment et révoquent les professeurs, mais sous certaines réserves. Certains diplômes sont exigés des professeurs principaux. L'autorité locale doit approuver les nominations et les renvois, mais en restant sur le terrain pédagogique et en laissant pleine liberté à l'école au point de vue religieux. Enfin, les élèves-maitres sont nommés par l'autorité.

L'opposition à l'Education Act.

Les non-conformistes entreprirent immédiatement une campagne contre la nouvelle loi. Il ne leur suffisait pas d'avoir des écoles neutres conformes à leurs tendances et la liberté d'en créer d'autres dans les mêmes conditions que les anglicans ou les catholiques. Ils voulaient faire supprimer les subventions aux écoles libres afin de les réserver aux écoles officielles qu'ils affectionnent. Ils refusaient de payer la taxe scolaire. C'était, au moins, illogique, ainsi que le faisait remarquer M. Balfour en clôturant la session de 1903 : « Ils refusent de payer les taxes parce qu'on enseigne dans certaines écoles une religion qu'ils n'admettent pas, et ils sont les premiers à exiger qu'on emploie l'argent de tous à enseigner dans toutes les écoles une religion qu'ils sont seuls à admettre. » Les essais de refus de l'impôt n'eurent pas le succès attendu et les vexations de certaines autorités locales non-conformistes contre les écoles libres furent réprimées par le gouvernement.

Les élections de janvier 1906 ayant amené un gouvernement libéral, les non-conformistes essayèrent d'abroger la législation de l'Education Act. Le projet Birrell supprimait toute subvention aux écoles libres. Les écoles officielles devaient observer la neutralité soit absolue, soit relative, en conservant le minimum de religiosité qui agréait aux non-conformistes. La commission scolaire élue par les conseils de comtés qu'les conseils municipaux devait choisir entre les deux formules.

Ce fut au tour des catholiques et des anglicans de protester. Les catholiques avaient pour eux les Irlandais, alliés aux libéraux. De plus, 180 libéraux, élus par un appoint catholi-

que, avaient pris des engagements sur la question scolaire. Les Lords arrêterent le projet.

En 1907, M. Mac-Kenna revint à la charge avec un projet purement financier, afin qu'il échappât au vote des Lords qui n'ont pas voix au chapitre pour créer des dépenses nouvelles ou rétablir celles que les Communes ont supprimées. Il obligeait les écoles libres à rembourser la partie des subventions qui était supposée correspondre à l'enseignement religieux, soit le quinzième du traitement des maîtres. Les Communes rejetèrent cette disposition.

M. Mac-Kenna, battu au Parlement, a eu recours aux procédés administratifs. Une ordonnance supprime le concours pour l'obtention des bourses aux écoles normales. Elle interdit aux directeurs des écoles normales libres de refuser aux boursiers l'accès de leurs écoles, *même s'ils professent un autre culte que celui de l'école*. Les places de boursiers doivent être attribuées dans l'ordre des demandes. Une première infraction à cette règle sera punie d'une amende de 2.500 francs. La récidive fera priver l'école du droit de délivrer les certificats requis pour l'enseignement dans les écoles publiques.

Quelle que soit l'hostilité avouée ou inavouée contre le régime scolaire équitable dont jouit l'Angleterre, ce régime n'en a pas moins les plus grandes chances de durée. Les catholiques, en particulier, ont affirmé à plusieurs reprises leur résolution de maintenir leur droit jusqu'au bout. Les libéraux, qui ont besoin des Irlandais, ne peuvent les mécontenter et ils savent leur intransigeance sur ce point. C'est ainsi que le *Standart* écrivait, dans son numéro du 8 janvier 1906 : « Les catholiques — confession relativement peu nombreuse et peu fortunée dans ce pays — sont de taille à se frayer leur chemin, tandis que la riche Eglise d'Angleterre a, dès à présent, perdu toute force et toute considération : c'est là une signifi-

cative démonstration de l'avantage qu'il y a à avoir des principes et à s'y tenir, à dire ce que l'on veut et à vouloir ce que l'on dit, à présenter à toutes les tentatives hostiles un front de bataille uni et intrépide, à rejeter toutes les compromissions et à revendiquer ses droits, à posséder des chefs qui ont l'absolue confiance de leurs partisans. »

LA QUESTION SCOLAIRE EN BELGIQUE (1)

La révolution belge de 1830 avait été faite, en partie, parce que le gouvernement hollandais voulait intervenir dans la question scolaire. La Constitution proclama donc, dans son article 17, le principe de la liberté : « L'enseignement est libre ; toute mesure préventive est interdite ; la répression des délits n'est réglée que par la loi. L'instruction publique donnée aux frais de l'Etat est également réglée par la loi. » L'Etat n'était que l'auxiliaire de l'enseignement libre. En fait, il se borna à donner quelques allocations aux communes. La situation, en 1840, était la suivante : les 2.500 communes de Belgique possédaient 5.189 écoles, parmi lesquelles 2.284 étaient entièrement soutenues par les catholiques.

A cette époque, une campagne fut organisée par les libéraux en faveur de l'intervention de l'Etat dans l'enseignement primaire. On fit valoir que l'organisation d'écoles publiques favoriserait le développement de l'instruction. Les catholiques se rallièrent au projet et la loi de 1842 fut votée à l'unanimité moins trois voix.

Chaque commune devait avoir au moins une école sur son territoire. Il n'était pas nécessaire de créer une école publique si les écoles libres étaient suffisantes. Les écoles libres pouvaient être subventionnées ou, même, *adoptées* par les com-

(1) Cf. Pierre Verhaegen, *La lutte scolaire en Belgique*, Gand, 1905.

munes qui prenaient, en ce dernier cas, toutes les dépenses à leur charge. En revanche, l'autorité municipale fixait leur nombre, leur programme et nommait leur personnel. L'instruction religieuse et morale était obligatoire. L'instituteur la donnait sous la direction du clergé, conformément au culte de la majorité des élèves. Les enfants des cultes dissidents en étaient dispensés.

En fait, dans les communes libérales, on supprima l'enseignement religieux. Les instituteurs catholiques furent traités avec défaveur. On essaya d'écraser l'enseignement libre sous la concurrence des écoles officielles.

Les libéraux, ayant conquis le pouvoir à la suite des élections de 1878, firent voter le 1^{er} juillet 1879, sous le titre de « Revision de la loi de 1842 », une réglementation scolaire que les catholiques qualifièrent de « loi de malheur ». L'enseignement religieux était supprimé dans les écoles publiques. Une morale « laïque » devait être professée par l'instituteur. Le clergé perdait tout contrôle sur l'éducation religieuse et morale. On se bornait à lui concéder un local pour l'enseignement du catéchisme aux enfants de la première communion en dehors des heures de classe. La création d'écoles publiques était imposée à toutes les communes. La loi leur interdisait d'adopter ou même de subventionner les écoles libres. La loi votée, les libéraux l'appliquèrent avec énergie. C'est ainsi qu'à Anvers seulement, 2.400 familles furent rayées de la liste du Bureau de bienfaisance parce qu'elles avaient envoyé leurs enfants aux écoles libres (1). De telles mesures provoquèrent un mouvement de protestation chez les catholiques. Les évêques avaient déclaré, dans une lettre pastorale collective du 7 décembre 1878, quelque temps avant le vote de la loi : « La voix de la religion s'accorde avec celle de la

(1) G. Verhaegen, *La R. P. scolaire*, p. 32, en note. — *Action Populaire*, Reims.

nature pour proclamer que l'éducation des enfants appartient non à l'Etat, mais à leurs parents, et qu'elle constitue pour ceux-ci un droit en même temps qu'un devoir. Le maître, à l'école, n'est que le représentant du père; il est le mandataire chargé par lui de perfectionner et d'achever la noble tâche de l'éducation de ses enfants, et, pour remplir son mandat il doit les instruire et les élever de telle sorte qu'ils trouvent à l'école la continuation de l'éducation de la famille. En ouvrant, aux frais de la nation, des écoles publiques pour faciliter l'éducation de l'enfance et de la jeunesse, l'Etat est donc obligé de respecter ce droit inhérent à la paternité et d'organiser ces écoles de manière à permettre à l'instituteur de remplir son honorable mission conformément aux exigences de son mandat. » La loi de 1879 n'étant pas conçue dans cet esprit, les catholiques s'organisèrent pour en empêcher les effets. Au nombre de 2.500, les instituteurs publics donnèrent leur démission pour entrer dans l'enseignement libre. On créa 4.000 écoles nouvelles et on y consacra, en une seule année, plus de 40 millions de francs. Le résultat ne se fit pas attendre : les écoles officielles perdirent 59 0/0 de leurs élèves. Le 15 décembre 1880, un recensement révélait qu'elles n'avaient plus que 294.356 enfants, alors que les écoles catholiques en contenaient 455.179. En 1884, les catholiques reprenaient le pouvoir.

Leur premier soin fut de réformer la législation scolaire. Ils agirent d'une façon plus libérale que n'avaient agi les « libéraux ». M. Woeste déclara, le 20 août 1884, à la Chambre des représentants : « Sans doute, nous désirons que partout l'atmosphère de l'école publique soit religieuse; nous la désirons telle dans l'école communale comme dans l'école adoptée. Mais nous tenons compte de la situation actuelle de la société. Nous savons qu'il y a des fractions d'opinions diffé-

rentes; nous savons qu'il y a une fraction, qui ne constitue heureusement qu'une minorité, qui préfère l'école neutre. Nous ne voulons pas faire violence à ceux qui ne pensent pas comme nous, pas plus en cette matière qu'en aucune autre et nous disons : Choisissez, si vous le voulez, l'école neutre. D'après nous, vous vous trompez, mais nous n'attendons que de votre raison et de votre conscience un changement d'opinion, et nous ne voulons pas qu'on vous l'impose. »

La loi, en conséquence, ne rendit pas obligatoire l'enseignement de la religion et de la morale à l'école publique. Les communes furent autorisées à l'y introduire. Elles pouvaient, de nouveau, adopter des écoles libres et supprimer, avec l'autorisation royale, l'école publique à moins de réclamation de vingt chefs de famille ayant des enfants d'âge scolaire. La demande de vingt chefs de famille obligeait également la commune qui faisait donner l'enseignement religieux, à organiser des classes spéciales et neutres pour leurs enfants. Dans l'hypothèse inverse, lorsque l'enseignement était neutre, la demande de vingt chefs de famille permettait au gouvernement d'accorder quelques secours à l'école libre. Mais la commune restait libre de ne pas subventionner cette dernière.

En 1895 fut votée la loi scolaire qui est actuellement encore en vigueur en Belgique. Elle rétablit l'obligation de l'enseignement religieux, mais ce principe est loin d'être absolu, puisqu'il ne reçoit pas d'application s'il se trouve *un seul enfant dispensé par sa famille de suivre le cours de religion*. Au cas où l'instruction religieuse est donnée, les instituteurs sont libres de s'y refuser. A leur défaut, ce soin incombe aux ministres du culte ou à des personnes choisies par eux et agréées par la commune. Les communes restent autorisées à « adopter ou subsidier » les écoles privées. L'Etat est maintenant obligé de subventionner les écoles libres réunissant les condi-

tions légales de l'adoption au cas où les communes refusent de s'en charger.

La loi de 1895 n'a satisfait personne. Les libres-penseurs lui reprochent d'avoir posé le principe de la confessionnalité — sauf à recourir, pour eux, à la dispense d'enseignement religieux. Les catholiques se plaignent que cette dispense, accordée de droit, suffise, même si elle n'est réclamée que par un seul enfant, à priver d'instruction religieuse tous les autres élèves de l'école. D'après M. Verhaegen, il y avait, au 31 décembre 1906, dans la province d'Anvers 161 élèves, répartis en 72 classes, qui privaient ainsi d'enseignement religieux 1.946 de leurs condisciples. En Luxembourg, 139 enfants produisaient le même effet dans 29 classes contenant 2.041 élèves. En Limbourg, trois enfants imposaient l'école neutre à 119 autres. De plus, les communes qui se refusaient à adopter les écoles libres mettaient ces dernières dans un état d'infériorité manifeste à l'égard de l'école neutre.

On finit par se rendre compte qu'il est impossible d'avoir une école répondant au désir de tous. La neutralité ne peut convenir aux catholiques; l'enseignement catholique ne peut convenir aux libres-penseurs. Il faut donc se résoudre à « la création d'écoles diverses, répondant les unes à l'idéal des uns, les autres à l'idéal des autres (1) ». Cette solution est basée à la fois sur le droit imprescriptible des pères de famille et l'égalité entre les citoyens.

L'opinion poussa donc le gouvernement catholique belge à organiser une répartition des fonds scolaires proportionnée aux services rendus par les écoles, sans tenir compte de leurs diverses étiquettes. Le roi Albert déclarait, le 8 novembre 1910, dans le discours du trône : « C'est au père de famille

(1) Louis André, *La ligue scolaire catholique*, n° de mars 1911.

qu'appartient le droit de veiller à l'éducation et à l'instruction de son enfant, de choisir librement et en pleine indépendance l'école à laquelle il le confiera. Mon gouvernement vous proposera des mesures pour garantir efficacement l'exercice de ce droit imprescriptible. »

M. Schollaert voulut résoudre le problème en accordant à chaque père de famille un bon scolaire représentant la subvention accordée par l'Etat pour l'instruction primaire de chacun de ses enfants. C'étaient, selon l'expression de M. Schollaert, comme autant « de petites bourses d'études ». Seulement ces bourses laissaient au père le libre choix de l'école. « Le pouvoir public, était-il écrit dans l'exposé des motifs, dit au père de famille, la veille de la rentrée des classes : « Vous avez deux enfants de six à quatorze ans ; voici deux bons à leurs noms : choisissez l'école où vous les enverrez. Préférez-vous l'école communale ? Allez porter vos deux bons à la direction de cette école. Donnez-vous la préférence à une école libre ? Remettez vos deux bons à la direction de cette école. Si vous choisissez le premier de ces établissements pour l'ainé de vos enfants, portez-lui un de vos bons et réservez l'autre, si vous voulez, à la seconde école. Vous êtes libre ; faites ce qui vous plaît. »

Le projet Schollaert instituait la gratuité de toutes les écoles. Il prévoyait des peines sévères contre toutes les tentatives de pression destinées à influencer le choix du père de famille. Il interdisait le louage des services de l'enfant au-dessous de 14 ans, cette limite étant abaissée à 13 ans pour les enfants pourvus du certificat d'études. Enfin l'enseignement primaire devenait obligatoire.

Les bons scolaires étaient calculés de façon à laisser supporter un tiers des dépenses d'entretien et la totalité des dépenses concernant les locaux aux fondateurs des écoles

ibres. Les écoles officielles restaient donc dans une situation privilégiée. Cette mesure avait pour but d'empêcher les écoles de se multiplier à l'infini en grevant inutilement le budget communal.

Ce projet si équitable et si libéral eut le don d'exaspérer socialistes et... libéraux. Devant l'obstruction organisée à la Chambre, le cabinet se retira. Le Parlement fut dissous. Les élections générales se firent sur cette question le 2 juin 1912 et donnèrent une énorme majorité aux catholiques. Maintenant le principe est acquis. Qu'il soit réalisé sous la forme du bon scolaire ou sous une autre forme, comme a semblé l'annoncer le chef du cabinet actuel, le baron de Broqueville, dans son discours de Turnhout, il est certain qu'il sera réalisé bientôt.

Lu et approuvé :

Le Président,

F. LARNAUDE.

Vu :

L'Assesseur,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

APPENDICES

APPENDICES

I

TEXTES DE CONCILES RELATIFS A L'ENSEIGNEMENT

CONCILIIUM VASENSE II, ANNO CHRISTI 529.

II^e Concile de Vaison (chef-lieu de canton de Vaucluse).

Can. 1. « Hoc enim placuit, ut omnes presbyteri qui sunt in parochiis constituti, secundum consuetudinem, quam per totam Italiam satis salubriter teneri cognovimus, juniores lectores, quantoscumque sine uxore haberent, secum in domo, ubi ipsi habitare videntur, recipiant; et eos quomodo boni patres spiritualiter nutriendos, psalmos parare, divinis lectionibus insistere, et in lege Domini erudire contendunt : ut et sibi dignos successores provideant, et a Domino præmia æterna recipiant. Cum vero ad ætatem perfectam pervenerint, si aliquis eorum pro carnis fragilitate uxorem habere voluerit, potestas ei ducendi conjugium non negetur. »

Edition Labbe (et Cossart), t. II, p. 1106.

CONCILIIUM CABILONENSE II, ANNO CHRISTI 813.

II^e Concile de Chalon.

Can. 3. « Oportet etiam, ut sicut dominus imperator Carolus, vir singularis mansuetudinis, fortitudinis, prudentiæ, justitiæ et temperantiæ præcepit, scholas constituent, in quibus et litteras solertiâ disciplinæ, et sacræ Scripturæ documenta discantur, et tales ibi erudiantur, quibus merito dicatur a Domino : « Vos estis sal terræ », et qui condimentum plebibus esse valeant, et quorum doctrina non solum diversis hæresibus, verum etiam Antichristi monitis, et ipsi Antichristi resistatur, ut merito de illis in laude Ecclesiæ dicatur : Mille clypei pendent ex ea, omnis armatura fortium. »

Cf. Labbe, t. VII, p. 1273.

CONCILIIUM LATERANENSE III, ANNO CHRISTI 1179.

*III^e concile de Latran (œcuménique ou général)
(palais-basilique du Latran, à Rome).*

Can. 18. « Ut prælati provideant magistris scholarum necessaria. Quoniam Ecclesia Dei, et in iis quæ spectant ad subsidium corporis, et in iis quæ ad profectum veniunt animarum, indigentibus sicut pia mater providere tenetur; ne pauperibus, qui parentum opibus juvari non possunt, legendi et proficiendi opportunitas subtrahatur, per unamquamque ecclesiam cathedralem magistro, qui clericos ejusdem ecclesiæ, et scholares pauperes gratis doceat, competens aliquod beneficium assignetur, quo docentis necessitas sublevetur, et discentibus via pateat ad doctrinam. In aliis quoque restituatur Ecclesiis sive monasteriis, si retroactis temporibus aliquid in eis ad hoc fuerit deputatum. Pro licentia vero docendi nullus pretium exigat, vel sub obtentu alicujus consuetudinis ab iis qui docent, aliquid quærat : nec docere quempiam, petita licentia, qui sit idoneus interdicat. Qui vero contra hoc venire præsumperit, a beneficio ecclesiastico fiat alienus. Dignum quidem esse videtur, ut in Ecclesia Dei fructum laboris sui non habeat, qui cupiditate animi vendit licentiam docendi ecclesiarum profectum nititur impedire. »

Édition Labbe et Cossart, t. X, p. 1518.

Le concile de Trente 1545, session V^e, Decretum de Reformatione, cap. I, insiste sur la nécessité d'établir près des cathédrales et dans les grandes villes des écoles pour apprendre à lire l'Écriture sainte; puis il ajoute :

« Ecclesiæ vero quarum annui proventus tenues fuerint et ubi tam exigua est cleri et populi multitudo, ut Theologiæ lectio in eis commode haberi non possit, saltem magistrum habeant, ab Episcopo cum consilio capituli eligendum, qui clericos aliosque scholares pauperes grammaticam gratis doceat, ut deinceps ad ipsa sacræ Scripturæ studia, annuente Deo, transire possint. »

CONCILIIUM MEDIOLANENSE I, ANNO DOMINI 1565.

I^{er} Concile de Milan.

Constitutionum pars secunda, decretum. X.

X. Mandatum est a sacro Tridentino Concilio provincialibus synodis, quam primum in eam curam incumberent, ut seminarium

clericorum, ubicumque id fieri posset constitueretur, omnique ratione propagaretur; quamobrem etiam illis facultatem dedit moderandi, et augendi omnia, et singula, quæ pii et sancti hujus operis institutionem et progressionem adjuvare possent. Itaque nos provinciæ nostræ statu, et Ecclesiarum, ac beneficiorum genere diligenter considerato duximus ad hanc rationem confugiendum esse, ut detrahamus, quemadmodum nunc detrahimus decimam partem fructuum cujuslibet mensæ episcopalis, et capituli, et quarumcunque dignitatem personarum officiorum, præbendarum, portionum, abbatiarum et prioratuum cujuscumque ordinis... etc.

Cf. Labbe, t. XIV, p. 265.

II

DOCUMENTS PONTIFICAUX SUR LA NEUTRALITÉ
ET LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT

SYLLABUS DE PIE IX. — *Propositions condamnées.*

Prop. XLV. — La direction complète des écoles publiques, où l'on élève la jeunesse chrétienne d'un Etat, à la seule exception des séminaires épiscopaux, sous certains points de vue, peut et doit être attribuée à l'autorité civile, et si exclusivement qu'aucune autre autorité n'ait le droit de s'immiscer dans la discipline des écoles, dans le plan des études, dans le choix ou l'approbation des maîtres.

Prop. XLVII. — L'intérêt bien compris de la société civile exige que les écoles populaires ouvertes aux enfants de toutes les classes et généralement les Instituts publics destinés à l'enseignement des lettres, aux hautes études et à l'éducation de la jeunesse, soient affranchies de toute autorité, de toute direction, de toute ingérence de l'Eglise, et soumises entièrement au libre arbitre de l'autorité civile et politique, selon le bon plaisir des gouvernants et les exigences des opinions communes de l'époque.

Prop. XLVIII. — Les catholiques peuvent approuver un système d'instruction de la jeunesse qui est isolé de la foi catholique et du pouvoir de l'Eglise, et qui a pour objet, uniquement ou au moins principalement, les sciences naturelles et les fins de la vie sociale sur la terre. ²²

EXTRAIT DE LA BULLE *QUANTA* [CURA. — *Propositions condamnées.*

La société domestique, ou la famille, emprunte au droit civil seul toute sa raison d'existence : par suite la loi civile seule est la source et le principe de tous les droits des parents sur leurs enfants et surtout du droit d'instruction et d'éducation.

Le Clergé, en tant qu'ennemi du vrai et utile progrès de la science et de la civilisation, doit être entièrement écarté du soin et de la charge d'instruire et d'élever la jeunesse.

EXTRAIT DE LA LETTRE DE S. S. LÉON XIII

à M. le Président de la République Française. — 12 mai 1883.

1^o *Protestation contre la loi de neutralité scolaire.*

.....

Notre douleur et le dommage de l'Eglise catholique furent encore augmentés par la loi qui exclut des écoles cet indispensable et traditionnel enseignement religieux, lequel, aussi longtemps qu'il demeura en vigueur, donna des fruits si utiles et si abondants pour la civilisation même du pays. En vain tout l'épiscopat de France fit-il entendre ses plaintes ; en vain les pères de famille demandèrent-ils, sur le terrain légal, la conservation de leurs droits ; en vain des hommes désintéressés et appartenant ouvertement au parti républicain, et parmi eux des personnages politiques et des intelligences d'élite, montrèrent-ils au gouvernement combien funeste serait, pour une nation de 32 millions de catholiques, une loi qui bannirait de ses écoles l'éducation religieuse, dans laquelle l'homme trouve les plus généreuses impulsions et les règles les plus parfaites pour supporter les difficultés de la vie pour respecter les droits de l'autorité et de la justice, et pour se procurer les vertus indispensables à la vie domestique, politique et civile. Aucune considération ne fut assez puissante pour arrêter la détermination prise, et la loi fut promulguée et exécutée sur tout le territoire de la France.

Mais, par cette concession, on ne parvint pas à satisfaire les exigences des ennemis de la religion. Au contraire, rendus plus entreprenants par le succès, et décidés à mettre à exécution leur dessein de faire disparaître de la société toute idée et toute influence religieuse, pour pouvoir ensuite plus facilement bouleverser tout régime politique et les bases elles-mêmes de n'importe quelle constitution civile, — ces mêmes hommes ont demandé qu'on proscrivit tout salutaire élément religieux des hôpitaux, des collèges, de l'armée, des asiles de charité et de toutes les institutions de l'Etat. Notre cœur saigne en voyant les fils de cette noble nation, qui a trouvé pendant des siècles sa force et sa gloire dans les sublimes enseignements et les bienfaisantes pratiques de la foi catholique, privés du précieux héritage reçu de leurs pères, et engagés sur le chemin de cette déraisonnable indifférence en matière de religion qui conduit les peuples aux plus lamentables excès.

2^e Condamnation des Manuels scolaires.

Il est connu de tous que lorsqu'on défère au Saint-Siège n'importe quel écrit suspect de contenir des doctrines erronées sur la morale ou le dogme catholique, le Siège apostolique, qui a l'obligation de veiller à l'intégrité de la foi et des mœurs, a coutume de l'examiner et de prononcer sur cet écrit son jugement sans en rendre compte à aucune autorité terrestre, car ce jugement, faisant partie de la direction la plus intime des âmes et de la discipline intérieure de l'Eglise, ne peut être lié par aucun pacte international, puisqu'il est de la compétence exclusive du magistère de cette même Eglise. Ce qui était arrivé depuis les siècles les plus éloignés de l'antiquité pour d'autres livres arriva également pour les manuels que vous connaissez : ayant été reconnus contraires aux vrais principes de la religion, ils furent rangés parmi les livres dont la lecture est défendue aux fidèles.

Cette censure qui, à peine publiée dans la manière prescrite par l'Eglise, oblige les consciences catholiques, a décidé les évêques à rappeler aux fidèles leurs devoirs à ce propos, de la même façon qu'ils le font souvent pour d'autres préceptes des lois divines et ecclésiastiques : Nous ne pouvons comprendre comment, dans ce fait, qui ne sortait certes pas du terrain purement religieux et du ministère pastoral, le gouvernement a pu trouver des arrière-pensées politiques et, par suite, a procédé à des mesures de rigueur contre lesquelles le Siège apostolique a toujours protesté et qui ne rencontrent de précédents qu'aux époques de guerre ouverte contre l'Eglise.

Nous n'ignorons pas qu'on a prétendu justifier ces mesures par l'agitation des consciences née des lettres pastorales des évêques, par le peu de modération de leur langage, et par la nécessité, pour l'autorité civile, de se munir d'une arme de défense contre les exagérations de quelques membres du clergé.

Mais, alors même que de tels motifs eussent eu quelque fondement, Nous déplorons par-dessus tout que le gouvernement de la République, avant de prendre une mesure si grave — qui, par suite des pénalités qu'elle devait entraîner contre l'épiscopat et le clergé, était intimement connexe au droit de dotation ecclésiastique sanctionné par un pacte solennel et bilatéral — Nous déplorons que le gouvernement ait voulu agir unilatéralement et sans entente préalable avec le Siège apostolique. De plus, Nous ne pouvons Nous dispenser de faire observer que la perturbation des consciences ne dérive pas de la publication des décrets de la Congrégation de l'Index, mais remonte à des causes plus éloignées, parmi lesquelles il faut citer, en premier lieu, le fait d'avoir écarté des écoles l'enseignement religieux, à l'immense détri-

ment de la foi⁹ des générations naissantes, malgré les réclamations de l'épiscopat tout entier et des pères de famille et d'avoir introduit dans les manuels scolaires des principes contraires à notre sainte religion. Le gouvernement lui-même, qui avait prévu ces événements, s'était empressé de promettre que, dans les écoles, on n'aurait jamais rien enseigné de contraire à la religion, rien qui pût par conséquent offenser la conscience des jeunes gens et de leurs parents. Mais, Nous avons le devoir de le dire avec cette franchise qui est le propre de Notre ministère apostolique, ces promesses n'ont pas été tenues.

Ce fait, douloureux mais incontestable, pourrait servir d'explication à certains actes ou à certaines expressions de quelques membres du clergé, au sujet desquels le gouvernement croit devoir faire entendre ses plaintes. En présence du dommage moral que souffre la jeunesse par la suppression de l'éducation religieuse dans l'école, dommage encore augmenté par la lecture de livres que la seule autorité compétente a déclarés hostiles aux principes sacrés de la religion, chacun comprend que le cœur d'un évêque, à qui incombent la charge et la responsabilité des âmes, doit surabonder d'affliction et d'amertume.

Et c'est contre ces Pasteurs qu'il faudrait se procurer des armes défensives, comme si l'attaque et l'offense venaient de leur part ? Cette nécessité pourrait se comprendre si les évêques, sortant de leur sphère religieuse, inculquaient des principes contraires à l'ordre public ; mais tant que, demeurant dans le domaine de la conscience, ils s'efforcent de conserver à la nation, intègres et sans tache, la foi et la morale évangéliques, auxquelles le peuple français dans sa grande majorité attache comme de raison le plus vital intérêt, il Nous semble qu'il n'y a pas de motif juste et suffisant de recourir à des précautions générales de cette gravité, qui ne peuvent qu'alarmer et froisser tous les catholiques et surtout l'épiscopat français, lequel mérite si bien de la religion et de la patrie.

EXTRAIT DE L'ENCYCLIQUE DE LÉON XIII *Libertas*
præstantissimum. — 20 juin 1888.

Quant à ce qu'on appelle *liberté d'enseignement*, il n'en faut pas juger d'une façon différente. Il n'y a que la vérité, on n'en saurait douter, qui ait le droit d'imprégner les âmes, puisque c'est en elle que les natures intelligentes trouvent leur bien, leur fin, leur perfection ; c'est pourquoi l'enseignement ne doit avoir pour objet que des choses vraies, et cela qu'il s'adresse aux ignorants ou aux savants, afin qu'il apporte aux uns la connaissance du vrai, que dans les autres il l'affermisse. C'est pour ce motif que le devoir de quiconque se livre à l'enseignement

est, sans contredit, d'extirper l'erreur des esprits et d'opposer des protections sûres à l'envahissement des fausses opinions. Il est donc évident que la liberté dont nous traitons, en s'arrogeant le droit de tout enseigner à sa guise, est en contradiction flagrante avec la raison et qu'elle est née pour produire un renversement complet dans les esprits; le pouvoir public ne peut accorder une pareille licence dans la société qu'au mépris de son devoir. Cela est d'autant plus vrai que l'on sait de quel poids est pour les auditeurs l'autorité du professeur, et combien il est rare qu'un disciple puisse juger par lui-même de la vérité de l'enseignement du maître.

C'est pourquoi cette liberté aussi, pour demeurer honnête, a besoin d'être restreinte dans des limites déterminées; il ne faut pas que l'art de l'enseignement puisse impunément devenir un instrument de corruption. — Or, la vérité qui doit être l'unique objet de l'enseignement est de deux sortes : il a la vérité naturelle et la vérité surnaturelle. Les vérités naturelles auxquelles appartiennent les principes de la nature et les conclusions prochaines que la raison en déduit, constituent comme le commun patrimoine du genre humain; elles sont comme le solide fondement sur lequel reposent les mœurs, la justice, la religion, l'existence même de la société humaine; et ce serait dès lors la plus grande des impiétés, la plus inhumaine des folies, que de les laisser impunément violer et détruire. — Mais il ne faut pas mettre moins de scrupules à conserver le grand et sacré trésor des vérités que Dieu lui-même nous a fait connaître. Par un grand nombre d'arguments lumineux, souvent répétés par les apologistes, certains points principaux de doctrine ont été établis, par exemple : il y a une révélation divine; le Fils unique de Dieu s'est fait chair pour rendre témoignage à la vérité; par lui, une société parfaite a été fondée, à savoir : l'Eglise, dont il est lui-même le chef et avec laquelle il a promis de demeurer jusqu'à la consommation des siècles.

A cette société, il a voulu confier toutes les vérités qu'il avait enseignées, avec mission de les garder, de les défendre, de les développer avec une autorité légitime; et en même temps il a ordonné à toutes les nations d'obéir aux enseignements de son Eglise comme à lui-même, avec menace de la perte éternelle pour ceux qui y contreviendraient. D'où il ressort clairement que le maître le meilleur et le plus sûr à l'homme c'est Dieu, source et principe de toute vérité; c'est le Fils unique qui est dans le sein du Père, voie, vérité, vie; lumière véritable qui éclaire tout homme, et dont l'enseignement doit avoir tous les hommes pour disciples; *et ils seront tous enseignés de Dieu.*

Mais, pour la foi et la règle des mœurs, Dieu a fait participer l'Eglise à son divin magistère et lui a accordé le divin privilège de ne point con-

naître l'erreur. C'est pourquoi elle est la grande, la sûre maîtresse des hommes et porte en elle un inviolable droit à la liberté d'enseigner. Et de fait, l'Eglise, qui, dans ses enseignements reçus du ciel, trouve son propre soutien, n'a eu rien de plus à cœur que de remplir religieusement la mission que Dieu lui a confiée, et, sans se laisser intimider par les difficultés qui l'environnent de toutes parts, elle n'a cessé en aucun temps de combattre pour la liberté de son magistère. C'est par ce moyen que le monde entier, délivré de la misère de ses superstitions, a trouvé dans la sagesse chrétienne son renouvellement. Mais s'il est vrai, comme la raison elle-même le dit clairement, qu'entre les vérités divinement révélées et les vérités naturelles, il ne peut y avoir de réelle opposition, de sorte que toute doctrine contredisant celles-là soit nécessairement fausse, il s'ensuit que le divin magistère de l'Eglise, loin de faire obstacle à l'amour du savoir et à l'avancement des sciences, ou de retarder en aucune manière le progrès de la civilisation est, au contraire, pour ces choses une très grande lumière et une sûre protection. Et par la même raison, le perfectionnement même de la liberté humaine ne profite pas peu de son influence, selon la maxime qui est du Sauveur Jésus-Christ, que l'homme devient libre par la vérité : *Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libre.*

Il n'y a donc pas de motif pour que la vraie science digne de ce nom s'irrite contre des lois justes et nécessaires qui doivent régler les enseignements humains, ainsi que le réclament ensemble et l'Eglise et la raison.

Il y a plus, et, comme bien des faits l'attestent, l'Eglise, tout en dirigeant principalement et spécialement son activité vers la défense de la foi chrétienne, s'applique aussi à favoriser l'amour et le progrès des sciences humaines. Car c'est quelque chose de bon en soi, de louable, de désirable, que les bonnes études; et de plus, toute science qui est le fruit d'une raison saine et qui répond à la réalité des choses n'est pas d'une médiocre utilité pour éclairer même les vérités révélées. Et, de fait, quels immenses services l'Eglise n'a-t-elle pas rendus par l'admirable soin avec lequel elle a conservé les monuments de la sagesse antique, par les asiles qu'elle a, de toutes parts, ouverts aux sciences, par les encouragements qu'elle a toujours donnés à tous les progrès, favorisant d'une manière particulière les arts même qui font la gloire de la civilisation de notre époque.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'un champ immense reste ouvert où l'activité humaine peut se donner carrière et le génie s'exercer librement. Nous voulons parler des matières qui n'ont pas une connexion nécessaire avec la doctrine de la foi et des mœurs chrétiennes, ou sur lesquelles l'Eglise, n'usant pas de son autorité, laisse aux savants toute la

liberté de leurs jugements. — De ces considérations, il ressort comment les partisans du *Libéralisme* entendent sur ce point et représentent cette liberté qu'ils réclament et proclament avec une égale ardeur. D'une part, ils s'arrogent à eux-mêmes, ainsi qu'à l'Etat, une licence telle, qu'il n'y a point d'opinion si perverse à laquelle ils n'ouvrent la porte et ne livrent passage; de l'autre, ils suscitent à l'Eglise obstacles sur obstacles, confinant sa liberté dans les limites les plus étroites qu'ils peuvent, alors cependant que, de cet enseignement de l'Eglise, aucun inconvénient n'est à redouter et que, au contraire, on en doit attendre les plus grands avantages.

III

LES ECCLÉSIASTIQUES ET LE CONCOURS D'AGRÉGATION

EXTRAIT DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX
du vendredi 24 mai 1912

CONSEIL D'ÉTAT (au contentieux)

Présidence de M. Alfred Picard, vice-président.

Séances des 3 et 10 mai 1912.

RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR. — CONCOURS D'AGRÉGATION. —
LISTE DES CANDIDATS. — ECCLÉSIASTIQUE. — POUVOIRS DU
MINISTRE. — TITRE D'ORDRE PROFESSIONNEL. — REJET.

L'agrégation ayant été instituée exclusivement en vue du recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire public, elle confère aux agrégés non pas un grade universitaire, mais un titre d'ordre professionnel.

En conséquence, le ministre, chef responsable de l'enseignement secondaire public, a le droit d'arrêter la liste des candidats admis à concourir, ces candidats pouvant être éventuellement chargés des fonctions de professeur dans un lycée ou un collège.

Et en refusant, dans l'intérêt du service placé sous son autorité, d'admettre un candidat à prendre part au concours d'agrégation, le ministre ne fait qu'user du droit qui lui a été réservé par le décret du 10 avril 1852 et le règlement du 29 juillet 1885.

Cette solution résulte d'un arrêt rendu par le Conseil d'Etat, à l'occasion d'un recours formé par l'abbé Bouteyre contre une décision du ministre de l'instruction publique qui a refusé de l'admettre sur la liste des candidats au concours d'agrégation pour les classes de philosophie des lycées.

Après le rapport présenté par M. Chareyre, conseiller d'Etat, M. Helbronner, maître des requêtes, commissaire du gouvernement, a conclu en ces termes :

Messieurs,

En 1911, M. l'abbé Bouteyre, prêtre de l'Eglise catholique, s'inscrivit sur la liste des candidats au concours d'agrégation de philosophie de l'enseignement secondaire. Le 8 juin 1911, le vice-recteur de l'Université

de Paris l'informa que le ministre de l'instruction publique refusait de l'admettre à ce concours, par le motif que « l'état ecclésiastique auquel il s'était consacré s'oppose à ce qu'il soit admis dans le personnel de l'enseignement public, dont le caractère est la laïcité, et que, par suite, il n'y a pas lieu de l'autoriser à prendre part aux épreuves destinées à pourvoir au recrutement des lycées ».

L'abbé Bouteyre, estimant qu'en prenant à son égard cette décision, le ministre de l'instruction publique frappait d'une véritable incapacité les prêtres catholiques — qu'il violait ainsi les dispositions de la loi du 19 décembre 1905 et commettait un excès de pouvoir — vous demande l'annulation de la décision par laquelle le ministre de l'instruction publique a refusé de l'admettre au concours d'agrégation de philosophie de l'enseignement secondaire.

Dans la lettre qui notifiait à l'abbé Bouteyre la décision du ministre de l'instruction publique, le vice-recteur indiquait que la mesure prise à son égard n'était que l'application d'une jurisprudence établie par le ministre depuis plusieurs années. En effet, dès le mois de juin 1904, le ministre de l'instruction publique avait rayé de la liste des candidats au concours d'agrégation d'histoire de l'enseignement secondaire un certain nombre de prêtres catholiques. Cette décision avait alors causé une certaine émotion dans l'opinion publique, et le ministre de l'instruction publique d'alors, M. Chaumié, fut interpellé à la Chambre à ce sujet, le 30 juin 1904. Cette Assemblée semble avoir donné son approbation à la mesure qu'il avait prise. Elle ne fut pas alors déferée au Conseil d'Etat.

C'est donc aujourd'hui pour la première fois que se pose devant vous cette délicate question : un ministre a-t-il le droit d'écarter discrétionnairement d'un concours professionnel un candidat qui remplit toutes les conditions de capacité déterminées par les lois et règlements — en un mot, d'exclure un candidat comme appartenant à une certaine catégorie de citoyens ?

Messieurs, cette question touche l'essence même, le caractère des fonctions publiques, et avant d'examiner le cas particulier qui vous est soumis, il nous paraît indispensable de vous rappeler ce qu'est la fonction publique ; quels sont les rapports de l'autorité qui nomme avec les candidats qui la sollicitent ; quelle est l'étendue et la limite des droits et obligations de chacun.

La fonction publique est un ensemble de pouvoirs et de devoirs organisé par la loi en vue d'assurer l'accomplissement d'un service public déterminé. Elle constitue une délégation partielle faite par le législateur, dans l'organisation administrative ou politique, d'une partie de la puissance publique. La fonction publique a donc pour but d'assurer

un service public, et, aux termes de l'article 30 de la Déclaration des Droits de l'Homme, placée en tête de la Constitution de 1793, « les fonctions publiques ne peuvent être considérées comme des distinctions, ni comme des récompenses, mais comme des devoirs ».

En théorie, tout citoyen remplissant les conditions exigées par les textes organiques peut aspirer à y être nommé; et l'article 6 de cette même Déclaration des Droits de l'Homme disait : « Tous les citoyens sont également accessibles à toutes dignités, places et emplois publics, sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents. »

A ce principe absolu de l'aptitude de tout citoyen à postuler un emploi public, un tempérament doit être forcément apporté, qui provient du caractère même de la fonction publique. C'est qu'en dehors des conditions d'âge, de capacité ou de moralité, les candidats aux fonctions publiques doivent être aptes aux fonctions qu'ils sont appelés à remplir. L'Etat a donc le droit (qu'il délègue à l'autorité chargée de faire la nomination) de s'assurer que le candidat à une fonction ne se trouve pas dans le cas de ne pas la remplir selon l'esprit et le but en vue desquels la loi l'a instituée. L'autorité qui fait la nomination a donc forcément, *dans l'intérêt du service* que la fonction a pour but d'assurer, à exercer, un certain pouvoir d'appréciation sur les mérites des candidats. Le pouvoir de nomination n'est d'ailleurs que l'attribution d'une fonction publique supérieure. Celui qui en est investi a donc le devoir de l'exercer en vue de l'intérêt du service et dans les limites fixées par la loi elle-même.

En principe donc, le pouvoir de nomination devrait être en quelque sorte discrétionnaire. L'intérêt du service commande, en effet, que celui qui a le pouvoir de nomination (pour pouvoir exercer plus directement son action sur les fonctionnaires placés sous ses ordres) soit libre dans son choix.

Mais, pour éviter des choix malheureux, aussi bien que pour écarter tout acte de favoritisme, les pouvoirs publics ont peu à peu restreint ce pouvoir discrétionnaire, et à défaut de règles générales sur le recrutement des fonctionnaires (qui n'existent pas encore dans la législation française), on a, dans la plupart des cas, édicté certaines dispositions qui donnent :

1° Au service public que la formation est chargée d'assurer, des garanties de capacité;

2° Aux candidats à ces fonctions, des garanties contre l'arbitraire de l'autorité qui fait la nomination.

Parmi ces dispositions, on peut citer celles concernant les formes de la nomination (avis de certains corps), le mode de nomination (stage, concours, etc.), les catégories particulières de personnes parmi les-

quelles les nominations à certaines fonctions doivent être faites, etc.

Dans tous les cas, soit que l'autorité qui fait la nomination soit laissée par les textes organiques entièrement libre dans son choix, soit que le législateur lui impose certaines obligations, qui limitent ce droit et restreignent son choix, il y a toujours, pour cette autorité qui a le pouvoir de nomination et qui doit en prendre la responsabilité, un droit plus ou moins étendu d'apprécier l'aptitude des candidats et d'écarter, dans l'intérêt du service, ceux qui ne lui semblent pas susceptibles d'accomplir le service public en vue duquel la fonction a été créée.

Dans quelles limites, suivant quelles règles ce droit d'appréciation de l'aptitude fonctionnelle des candidats, qui appartient à l'autorité chargée de faire la nomination, doit-il s'exercer?

Pendant longtemps, la doctrine et la jurisprudence admettaient le caractère discrétionnaire de ce droit d'appréciation, et se refusaient à soumettre au contrôle juridictionnel les actes de cette nature. Le 5 juillet 1851, le Conseil d'Etat rejetait un pourvoi d'un sieur Rouget (contre une décision du ministre de l'instruction publique qui refusait de l'admettre au concours d'agrégation des sciences mathématiques) « par le motif que l'appréciation des motifs de cette décision n'était pas du domaine de la juridiction contentieuse ».

La théorie suivant laquelle il n'y aurait pas en cette matière de contrôle juridictionnel, la théorie de l'acte discrétionnaire, est aujourd'hui abandonnée et il n'y a plus guère d'acte ministériel qui échappe à votre contrôle. En d'autres termes, vous en êtes arrivés à restreindre le sens des mots « pouvoir discrétionnaire » à ceci :

C'est un plein pouvoir d'appréciation pour celui qui en est investi, à condition qu'il l'exerce légalement et dans le but pour lequel il a été créé.

Les conditions dans lesquelles il s'exerce échappent en principe au contrôle du juge, à moins qu'elles ne puissent constituer un détournement de pouvoir.

Vous ne rejetteriez plus aujourd'hui, comme non recevable, le pourvoi que le sieur Rouget adressait en 1851 au Conseil d'Etat de la seconde République. Nous vous rappelons, notamment, que vous avez annulé, le 4 août 1905, une décision du ministre de la guerre écartant de certaines adjudications un sieur Lespinasse, à cause de ses opinions politiques. Vous avez alors estimé que cet acte était susceptible de recours contentieux et constituait un détournement de pouvoir.

Vous admettez, de même, que l'acte par lequel un ministre refuse à un citoyen le droit de figurer parmi les candidats à une fonction publique est susceptible de donner ouverture à un recours pour excès de pouvoir.

S'il s'agit de fonctions publiques pour lesquelles le pouvoir de nomination appartient sans condition au ministre, il est certain que ce contrôle juridictionnel sera purement théorique, car, la plupart du temps, l'agent qui a le pouvoir de nomination n'a pas à donner, et ne donne pas, les motifs pour lesquels il refuse de nommer tel ou tel candidat.

Mais, dans le cas où le pouvoir de nomination est subordonné à certaines restrictions, lorsque la nomination ne peut être effectuée que dans les limites de certaines désignations préalables, les droits de l'autorité qui fait la nomination ne sont certainement plus les mêmes.

Dans la plupart des cas, les lois organiques réservent à cette autorité (le ministre généralement) le droit d'arrêter la liste des candidats admis à concourir, ou le droit de ne pas nommer les individus classés ou présentés. Dans l'un comme dans l'autre cas, il serait faux de dire que ce pouvoir peut s'exercer discrétionnairement. Ce n'est que *dans l'intérêt du service* (que les fonctions sont appelées à assurer), et pour ce motif seulement, que le ministre peut exclure de la liste des candidats un individu aspirant à prendre part à un concours, ou peut refuser de nommer des candidats classés qui lui sont présentés.

Il y a donc certainement un pouvoir d'appréciation des vertus professionnelles des candidats qu'il est difficile de déterminer, et dont il est fort délicat d'arrêter les limites.

Sans doute, pour l'appréciation de ces qualités fonctionnelles, le ministre ne doit-il pas se baser sur les idées présumées, les opinions politiques ou religieuses du candidat. Les opinions, les idées des candidats échappent au contrôle de l'autorité qui doit faire les nominations, et reconnaître au ministre le droit d'exclure un candidat qui pratique telle ou telle religion — ou qui est supposé avoir telle ou telle opinion philosophique ou politique — serait une atteinte inadmissible à la liberté des citoyens, une restriction insupportable à la liberté de penser, à la liberté de conscience inscrites dans la Déclaration des Droits de l'Homme et reconnue par la loi du 9 décembre 1905.

Si les idées, si les opinions se manifestent ou se sont manifestées avant la candidature aux fonctions publiques, par un fait individuel, par un acte public, qui par sa nature serait incompatible avec l'exercice des fonctions sollicitées, il rentrera certainement dans les droits d'appréciation de l'autorité qui fait la nomination, d'écarter, pour ce motif, un candidat qui se sera livré à cette manifestation ou qui aura accompli un acte de cette nature.

En principe, la mesure d'exclusion prise par le ministre ne pourra donc s'appliquer qu'en considération d'actes individuels, de manifestations particulières auxquelles se serait livré un candidat (actes et manifestations jugés par leur nature contraires à l'exercice des fonctions

publiques). C'est donc, non pas telle ou telle catégorie de citoyens qu'il s'agit de frapper de déchéance, mais un individu auquel on pourra refuser l'entrée de certaines fonctions publiques, si un acte par lui accompli ne permet pas au ministre de les lui confier.

Il est certain que, dans beaucoup de cas, des catégories d'individus pourront ainsi se trouver frappés de la même exclusion, car tous les individus qui auront accompli la même manifestation, jugée incompatible avec les fonctions publiques par le ministre, se verront naturellement appliquer les mêmes mesures.

Il est bien certain, d'autre part, que, pour chaque catégorie de fonctions, la situation pourra être différente et que l'exclusion qui a été décidée pour l'une pourra fort bien ne pas être prononcée pour une autre. Il y a donc lieu, chaque fois, pour le ministre, d'envisager, d'une part, le caractère de l'acte individuel, de la manifestation publique du candidat, d'autre part, la nature et le caractère de la fonction à laquelle aspire le candidat.

Depuis la loi du 9 décembre 1905, qui a prononcé la séparation des Eglises et de l'Etat, un problème, qui existait déjà auparavant se pose dans notre droit public d'une façon encore plus vive.

Quelle est, dans l'ordre social, dans l'organisation civile, politique et administrative, la situation du ministre du culte, du prêtre?

La loi de séparation, en lui enlevant son caractère particulier, ses droits et ses prérogatives, ainsi que ses obligations particulières (dues à son caractère de fonctionnaire public), l'a replacé parmi les citoyens, en lui rendant les droits et devoirs que comporte cette situation (avec, toutefois, certaines restrictions apportées par le législateur, en raison de l'influence particulière que ses fonctions peuvent exercer sur les âmes). En dehors de ces restrictions, qui concernent surtout ses droits politiques ou qui ressortissent à la politique des cultes, le prêtre est donc aujourd'hui dans notre droit un citoyen comme les autres, jouissant des mêmes droits et pouvant se réclamer comme tout citoyen du principe de l'égalité devant la loi.

La loi de 1905 a supprimé certaines incompatibilités qu'avait édictées la législation antérieure, lorsque le prêtre était un fonctionnaire public d'un ordre particulier. S'ensuit-il qu'il ait perdu tout caractère particulier et peut-il, comme tout autre citoyen, aspirer à remplir n'importe quelle fonction publique? Ou bien ne peut-on pas considérer que, tout au moins pour certaines fonctions, le fait d'avoir embrassé l'état ecclésiastique constitue cet acte individuel, cette manifestation publique que le ministre peut juger incompatible avec l'exercice d'une fonction publique?

Il ne saurait être question un seul instant dans notre pensée d'admet-

tre que le prêtre (à quelque religion qu'il appartienne) doive, à raison de son caractère, du ministère qu'il est appelé à remplir, être exclu de toutes les fonctions publiques. Une telle théorie serait contraire aux principes de liberté et d'égalité qui dominent notre constitution et serait également en contradiction avec les termes mêmes de la loi du 9 décembre 1905.

Mais ce n'est pas porter atteinte aux droits des prêtres de tous les cultes que de dire que l'exercice de certaines fonctions publiques n'est guère compatible avec l'état ecclésiastique.

La fonction de prêtre, le ministère du culte ne peut s'accommoder de l'exercice de certaines professions. Le clerc ne peut pas exercer toutes les professions des laïcs. Et dans beaucoup de cas, le prêtre sera le premier à « laisser à César ce qui appartient à César ».

Si la loi sur le recrutement de l'armée, par exemple, oblige tous les citoyens à accomplir leurs devoirs militaires, on ne voit pas un ecclésiastique, conservant son caractère sacerdotal, demander, si les conditions d'âge s'y prêtaient, à entrer à Saint-Cyr, pour embrasser, en qualité d'officier, le métier des armes.

On conçoit très bien qu'on puisse, selon les époques et les tendances, ne pas admettre que ceux qui exercent le pouvoir spirituel puissent solliciter de collaborer à l'exercice d'un pouvoir temporel (que les sociétés modernes veulent essentiellement laïque), et demander par exemple à remplir les fonctions de préfet ou de magistrat, ou se présenter au concours de l'auditorat au Conseil d'Etat ou de l'inspection des finances. C'est une question d'appréciation qui peut ne pas être nécessairement résolue comme elle l'est actuellement.

Si, il y a un siècle, celui qui avait été l'évêque d'Autun fut un des plus remarquables ministres civils de Napoléon, s'il a géré avec une habileté consommée le département des affaires étrangères, on reconnaîtra que son caractère épiscopal en avait quelque peu souffert. Et si Mgr de Frayssinous fut, sous la Restauration, grand maître de l'Université, on admettra que les principes qui dirigent aujourd'hui l'instruction publique ont quelque peu changé depuis cette époque.

On est, d'ailleurs, bien forcé ainsi de reconnaître que l'état ecclésiastique ne s'accommoda pas de l'exercice de certaines fonctions publiques. Pourquoi ne pas admettre alors que certaines fonctions publiques ne s'accommodent pas de l'état ecclésiastique?

Il y a dans les fonctions publiques actuelles certaines fonctions qui, jadis, rentraient dans l'exercice des fonctions religieuses. Pendant longtemps, la charge de certains services publics fut laissée aux soins du clergé. Sous l'ancien régime, les services de l'instruction et de l'assistance furent assurés par l'autorité religieuse.

Ce n'est pas sans regret que l'Eglise catholique, qui pendant tant de

siècles avait assumé la tâche de l'instruction publique, s'est vue dépouillée, au profit de l'Etat, d'un attribut auquel elle ne renonce pas sans une lutte énergique. Si, à côté de l'enseignement public, l'Eglise peut encore exercer son influence, sa concurrence, par l'enseignement libre, elle ne peut se consoler de ne plus intervenir officiellement dans l'éducation de la jeunesse, dans la préparation des citoyens.

C'est qu'en effet l'enseignement de la jeunesse a dans la société une telle importance, la première empreinte laissée dans les esprits subsiste avec une telle force dans le reste de l'existence, que le jour où l'Etat devait assumer la charge de l'enseignement public il ne pouvait que le donner impartial et indépendant de toute doctrine religieuse. Cette indépendance et cette impartialité devaient avoir pour corollaire obligatoire le respect des croyances et de la liberté de conscience. L'enseignement public, par suite, devait être d'une neutralité absolue.

La question que vous avez aujourd'hui à résoudre est la suivante : Appartient-il au ministre chargé d'assurer le service de l'enseignement public d'interdire l'accès de ces fonctions publiques à un prêtre, uniquement parce qu'il a embrassé l'état ecclésiastique?

Il nous paraît que sur ce point le pouvoir d'appréciation du ministre doit différer suivant les divers ordres d'enseignement et que, comme nous le disions tout à l'heure, le caractère des fonctions de prêtre doit être envisagé différemment suivant qu'il s'agit d'une candidature aux fonctions de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement primaire. Bien entendu, les droits du ministre s'arrêtent aux fonctions de l'enseignement public et ne touchent en rien les droits des ecclésiastiques en ce qui concerne l'enseignement libre.

Pour l'enseignement primaire :

Il est bien difficile de ne pas admettre que le fait d'avoir embrassé l'état ecclésiastique ne soit pas une de ces manifestations, un de ces actes publics que le ministre (chargé d'assurer ce service public) a le droit de juger incompatibles avec les fonctions de ce service. Depuis la loi du 28 mars 1882, qui a exclu des matières de l'enseignement primaire « l'instruction religieuse », qui a, par suite, donné aux écoles primaires publiques, en matière religieuse, un caractère de neutralité absolue, depuis la loi du 30 octobre 1886 qui, dans son article 17, déclare que « l'enseignement, dans les écoles publiques, est exclusivement confié à un personnel laïque », il y a une obligation, pour le ministre chargé d'assurer ce service public, de ne pas confier les fonctions de l'enseignement primaire à une personne qui aura embrassé l'état ecclésiastique.

Mais si, pour l'enseignement primaire, on peut dire qu'aucune discussion n'est possible, que l'intérêt du service, indiqué au ministre par un texte précis, lui commande de ne pas en confier les fonctions à un can-

didat qu'il sait ne pouvoir donner l'enseignement dans un esprit de neutralité absolue, il n'en est pas de même pour les autres ordres d'enseignement.

Pour l'enseignement secondaire comme pour l'enseignement supérieur, il n'y a pas de texte formel qui lui indique l'esprit dans lequel il doit comprendre l'intérêt du service.

S'ensuit-il pour cela qu'il n'ait pas le droit de le concevoir suivant les mêmes principes que ceux qui dirigent le service de l'enseignement primaire, et qu'il commette un détournement de pouvoir en comprenant, dans l'ordre de l'enseignement secondaire ou supérieur, *l'intérêt du service* suivant les règles que le législateur lui commande de suivre dans l'ordre de l'enseignement primaire?

Là encore, Messieurs, il nous paraît indispensable d'établir une distinction entre ces deux ordres d'enseignement.

Pour l'enseignement secondaire :

Ceux auxquels il est donné sont des enfants, des jeunes gens dont l'esprit n'a pas encore la maturité nécessaire pour juger en toute impartialité de l'enseignement qui leur est donné. L'Etat, qui a la responsabilité de l'enseignement public donné à des auditeurs qui n'ont pas encore le pouvoir de juger les doctrines qui leur sont soumises, doit donc prendre la responsabilité des doctrines qu'on enseigne en son nom; là encore, il doit donc être assuré, pour respecter la liberté de conscience, que l'enseignement qui sera donné aura le caractère de neutralité absolue. Les fonctions de l'enseignement secondaire peuvent donc ne pas être compatibles (dans l'esprit qui domine la législation de l'instruction publique depuis 1882), avec les fonctions de ministre du culte, d'ecclésiastique, de prêtre d'une religion quelconque.

Il est certain, Messieurs, que l'adhésion à certaines doctrines, la profession de certains dogmes, l'acceptation d'une discipline religieuse, pourraient se trouver en conflit avec l'indépendance d'un enseignement qui, au point de vue philosophique et religieux, doit rester absolument neutre.

Si le caractère de laïcité de l'enseignement secondaire n'est pas inscrit formellement dans une loi spéciale, on peut affirmer, néanmoins, qu'il résulte d'un ensemble de mesures législatives qu'il nous semble inutile d'énumérer ici.

Si un prêtre, un ecclésiastique, n'est pas, à raison de son caractère confessionnel, exclu, à proprement parler, des fonctions de l'enseignement secondaire, comme, par exemple, les membres de congrégations religieuses, il est certain que sa fonction religieuse, son caractère particulier, pourra être considéré par le ministre comme cette manifestation individuelle, cet acte public, qu'il peut juger incom-

patible avec l'intérêt du service qu'il est chargé d'assurer. Comme l'indiquait très nettement à la tribune de la Chambre, en 1904, M. Chaumié, la profession ecclésiastique ne frappe pas celui qui en est revêtu de l'incapacité d'enseigner, elle ne l'exclut pas, à proprement parler, des fonctions de l'enseignement secondaire public, puisque, pendant de longues années (en 1904 encore), des prêtres exerçaient des fonctions de professeurs, de proviseurs ou de directeurs, dans les lycées et collèges de l'Etat; mais, dans l'état actuel de la législation, *l'intérêt du service* peut paraître au ministre lui commander de ne plus donner accès aux fonctions de l'enseignement public à des personnes ayant embrassé l'état ecclésiastique.

Doit-on appliquer les mêmes règles, sinon les mêmes principes, pour l'enseignement supérieur public; et doit-on dire que, là aussi, l'intérêt du service commande au ministre de ne pas laisser donner au nom de l'Etat un enseignement qui ne soit d'une neutralité absolue?

Nous ne le pensons pas; la nature de l'enseignement donné, le caractère des personnes auxquelles il s'adresse, dispensé en principe l'Etat de prendre (comme dans les autres ordres d'enseignement) la responsabilité des doctrines qui sont enseignées. Les auditeurs, les élèves sont ici en âge de juger. L'enseignement qui leur est donné a pour but de développer la culture littéraire ou scientifique. L'incompatibilité entre cet enseignement, ou tout au moins entre certaines parties de cet enseignement et l'état ecclésiastique n'a donc plus les mêmes raisons d'être. La foi religieuse, les dogmes des Eglises s'accordent parfaitement avec le culte des lettres ou le goût des recherches scientifiques; et, comme l'a fait remarquer le requérant dans son mémoire, un évêque, un rabbin, enseignent dans des chaires publiques, à Paris, et un éminent prélat dirige aujourd'hui l'Académie de France, à Rome.

Ainsi donc, Messieurs, l'autorité qui nomme aux fonctions publiques pourra, *dans l'intérêt d'un service*, en interdire l'accès à des personnes, qu'elle jugera pourtant susceptibles de remplir convenablement d'autres fonctions publiques.

Nous croyons vous avoir ainsi démontré qu'en les excluant de certains services publics, en refusant l'accès de certaines fonctions publiques à des candidats qui, à raison de circonstances particulières, ne semblent pas, à l'autorité qui fait la nomination, susceptibles de remplir ces fonctions, le ministre ne commet pas de détournement de pouvoirs, puisque c'est *dans l'intérêt du service* qu'il a pu agir.

Là s'arrête votre contrôle juridictionnel et vous n'avez pas qualité pour approuver ou blâmer les principes suivant lesquels un ministre exerce ses pouvoirs, l'esprit qui l'anime dans la gérance du département qu'il lui est confié. Cela, Messieurs, c'est de la politique, et ce

n'est pas devant vous que les ministres ont à rendre compte de leur façon de comprendre la marche et l'intérêt du service public qu'ils dirigent.

Nous voici amenés, Messieurs, après cet exposé des principes généraux, à examiner le cas particulier qui vous est soumis.

L'abbé Bouteyre, prêtre de l'Eglise catholique, vous défère la décision du ministre de l'instruction publique qui lui a refusé le droit de prendre part au concours pour l'agrégation de philosophie de l'enseignement secondaire.

Qu'est-ce donc que l'agrégation? Et le ministre a-t-il ainsi qualité pour écarter un candidat d'un concours pour une distinction universitaire?

L'agrégation n'est pas un grade universitaire, un diplôme comme le baccalauréat, la licence, le doctorat. C'est un titre particulier, qui est destiné à permettre l'accès aux fonctions de l'enseignement public.

Nous en trouvons d'abord la preuve dans le caractère des textes qui régissent cette matière. Tous ces textes organiques sont des décrets; si le premier en date depuis la Révolution, le décret du 17 mars 1808, a, à la rigueur, le caractère législatif, tous les textes postérieurs, ordonnances ou décrets, ont le caractère réglementaire.

Est-ce légal? Ou, plutôt, la matière est-elle d'ordre législatif ou d'ordre réglementaire?

Cette question, Messieurs, dépend précisément du caractère qui, à notre avis, doit être attribué à l'agrégation. Si l'agrégation était un grade universitaire, un diplôme indépendant du service de l'enseignement public, il semblerait difficile et contraire à la Déclaration des Droits de l'Homme que le gouvernement pût s'attribuer le droit d'arrêter la liste des candidats. Un semblable pouvoir, portant atteinte aux droits des citoyens et au principe d'égalité de tous, en dehors de toute question d'organisation du service public, ne pourrait être exercé que par le législateur ou en vertu d'une délégation législative expresse que l'on ne rencontre pas dans l'espèce. Au contraire, si l'agrégation ne vise que l'accès aux fonctions publiques, l'organisation intérieure des services publics et le recrutement des fonctionnaires rentrant essentiellement dans les pouvoirs généraux du chef de l'Etat, il est très régulier, à défaut de textes législatifs qui en limitent l'exercice, que des décrets simples soient intervenus pour réglementer l'agrégation, fixer dans quelles conditions les agrégés seraient recrutés et poser les principes appliqués ensuite par des arrêtés ministériels.

Or, tel est bien, comme nous le disions et comme nous allons le voir plus en détail, le caractère que tous les textes reconnaissent à l'agrégation.

L'établissement de l'agrégation remonte à 1766. Elle fut créée par l'Université de Paris, d'accord avec le Parlement, pour relever et fortifier les études, alors en décadence. Il y avait à cette époque trois ordres d'agrégation : celles des classes de philosophie, d'humanités et de grammaire.

Après la Révolution, lorsque Napoléon reconstitua les cadres de l'Université, l'agrégation fut rétablie. Le décret du 17 mars 1808 démontre nettement que l'agrégation est un titre uniquement destiné au recrutement du professorat dans les lycées de l'Etat. Il conserve les trois ordres d'agrégation

Ses dispositions furent à peu près maintenues dans tous les textes successifs qui, pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, réglèrent les conditions des concours d'agrégation. Il est à remarquer que, tout au moins au début de cette période, le concours n'était ouvert qu'aux fonctionnaires inférieurs des lycées pour leur permettre l'accès du professorat. Aux termes de l'ordonnance du 6 février 1821, « nul ne pourra être nommé professeur dans les collèges royaux si déjà il n'est agrégé ».

Le décret du 10 avril 1852 réorganisa l'agrégation des lycées. Il supprima les anciens ordres; dès lors, il n'y eut plus que deux agrégations : celle des lettres et celle des sciences. Les articles 6 et 7 indiquent très nettement que, pour les lettres comme pour les sciences, l'agrégation est un titre nécessaire pour obtenir les fonctions professorales dans un lycée.

Cette réforme dans la division des agrégations ne fut pas de longue durée, et, à partir du décret du 17 juillet 1857, les agrégations spéciales reparurent.

Le décret du 29 juin 1863 rétablit l'agrégation des classes de philosophie des lycées. Les décrets du 10 février 1869 et du 26 novembre 1873 permirent aux agrégés d'être nommés sans condition d'âge à des emplois dans les lycées, même aux fonctions de professeur provisoire.

En exécution de la loi de finances du 29 décembre 1873, le décret du 31 décembre 1873 alloua une indemnité de 500 francs pour enseignement classique, de 300 francs pour enseignement spécial, aux fonctionnaires des lycées pourvus du titre d'agrégé. Le décret du 30 décembre 1881 se borna à supprimer le stage exigé des candidats à l'agrégation par le décret de 1869.

Il résulte de tous ces textes que l'agrégation est non pas un diplôme, mais un titre à un emploi dans l'enseignement public. Ce concours est bien la porte d'entrée d'une fonction publique.

Pendant longtemps, les ecclésiastiques purent s'y présenter, et l'Université en compta un certain nombre parmi ses membres. En 1882,

on adopta une pratique nouvelle qui n'avait aucune base réglementaire et qui allait à l'encontre des principes mêmes du concours d'agrégation. Les ecclésiastiques furent admis à concourir, mais on leur faisait au préalable signer une renonciation à toute demande d'emploi dans l'enseignement. On transformait ainsi, sans texte réglementaire, le concours d'agrégation en une sorte de diplôme universitaire.

Cette pratique irrégulière a été abandonnée depuis 1904, et l'on peut dire aujourd'hui que, comme en 1808, l'agrégation est l'accès aux fonctions de l'enseignement public. Les candidats doivent, d'ailleurs, signer un engagement de servir un certain laps de temps dant l'Université, et si, aujourd'hui, les femmes sont admises à prendre pars aux épreuves du concours d'agrégation pour les lycées de garçons, bien que ne devant pas occuper d'emploi dans ces établissements, on ne peut pas dire que ces candidates ne soient pas destinées aux fonctions publiques de l'enseignement, puisque par une mesure bienveillante, on assimile celles qui obtiennent ce titre aux agrégés de lycées de filles, et qu'un emploi dans ces établissements leur est réservé.

Aux termes de l'article 7 du décret du 10 avril 1852, « les candidats doivent produire, pour prendre part au concours, une autorisation ministérielle ». Et aux termes de l'article 9 du règlement ministériel du 29 juillet 1885, qui régit encore aujourd'hui les concours d'agrégation des lycées, « les listes des candidats sont définitivement arrêtées par le ministre ».

Un concours d'agrégation pour les classes de philosophie des lycées a été ouvert à Paris en 1911. Le ministre de l'instruction publique a exclu de la liste des candidats l'abbé Bouteyre, qui y était inscrit. Il n'a voulu admettre au concours que ceux qui (après avoir été reçus) étaient susceptibles d'occuper un emploi professionnel dans l'Université.

En agissant ainsi, le ministre a usé des pouvoirs que lui conféraient le décret du 10 mars 1852 et l'arrêté ministériel du 29 juillet 1885.. Il n'a donc commis aucun excès de pouvoir.

Le ministre de l'instruction publique a motivé sa décision en se basant sur ce que « l'état ecclésiastique auquel s'est consacré le candidat s'oppose à ce qu'il soit admis dans le personnel de l'enseignement public, dont le caractère est la laïcité ».

Le ministre n'a pas entendu dire qu'il y avait un obstacle légal empêchant les ecclésiastiques de se présenter au concours de l'Université, ce qui serait un fait inexact. Mais il a entendu dire qu'à l'époque actuelle, dans les conditions et l'esprit de la législation générale, l'intérêt du service qu'il est chargé d'assurer ne lui paraît pas permettre l'admission des ecclésiastiques dans le personnel de l'enseignement secondaire public.

Nous croyons vous avoir démontré qu'en agissant ainsi, il a usé des pouvoirs qui lui étaient reconnus *dans l'intérêt du service* dont il avait la garde, c'est à-dire pour le but même en vue duquel ces pouvoirs lui avaient été conférés.

1^{er} Nous estimons, Messieurs, que la décision que vous défère l'abbé Bouteyre n'est donc entachée ni d'excès ni de détournement de pouvoirs.

Si l'abbé Bouteyre estime que, par cette décision, le ministre de l'instruction publique a usé de ses pouvoirs d'une manière peu libérale, ce n'est pas là un moyen de droit que vous ayez compétence pour examiner. Lorsque des citoyens ont des critiques à adresser sur la façon dont les ministres comprennent l'intérêt des services qui leur sont confiés, ce n'est pas devant le juge administratif que des réclamations peuvent être présentées.

Aux termes de notre Constitution, les ministres sont responsables de leurs actes devant le Parlement, qui donne ou refuse son approbation à la politique qu'ils suivent. Vous savez qu'en ce qui concerne l'espèce qui vous est soumise, la Chambre des députés n'a pas, le 1^{er} juillet 1904, refusé son approbation au ministre de l'instruction publique.

Messieurs, nous estimons qu'en refusant d'admettre au concours d'agrégation pour les classes de philosophie des lycées l'abbé Bouteyre, par le motif qu'il appartenait à l'état ecclésiastique, le ministre de l'instruction publique a agi dans la limite des pouvoirs qui lui appartenaient, et en *vue de l'intérêt du service* qu'il était chargé d'assurer.

Sa décision est donc parfaitement régulière; nous concluons au rejet du pourvoi.

Arrêt du Conseil d'État.

Statuant sur les fins de la requête, le Conseil d'Etat a rendu l'arrêt suivant :

« Le Conseil d'Etat;

« Considérant que le décret du 10 avril 1852, dans son article 7, relatif aux conditions exigées des candidats à l'agrégation de l'enseignement secondaire pour leur admission au concours, dispose qu'ils doivent produire une autorisation ministérielle; que le règlement du 29 juillet 1885 sur le concours d'agrégation du même enseignement porte ; « Article 4. Les aspirants se feront inscrire au moins « deux mois avant le jour de l'ouverture du concours, au secrétariat « de l'Académie dans laquelle ils résident; le recteur doit donner « avis de cette inscription, dans les huit jours, au ministre

« de l'Instruction publique, en y joignant ses observations. » Article 5. « Les listes des candidats sont définitivement arrêtées par le ministre. Les candidats admis à prendre part aux épreuves de l'agrégation sont avertis quinze jours au moins avant l'ouverture du concours » ;

« Considérant que l'agrégation a été instituée exclusivement en vue du recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire public; qu'elle ne confère pas aux agrégés un grade universitaire, mais un titre d'ordre professionnel, dont l'objet est d'assurer aux maîtres, qui l'ont obtenu après concours, des avantages particuliers dans la carrière de l'enseignement public; que les textes précités ont donc pu légalement, étant donné ce caractère de l'agrégation, ne pas le rendre applicable à tous, mais le réserver aux candidats agréés par le ministre, chef responsable de l'enseignement secondaire public, comme pouvant être éventuellement chargés des fonctions de professeur dans un lycée ou dans un collège;

Qu'en refusant, par la décision attaquée, d'admettre le requérant à prendre part au concours d'agrégation de philosophie, le ministre de l'Instruction publique n'a fait qu'user à l'égard de ce candidat, dans l'intérêt du service placé sous son autorité, du droit d'appréciation qui lui a été réservé par le décret du 10 avril 1852 et le règlement du 29 juillet 1885 et que ladite décision n'est, par suite, entachée ni d'excès, ni de détournement de pouvoir,

« Décide :

« La requête ci-dessus visée du sieur Joseph Bouteyre est rejetée. »

Lettre de l'abbé Bouteyre.

Extrait du « Journal des Débats » du 28 mai 1912.

L'AGRÉGATION ET LE CONSEIL D'ÉTAT

Nous avons signalé en son temps la décision prise par le ministre de l'Instruction publique d'empêcher l'abbé Bouteyre de se présenter à l'agrégation, et l'arrêt du Conseil d'Etat repoussant le pourvoi du candidat. A ce sujet nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

Seul parmi toute la presse, le *Journal des Débats*, fidèle à sa coutumière impartialité, a publié *in extenso* le texte de l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 10 mai rejetant mon recours en annulation contre une décision du ministre de l'Instruction publique.

Cette décision consistait non en une exclusion pure et simple, mais

en une exclusion motivée sur ce fait qu'étant ecclésiastique je ne pouvais être admis ni dans l'enseignement public, ni à un concours y donnant accès. *Contrairement aux conclusions du ministère public*, le Conseil d'Etat est resté muet sur les motifs d'exclusion qui étaient l'unique objet de mon recours. Il a néanmoins rejeté ce dernier par un arrêt qui n'est pas un arrêt de principe, mais un arrêt d'espèce. Encore que les arrêts du Conseil d'Etat soient valables *erga omnes*, celui-ci ne se trouve valable que pour la présente année, et c'est ce que je vous serais reconnaissant de faire connaître, dans l'intérêt général, par l'organe des *Débats*.

En effet, l'arrêt de rejet a consacré — très provisoirement — un principe contraire au Droit constitutionnel et notamment à la Déclaration des Droits de l'Homme proclamant l'égale admissibilité de tous les citoyens à tous les emplois publics. Or, si la Haute Assemblée a pu juger de la sorte, ce n'est qu'en vertu d'une erreur de droit qui ne pourrait plus être renouvelée, sans forfaiture, à l'endroit du recours nouveau que je vais former dès que le ministre m'aura, comme il est à prévoir, exclu du concours d'agrégation de 1912 auquel je suis candidat.

Le Conseil d'Etat a estimé que le ministre, par qui « les listes des candidats sont définitivement arrêtées », avait sur les « capacités » des candidats tout pouvoir d'appréciation. Et la raison juridique de ce considérant, la Haute Assemblée l'a fondée sur un décret de l'Empire, en 1852, prescrivant aux candidats à l'agrégation l'obligation d'obtenir « l'autorisation ministérielle ». Cette obligation eût été une monstruosité si elle s'était adressée à des citoyens n'ayant préalablement aliéné aucune partie de leur « capacité » civile; mais elle était, au contraire, parfaitement logique quand le concours d'agrégation était un concours, non pas public, mais *intérieur à l'Université*, ne pouvait donc être abordé que par des candidats ayant préalablement satisfait au stage dans l'enseignement public établi par ce même décret de 1852.

Or le stage a été aboli par le décret Paul Bert (30 décembre 1881) à dater duquel — qu'on le veuille ou non — le concours d'agrégation est devenu public puisqu'il était dès lors ouvert à tout candidat, universitaire ou non, muni des diplômes requis. Il serait absurde qu'un officier, citoyen subordonné par sa profession au ministre de la guerre, pût concourir en vue de l'admission à l'Ecole de guerre sans autorisation ministérielle; mais il serait absurde également, et contraire aux principes de notre droit public, qu'un jeune homme, qui n'est pas encore militaire, dût avoir l'agrément du ministre pour s'inscrire aux concours de Saint-Cyr ou de Polytechnique. Et aucun arrêt ne saurait donner en cette espèce (parfaitement analogue à celle de mon recours) un pouvoir discrétionnaire de radiation à un ministre secrétaire d'Etat.

Le chef de l'Etat lui-même qui « nomme et révoque à tous les emplois civils et militaires » n'a, pour cela, aucun pouvoir discrétionnaire, et ses décrets de nomination ou de révocation, en cas de motifs illégaux ou d'excès de pouvoir, sont tous susceptibles de la procédure du recours en annulation. Il n'existe, en droit français, de pouvoir discrétionnaire qu'à l'occasion de conditions administratives *préalables*, déterminées par les textes.

Chose étrange ! le Conseil d'Etat, en son arrêt de rejet, n'a aucunement visé le décret Paul Bert. Il semble ne pas le connaître, et cependant il est de jurisprudence constante qu'un décret annule tout décret antérieur en ses dispositions contraires. Au surplus, la question d'incompatibilité entre la qualité de prêtre — qualité qui a cessé d'être reconnue par la loi — et le prétendu caractère de laïcité de l'enseignement public, « à tous les degrés », — lequel caractère n'est inscrit, dans la loi du 30 octobre 1886, que pour le seul enseignement primaire — n'ayant pas été tranchée par le Conseil d'Etat, tout ecclésiastique candidat à l'agrégation est en droit de penser que si le ministre a pu écarter pour « le bien du service » un prêtre, en 1911, pour des raisons quelconques, peut-être, en 1912, ces raisons n'existent plus. L'espèce sera donc nouvelle, et le Conseil d'Etat, averti par l'émotion générale, de son erreur de droit, ne pourra plus valider une exclusion comme fait pur et simple, et il devra enfin se prononcer sur les motifs de cette exclusion déferés à sa juridiction souveraine. Voilà pourquoi l'arrêt dont je suis victime n'a qu'une autorité provisoire, faute d'avoir été rendu, si je puis m'exprimer ainsi, *erga omnia*.

La presse gouvernementale a bruyamment triomphé à propos de cet arrêt par lequel, cependant, le Conseil d'Etat a soigneusement évité de consacrer l'arbitraire et s'est contenté de rejeter mon recours contre cet arbitraire pour des raisons juridiques reposant d'ailleurs sur une erreur de droit impossible à renouveler. Erreur ne fait pas compte. Je serais donc très obligé au *Journal des Débats* de remettre les choses au point en informant ses nombreux et distingués lecteurs, laïques ou ecclésiastiques, que ceux-ci ne sont à ce jour frappés d'aucune incapacité civile ni par disposition législative ni par décision judiciaire.

En vous remerciant du bon accueil que vous voudrez bien réserver à ce document, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Joseph BOUTEYRE.

IV

STATISTIQUES

Le journal radical « La Démocratie de l'Ardèche » a publié les statistiques suivantes dans son numéro du 25 février 1912. Le commentaire qui suit le titre est de lui. Faisons seulement remarquer l'inexactitude « écoles congréganistes », c'est « écoles libres » qu'il eût fallu écrire.

ÉCOLES LAIQUES ET ÉCOLES CONGRÉGANISTES

LISTES COMPARÉES

du nombre des enfants (garçons et filles) fréquentant les Ecoles laïques et les Ecoles congréganistes dans les communes de l'Ardèche où ces Ecoles sont établies et se combattent.

ANNÉE 1911

Arrondissement de Tournon

	Ecoles laïques	Ecoles libres			
Andance.	42 garç.	37 garç.	Borée (La Bâtie).	5 g.	19 g.
	43 filles	71 filles		6 f.	17 f.
Annonay.	387 g.	605 g.	Boulieu.	15 g.	98 g.
	405 f.	824 f.		9 f.	84 f.
id. (Mat.)	208 g.	151 g.	id. (Maternelle)		28 g.
	191 f.	159 f.			22 f.
Arcens.	83 g.		Bozas.	7 g.	57 g.
	4 f.	67 f.		9 f.	61 f.
Ardoix.	15 g.	66 g.	Brossainc.	7 g.	1 g.
	12 f.	53 f.		5 f.	18 f.
Arlebose.	12 g.	141 g.	Chalencon.	59 g.	
		93 f.		44 f.	56 f.
Arras.	22 g.		Le Chambon.	43 g.	
	6 f.	18 f.		3 f.	47 f.
Bogy.	6 g.	26 g.	Champagne.	36 g.	
	6 f.	25 f.		14 f.	10 f.
Boffres.	83 g.		Champis. (Garnier).	22 f.	
	50 f.	32 f.	Chanéac.	60 g.	

	3 f.	31 f.			9 f.	15 f.
La Chap.-s.-Cha.	63 g.		Quintenas.	7 g.	68 g.	
	4 f.	43 f.			5 f.	55 f.
Châteaubourg.	14 g.	15 g.	Labâtie-d'Andaure	46 g.		
	7 f.	21 f.		19 f.	30 f.	
Charnas.	28 g.		Lalouvès.	12 g.	135 g.	
	1 f.	13 f.			5 f.	125 f.
Le Cheylard	86 g.	264 g.	Lamastre.	164 g.	195 g.	
	157 f.	218 f.		147 f.	107 f.	
Colomb.-le-Jeune	75 g.		id. (Maternelle).	42 g.	30 g.	
	19 f.	48 f.		53 f.	27 f.	
Colomb.-le-Vieux	52 g.		Lemps.	25 g.	16 g.	
	11 f.	73 f.			9 f.	23 f.
Cornas.	42 f.	5 g.	Limony.	17 g.		
	17 f.	24 f.			13 f.	16 f.
Le Crestet.	32 g.		Mariac (Pont de-			
	21 f.	31 f.	Fromentière	16 g.		
id. (Monteil).	2 g.	27 g.		7 f.	47 f.	
	6 f.	20 f.	Mars.	48 g.	31 g.	
Davézieux.		82 g.		34 f.	21 f.	
	1 f.	50 f.	Mauves.	32 g.	54 g.	
id. Vidalon (mat.)		21 g.		24 f.	36 f.	
		20 f.	Nozières.	49 g.	19 g.	
Désaignes.	181 g.			8 f.	113 f.	
	96 f.	63 f.	Phéresail	71 g.		
Dornas.	67 g.			5 f.	77 f.	
	3 f.	70 f.	Peaugres.	5 g.	35 g.	
Devesset.	69 g.			13 f.	33 f.	
	29 f.	34 f.	Peyraud.	20 g.		
Eclassan.	59 g.				19 f.	
	8 f.	49 f.	Plats.	59 g.		
Etables.	49 g.			1 f.	42 f.	
	14 f.	44 f.	Le Pouzat.	8 g.	24 g.	
Félines.	33 g.			1 f.	24 f.	
	7 f.	25 f.	Préaux.	1 g.	10 4 f.	
Gilhoc.	35 g.	66 g.		6 f.	71 f.	
	42 f.	66 f.	Rochepeule	3 g.	143 g.	
Glun.	34 g.			5 f.	121 f.	
	9 f.	19 f.	id. (Lachapelle).	6 g.	42 g.	
Guilhaierand.	33 g.			5 f.	40 f.	
	22 f.	15 f.	Roiffieux.	17 g.	85 g.	
Jaunac.	5 g.	21 g.		13 f.	100 f.	

Sarras.	123 g. 5 g.	St-Clément.	26 g.
	71 f. 47 f.		1 f. 37 f.
Savas.	12 g. 21 g.	St-Cyr.	16 g.
	6 f. 20 f.		4 f. 35 f.
Satillieu.	2 g. 204 g.	St-Désirat.	21 g. 40 g.
	9 f. 121 f.		10 f. 47 f.
id. (maternelle).	23 g.	St-Etienne-de-Val.	3 g. 9 g.
	27 f.		2 f. 6 f.
Sécheras.	41 g.	St-Félicien.	48 g. 194 g.
	12 f. 20 f.		59 f. 115 f.
Serrières	44 g. 38 g.	id. (maternelle).	19 g.
	54 f. 27 f.		24 f.
id. (maternelle).	4 g.	St-Jean-Roure.	54 g.
	20 f.		7 f. 40 f.
Silhac.	76 g.	St-Jeure-d'Andaure	84 g.
	20 f. 23 f.		52 f. 41 f.
Soyons.	44 g.	St-Julien-Vocance.	52 g.
	39 f. 15 f.		4 f. 73 f.
St-Alban-d'Ay.	4 g. 81 g.	St-Jean-de-Muzols.	39 g. 37 g.
	1 f. 71 f.		39 f. 42 f.
St.-Agrève.	117 g. 74 g.	St-Marcel.-les-Ann.	11 g. 77 g.
	93 f. 52 f.		2 f. 80 f.
id. (maternelle)	19 g.	St-Martial.	15 g. 121 g.
	31 f.		10 f. 100
St-André-des-Eff.	19 g. 107 g.	St-Martin-de-Val.	42 g. 229
	14 f. 100 f.		34 f. 155
St-Basile	54 g.	id. (maternelle).	29 g.
	34 f. 25 f.		40 f.
id. (Cluac).	6 g. 23 g.	St-Péray.	111 g. 102 g.
	13 f. 26 f.		91 f. 57 f.
id. (Mounens).	31 g.	id. (maternelle).	19 g.
	16 f.		37 f.
St-Barthélemy-le-Meil.	25 g.	St.-P.-des-Maccha.	33 g.
	5 f. 36 f.		42 f.
St-Barthél.-le-Pin (Grozon)	57 g.	St-Prix.	65 g.
	29 f. 32 f.		19 f. 50 f.
St-Cierge-s/-Cheyl.	4 g. 21 g.	St-Romain-d'Ay	46 g.
	2 f. 26 f.		3 f. 41 f.
St-Clair.	1 g. 18 g.	St-Rom.-de-Lerps.	39 g.
	5 f. 16 f.		2 f. 45 f.
		St-Symph.-de-M.	1 g. 75 g.
			50 f.

St-Sylvestre.	39 g.			11 f.	62 f.
	11 f.	26 f.		65 g.	
St-Victor.	27 g.	132 g.	Vernosc.	5 f.	57 f.
	11 f.	114 f.		106 g.	86 g.
Talencieux.	24 g.		Vernoux.	95 f.	83 f.
		17 f.		43 g.	15 g.
Toulaud.	58 g.		Villevocance.	3 f.	68 f.
	53 f.	24 f.			23 f.
Tournon.	162 g.	90 g.	Vinzieux.	1 f.	15 f.
	163 f.	160 f.		42 g.	8 g.
Vanosc.	51 g.	99 g.	Vion.	28 f.	37 f.
	31 f.	136 f.		44 g.	
Vaudevant.	35 g.		Vocance.	4 f.	68 f.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE I ^{er} . — Aperçu de la doctrine catholique sur l'État, l'Église la famille, l'individu et leurs rapports.....	9
CHAPITRE II. — Doctrine catholique sur l'éducation : I. Le droit de l'enfant; II. Le droit de la famille; III. Le droit de l'Église; IV. Le droit de l'État	46
CHAPITRE III. — Historique de la législation scolaire française depuis la fin du XVIII ^e siècle.....	76
CHAPITRE IV. — Législation de l'enseignement primaire en France, en Hollande, en Angleterre, en Belgique.....	132

APPENDICES

I. — TEXTES DE CONCILES RELATIFS A L'ENSEIGNEMENT : 2 ^e concile de Vaison; 2 ^e Concile de Châlon; 3 ^e concile de Latran; 1 ^{er} concile de Milan.....	199
II. — DOCUMENTS PONTIFICAUX SUR LA NEUTRALITÉ ET LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT : <i>Syllabus</i> de Pie IX (extraits); Bulle <i>Quanta cura</i> (extraits); Lettre de S.S. Léon XIII au président de la république (1 ^{er} mai 1883); Encyclique de Léon XIII <i>Libertas pro'ecantissimum</i> (20 juin 1888)	202

III. — LES ECCLÉSIASTIQUES ET LE CONCOURS D'AGRÉGATION.

— Extrait de la *Gazette des tribunaux* : Recours formé devant le Conseil d'État par l'abbé Bouteyre pour excès de pouvoir ; rapport ; conclusions du commissaire du gouvernement ; arrêt du Conseil d'État ; lettre de l'abbé Bouteyre 209

IV. — STATISTIQUES. — Écoles laïques et écoles congréganistes :

Année 1911, listes comparées du nombre des enfants (garçons et filles) fréquentant les écoles dans l'Ardèche..... 226

